

Vers un approfondissement théorique et politique

L'EUROCOMMUNISME ET LA CRISE DE LA GAUCHE

LES interprétations multiples, et parfois contradictoires, de la détérioration des relations à l'intérieur de la gauche en France réactualisent un débat ancien relatif à la nature des liens qui entretiennent le P.C.F. avec le mouvement communiste international. On voit ainsi redoubler les formules expressives — « oui, main, ou de Moscou » — qui ont longtemps tenu lieu de slogan pour faire reconnaître la nature de ces liens. A ces estimations, en forme d'interrogations — qui invitent à réfléchir sur le passé en longue période — s'ajoute une question tout à fait actuelle : quelle est la validité de la voie eurocommuniste ? Ou, encore, la rupture eurocommuniste ou définitive de l'union de la gauche ne remet pas en cause la notion même d'eurocommunisme et ne minable-t-elle pas le P.C.F. dans l'orbite soviétique ? Peut-il, accessoirement, pourraient administrer la preuve qu'il n'en est jamais véritablement sorti.

Pour répondre à ces questions, il convient de repenser l'eurocommunisme dans son processus historique et son devenir politique. Et, dans ce contexte, replacer l'évolution du P.C.F. dans le cadre de sa politique, à l'intérieur de la gauche.

Faut-il difficile à saisir, parfois contesté d'une façon ponctuelle par ses propres protagonistes, selon les aléas de leur politique intérieure et de leurs relations inter-partis, hypothétique pour de nombreux spécialistes et observateurs, l'eurocommunisme existe quand même.

Certes, le concept en soi pose problème, mais ce qu'il couvre comme processus et ce qu'il connaît comme évolution sont certes bien fixés dans l'histoire du communisme ouest-européen des dernières vingt années.

Hantant le monde politique de l'Est et de l'Ouest (pour des raisons bien différentes), exacerbant les spéculations intellectuelles (les colloques et les ouvrages qui lui sont consacrés l'attestent), entraînant des réponses ambiguës et partielles de la part de ses principaux artisans, l'eurocommunisme semble pour certains être une sorte d'une bûche, un bluff, pour d'autres comme un sujet de contestation et de mise en cause permanente, pour d'autres encore comme l'espoir, la seule alternative possible à la crise économique et politique du monde capitaliste.

S'agit-il d'une nouvelle organisation, ou simplement d'un état d'esprit ? S'agit-il d'un communisme substantiellement nouveau ou bien d'une socio-démocratisation de certains P.C., succombant au révisionnisme ? Ne

s'agit-il enfin que d'une tactique, opportunité, parlementaire, sous laquelle se cacherait la vraie nature, éternelle, stalinienne de la gauche ?

Une étude sérieuse de l'évolution des P.C. de l'Europe capitaliste témoigne de l'analyse de leurs documents internes (travaux des congrès et sessions des comités centraux, rapports, déclarations et interventions aux conférences internationales et européennes et déclarations établies à l'issue de rencontres bilatérales et multilatérales) permet de formuler une définition provisoire de l'eurocommunisme compris comme phénomène international.

L'eurocommunisme signifie bien une nouvelle variante du mouvement communiste exprimée dans une alliance à l'international, se situant en rapport avec une série de concepts marxistes et avec l'héritage de l'internationalisme communiste en ce qui concerne les relations inter-partis ; dérangeant, enfin, une stratégie globale de conquête du pouvoir et de passage vers une société socialiste caractérisée par le pluralisme politique et idéologique.

Si on décrypte, l'une après l'autre, les caractéristiques qui contiennent cette définition et si on les situe dans l'évolution du P.C.F. depuis le XXII^e congrès, on se rend compte qu'elles ne sont pas remises en cause par la politique récente de celui-ci à l'intérieur de la gauche.

Le congrès stabilise l'évolution euro-

communiste du P.C.F. dont les premières historiques remontent aux événements de 1968 — révélées étudiante en France et invasion de la Tchécoslovaquie — et qui exprime pour la première fois le Manifeste de Chambéry (décembre 1968).

Certes, les positions défendues par le P.C.F. ces derniers mois sont d'une façon plus marquée que jamais par l'opposition des deux alliés d'aller ou de rester, si elles ne remettent pas en cause la voie eurocommuniste reposant en tout cas le problème de l'hégémonie dans l'alliance ou plus précisément le point de vue du P.C.F. sur ce problème.

Les documents des P.C. espagnol, français et italien divergent et restent d'une façon générale encore vagues sur ce point.

Or, seule une réflexion théorique sur l'hégémonie à l'intérieur de l'alliance pourra expliquer le pourquoi du comportement du P.C.F. ces derniers temps. Il s'agit, en fait, de la problématique liée au principe féministe selon lequel le parti communiste est parti de la classe ouvrière, alors qu'il est le seul détenteur d'une méthode scientifique, le marxisme (1). Les thèses eurocommunistes n'ont pas encore formulé une position définitive sur ce principe, bien qu'un processus de réflexion semble s'engager surtout dans les P.C. italien et espagnol.

La tendance à l'inorganicité

MAIS à part cet aspect, certes de taille, les caractéristiques de la définition de l'eurocommunisme proposée ci-dessous résistent à la secousse qu'a subie la gauche en France. Le cheminement eurocommuniste engagé par certains partis dès 1968 (le P.C. italien notamment), par d'autres à partir de 1968 et surtout de 1973 (comme le P.C. espagnol), par le P.C.F. enfin de 1976 n'est pas arrêté. L'eurocommunisme se présente pas comme un modèle ayant une vocation universaliste. Ce refus de se présenter comme une voie à suivre est constant dans le discours eurocommuniste qui met l'accent sur les voies nationales. Il implique, d'abord et surtout, le droit de chaque à forger son propre programme politique et à avoir sa propre vision des alliances. Ce n'est qu'à partir de la prise en compte des différences et des diversités, soulignées et accentuées, qu'est entreprise la recherche du commun et de la convergence.

Par LILLY MARCOU *

communiste du P.C.F. dont les premières historiques remontent aux événements de 1968 — révélées étudiante en France et invasion de la Tchécoslovaquie — et qui exprime pour la première fois le Manifeste de Chambéry (décembre 1968).

Certes, les positions défendues par le P.C.F. ces derniers mois sont d'une façon plus marquée que jamais par l'opposition des deux alliés d'aller ou de rester, si elles ne remettent pas en cause la voie eurocommuniste reposant en tout cas le problème de l'hégémonie dans l'alliance ou plus précisément le point de vue du P.C.F. sur ce problème.

Les documents des P.C. espagnol, français et italien divergent et restent d'une façon générale encore vagues sur ce point.

Or, seule une réflexion théorique sur l'hégémonie à l'intérieur de l'alliance pourra expliquer le pourquoi du comportement du P.C.F. ces derniers temps. Il s'agit, en fait, de la problématique liée au principe féministe selon lequel le parti communiste est parti de la classe ouvrière, alors qu'il est le seul détenteur d'une méthode scientifique, le marxisme (1). Les thèses eurocommunistes n'ont pas encore formulé une position définitive sur ce principe, bien qu'un processus de réflexion semble s'engager surtout dans les P.C. italien et espagnol.

Le congrès stabilise l'évolution euro-

communiste du P.C.F. dont les premières historiques remontent aux événements de 1968 — révélées étudiante en France et invasion de la Tchécoslovaquie — et qui exprime pour la première fois le Manifeste de Chambéry (décembre 1968).

Certes, les positions défendues par le P.C.F. ces derniers mois sont d'une façon plus marquée que jamais par l'opposition des deux alliés d'aller ou de rester, si elles ne remettent pas en cause la voie eurocommuniste reposant en tout cas le problème de l'hégémonie dans l'alliance ou plus précisément le point de vue du P.C.F. sur ce problème.

Les documents des P.C. espagnol,

français et italien divergent et restent d'une façon générale encore vagues sur ce point.

Or, seule une réflexion théorique sur l'hégémonie à l'intérieur de l'alliance pourra expliquer le pourquoi du comportement du P.C.F. ces derniers temps. Il s'agit, en fait, de la problématique liée au principe féministe selon lequel le parti communiste est parti de la classe ouvrière, alors qu'il est le seul détenteur d'une méthode scientifique, le marxisme (1). Les thèses eurocommunistes n'ont pas encore formulé une position définitive sur ce principe, bien qu'un processus de réflexion semble s'engager surtout dans les P.C. italien et espagnol.

Le congrès stabilise l'évolution euro-

communiste du P.C.F. dont les premières historiques remontent aux événements de 1968 — révélées étudiante en France et invasion de la Tchécoslovaquie — et qui exprime pour la première fois le Manifeste de Chambéry (décembre 1968).

Certes, les positions défendues par le P.C.F. ces derniers mois sont d'une façon plus marquée que jamais par l'opposition des deux alliés d'aller ou de rester, si elles ne remettent pas en cause la voie eurocommuniste reposant en tout cas le problème de l'hégémonie dans l'alliance ou plus précisément le point de vue du P.C.F. sur ce problème.

Les documents des P.C. espagnol, français et italien divergent et restent d'une façon générale encore vagues sur ce point.

Or, seule une réflexion théorique sur l'hégémonie à l'intérieur de l'alliance pourra expliquer le pourquoi du comportement du P.C.F. ces derniers temps. Il s'agit, en fait, de la problématique liée au principe féministe selon lequel le parti communiste est parti de la classe ouvrière, alors qu'il est le seul détenteur d'une méthode scientifique, le marxisme (1). Les thèses eurocommunistes n'ont pas encore formulé une position définitive sur ce principe, bien qu'un processus de réflexion semble s'engager surtout dans les P.C. italien et espagnol.

Le congrès stabilise l'évolution euro-

communiste du P.C.F. dont les premières historiques remontent aux événements de 1968 — révélées étudiante en France et invasion de la Tchécoslovaquie — et qui exprime pour la première fois le Manifeste de Chambéry (décembre 1968).

Certes, les positions défendues par le P.C.F. ces derniers mois sont d'une façon plus marquée que jamais par l'opposition des deux alliés d'aller ou de rester, si elles ne remettent pas en cause la voie eurocommuniste reposant en tout cas le problème de l'hégémonie dans l'alliance ou plus précisément le point de vue du P.C.F. sur ce problème.

Les documents des P.C. espagnol,

français et italien divergent et restent d'une façon générale encore vagues sur ce point.

Or, seule une réflexion théorique sur l'hégémonie à l'intérieur de l'alliance pourra expliquer le pourquoi du comportement du P.C.F. ces derniers temps. Il s'agit, en fait, de la problématique liée au principe féministe selon lequel le parti communiste est parti de la classe ouvrière, alors qu'il est le seul détenteur d'une méthode scientifique, le marxisme (1). Les thèses eurocommunistes n'ont pas encore formulé une position définitive sur ce principe, bien qu'un processus de réflexion semble s'engager surtout dans les P.C. italien et espagnol.

Le congrès stabilise l'évolution euro-

communiste du P.C.F. dont les premières historiques remontent aux événements de 1968 — révélées étudiante en France et invasion de la Tchécoslovaquie — et qui exprime pour la première fois le Manifeste de Chambéry (décembre 1968).

Certes, les positions défendues par le P.C.F. ces derniers mois sont d'une façon plus marquée que jamais par l'opposition des deux alliés d'aller ou de rester, si elles ne remettent pas en cause la voie eurocommuniste reposant en tout cas le problème de l'hégémonie dans l'alliance ou plus précisément le point de vue du P.C.F. sur ce problème.

Les documents des P.C. espagnol,

français et italien divergent et restent d'une façon générale encore vagues sur ce point.

Or, seule une réflexion théorique sur l'hégémonie à l'intérieur de l'alliance pourra expliquer le pourquoi du comportement du P.C.F. ces derniers temps. Il s'agit, en fait, de la problématique liée au principe féministe selon lequel le parti communiste est parti de la classe ouvrière, alors qu'il est le seul détenteur d'une méthode scientifique, le marxisme (1). Les thèses eurocommunistes n'ont pas encore formulé une position définitive sur ce principe, bien qu'un processus de réflexion semble s'engager surtout dans les P.C. italien et espagnol.

Le congrès stabilise l'évolution euro-

communiste du P.C.F. dont les premières historiques remontent aux événements de 1968 — révélées étudiante en France et invasion de la Tchécoslovaquie — et qui exprime pour la première fois le Manifeste de Chambéry (décembre 1968).

Certes, les positions défendues par le P.C.F. ces derniers mois sont d'une façon plus marquée que jamais par l'opposition des deux alliés d'aller ou de rester, si elles ne remettent pas en cause la voie eurocommuniste reposant en tout cas le problème de l'hégémonie dans l'alliance ou plus précisément le point de vue du P.C.F. sur ce problème.

Les documents des P.C. espagnol,

français et italien divergent et restent d'une façon générale encore vagues sur ce point.

Or, seule une réflexion théorique sur l'hégémonie à l'intérieur de l'alliance pourra expliquer le pourquoi du comportement du P.C.F. ces derniers temps. Il s'agit, en fait, de la problématique liée au principe féministe selon lequel le parti communiste est parti de la classe ouvrière, alors qu'il est le seul détenteur d'une méthode scientifique, le marxisme (1). Les thèses eurocommunistes n'ont pas encore formulé une position définitive sur ce principe, bien qu'un processus de réflexion semble s'engager surtout dans les P.C. italien et espagnol.

Le congrès stabilise l'évolution euro-

communiste du P.C.F. dont les premières historiques remontent aux événements de 1968 — révélées étudiante en France et invasion de la Tchécoslovaquie — et qui exprime pour la première fois le Manifeste de Chambéry (décembre 1968).

Certes, les positions défendues par le P.C.F. ces derniers mois sont d'une façon plus marquée que jamais par l'opposition des deux alliés d'aller ou de rester, si elles ne remettent pas en cause la voie eurocommuniste reposant en tout cas le problème de l'hégémonie dans l'alliance ou plus précisément le point de vue du P.C.F. sur ce problème.

Les documents des P.C. espagnol,

français et italien divergent et restent d'une façon générale encore vagues sur ce point.

Or, seule une réflexion théorique sur l'hégémonie à l'intérieur de l'alliance pourra expliquer le pourquoi du comportement du P.C.F. ces derniers temps. Il s'agit, en fait, de la problématique liée au principe féministe selon lequel le parti communiste est parti de la classe ouvrière, alors qu'il est le seul détenteur d'une méthode scientifique, le marxisme (1). Les thèses eurocommunistes n'ont pas encore formulé une position définitive sur ce principe, bien qu'un processus de réflexion semble s'engager surtout dans les P.C. italien et espagnol.

Le congrès stabilise l'évolution euro-

communiste du P.C.F. dont les premières historiques remontent aux événements de 1968 — révélées étudiante en France et invasion de la Tchécoslovaquie — et qui exprime pour la première fois le Manifeste de Chambéry (décembre 1968).

Certes, les positions défendues par le P.C.F. ces derniers mois sont d'une façon plus marquée que jamais par l'opposition des deux alliés d'aller ou de rester, si elles ne remettent pas en cause la voie eurocommuniste reposant en tout cas le problème de l'hégémonie dans l'alliance ou plus précisément le point de vue du P.C.F. sur ce problème.

Les documents des P.C. espagnol,

français et italien divergent et restent d'une façon générale encore vagues sur ce point.

Or, seule une réflexion théorique sur l'hégémonie à l'intérieur de l'alliance pourra expliquer le pourquoi du comportement du P.C.F. ces derniers temps. Il s'agit, en fait, de la problématique liée au principe féministe selon lequel le parti communiste est parti de la classe ouvrière, alors qu'il est le seul détenteur d'une méthode scientifique, le marxisme (1). Les thèses eurocommunistes n'ont pas encore formulé une position définitive sur ce principe, bien qu'un processus de réflexion semble s'engager surtout dans les P.C. italien et espagnol.

Le congrès stabilise l'évolution euro-

communiste du P.C.F. dont les premières historiques remontent aux événements de 1968 — révélées étudiante en France et invasion de la Tchécoslovaquie — et qui exprime pour la première fois le Manifeste de Chambéry (décembre 1968).

Certes, les positions défendues par le P.C.F. ces derniers mois sont d'une façon plus marquée que jamais par l'opposition des deux alliés d'aller ou de rester, si elles ne remettent pas en cause la voie eurocommuniste reposant en tout cas le problème de l'hégémonie dans l'alliance ou plus précisément le point de vue du P.C.F. sur ce problème.

Les documents des P.C. espagnol,

français et italien divergent et restent d'une façon générale encore vagues sur ce point.

Or, seule une réflexion théorique sur l'hégémonie à l'intérieur de l'alliance pourra expliquer le pourquoi du comportement du P.C.F. ces derniers temps. Il s'agit, en fait, de la problématique liée au principe féministe selon lequel le parti communiste est parti de la classe ouvrière, alors qu'il est le seul détenteur d'une méthode scientifique, le marxisme (1). Les thèses eurocommunistes n'ont pas encore formulé une position définitive sur ce principe, bien qu'un processus de réflexion semble s'engager surtout dans les P.C. italien et espagnol.

Le congrès stabilise l'évolution euro-

communiste du P.C.F. dont les premières historiques remontent aux événements de 1968 — révélées étudiante en France et invasion de la Tchécoslovaquie — et qui exprime pour la première fois le Manifeste de Chambéry (décembre 1968).

Certes, les positions défendues par le P.C.F. ces derniers mois sont d'une façon plus marquée que jamais par l'opposition des deux alliés d'aller ou de rester, si elles ne remettent pas en cause la voie eurocommuniste reposant en tout cas le problème de l'hégémonie dans l'alliance ou plus précisément le point de vue du P.C.F. sur ce problème.

Les documents des P.C. espagnol,

français et italien divergent et restent d'une façon générale encore vagues sur ce point.

Or, seule une réflexion théorique sur l'hégémonie à

LA CONVENTION EUROPÉENNE POUR LA RÉPRESSION DU TERRORISME

Récul du droit et « vestiges d'inculture »

La lutte contre le terrorisme en Europe occidentale continue de susciter des graves inquiétudes que certains estiment tout à fait injustifiées. M. Hubert Goloson, directeur des droits de l'homme au Conseil de l'Europe, nous

L'était une fois, en Occident, d'abominables figures de criminels et leurs abominables pour la cause, que la question pour la procédure. On connaît, pendant le dix-neuvième siècle, les avoir pour toujours impulsives de la doctrine, la loi positive en conservant encore q o s i q u e s formes résiduelles, comme dans des bonnes. On les retrouve à propos de l'insurrection ou sacralement (porter la main à la poitrine du prêtre à l'occasion d'une cérémonie religieuse, déclenchant ainsi des résultats criminels non voulus, non prévisibles), ou de l'enlèvement, ou de l' « exposition » d'enfants.

Carrara les stigmatisa dans son programme tout illuminé, encore, par les Lumières (1). Mezger les disqualifie dans son traité, à l'époque plus sombre des croix gammées et de l'après-guerre (2). Ces deux époques sont séparées et se sont multipliées dans le brouillard. La paix et les miracles économiques semblaient les avoir exorcisées. Mais voilà, qu'elles reprenaient force et menaçaient de s'étendre à nouveau sur le monde civilisé. Radotage d'un vieux juriste alchimiste, histoire d'un fou raconté par un idiot, allégorie, faux conte de Nostalgie. C'est à ce moment-là, malin, modernement, que l'assassinat vrai, voire scientifique, bien que raccourci, portant sur certains types pénaux que les théoriciens allemands appellent des « délits qualifiés par le résultat ».

En salve doctrine, le crime suppose toujours la culpabilité. C'est-à-dire qu'il faut avoir

a adressé un article, que sera publié ci-contre, dans lequel il contient l'argument, souvent utilisé, selon lequel la convention pourrait porter atteinte au droit d'asile. Un autre juriste, dont l'anonymat doit être res-

pecté, considère « contraire que certaines clauses de cette convention constituent un acte répréhensible, notamment en ouvrant la porte à des « délits qualifiés par le résultat ».

prévu et vu un fait — on bien l'avoir voulu et en avoir prévu ses plus graves conséquences sans toutefois les avoir voulues mais toutefois ayant cependant dans le voisinage de l'infraction, la négligence qui produit des « quasi-délits », consiste à ne pas souhaiter l'effet ultérieur d'un acte, et à ne l'avoir même pas prévu bien qu'il fut possible de le prévoir et qu'on dut l'avoir prévu conformément à « un devoir d'information » (« *connaissance des conséquences de ses propres actes* ») (Carrera, *Opuscule de Culpa*, 2). En outre, il existe aussi des situations anormales dans lesquelles on ne trouve pas une action exclusivement malicieuse (un dol), ou exclusivement malicieuse en tout à fait faire l'impasse. Par exemple, lorsque le résultat le plus grave à pour cause un cas fortuit, bien que cette cause ait été précédée d'une position illicite de l'auteur d'un premier crime ou délit qui a permis de l'entrevoir et de l'objectiver une situation où le cas intervient. Le lien de causalité est alors subjectivement rompu : l'auteur n'a ni prévu ni voulu le résultat final, ne pouvait pas le prévoir et n'avait même pas le devoir raisonnable de le prévoir.

Si cependant la loi lui inflige une peine correspondant au résultat, c'est qu'on a « qualifié le délit par le résultat », sans que celui-ci soit, à son tour, qualifié par la culpabilité. Il s'agit de la plus grave des atteintes au principe absoin du droit pénal civilisé : nulla poena sine culpa.

« Opinions » et « activités » politiques

LORSQUE des figures pénales de cet ordre apparaissent dans la législation d'un pays, ou à plus forte raison dans des traités internationaux, c'est que, dans tout le domaine juridique des infractions visées, foisonnent des ententes à l'exigence de culpabilité. La définition doctrinale d'un délit n'est pas plus que l'action typiquement antipolitique et coupable » (Mezger).

En somme, les « délits qualifiés par le résultat » constituent des cas où s'est produite une rupture totale du lien de causalité : le résultat punissable n'était aucunement attribuable à leur auteur. Elle fait totalement défaut, et dans l'ordre, de la responsabilité et dans la prévision que l'auteur faisait, pouvait faire, devant faire, des ultimes effets de sa première action délictueuse.

Punir pour un fait qui n'était pas en rapport avec la culpabilité (3) ? Barbarie, disait Carrara, au dix-neuvième siècle ; intolérance, écrivait Mezger au vingtième.

Et cependant on trouve de ces « vestiges d'inculture » (4) dans les initiatives concernant la lutte internationale contre le terrorisme. Tel n'est peut-être pas l'intention de leurs auteurs, mais les résultats se moquent parfois des intentions.

On peut supposer que les régimes politiques engagés dans cette lutte sont également, comme cela semble être le cas pour la convention européenne pour la répression du terrorisme. Et si, un beau jour, un des pays signataires de la convention devait une dictature, cesserait-on d'être engagé à son égard ? Certes non.

Mais, dira-t-on, des précautions contre telle extrémité ont été prises dans l'article 5 de la convention. Cet article autorise, en effet, les Etats à ne pas accorder l'extradition si elle « fait des raisons sérieuses de croire que l'acte commis par la personne demandée en raison de ses opinions politiques ne sont pas obligeés par l'article 5 à la refuser ». Cela signifie que l'Etat contractant (en l'espèce, la France) n'a pas à demander l'extradition d'un terroriste. Mais, pour toute dictature, ou connexe, ou inspirée par des mobiles politiques (ou, plus clairement, il peut considérer comme terroriste) et « tout acte de violence qui n'est pas visé à l'article précédent, qui est dirigé contre l'autre Etat », l'extradition donc pas si l'extradition est demandée en raison d'activités politiques, courantes en démocratie mais bannies par une dictature.

b) Partir ici d' « opinions et d'activités politiques » c'est exclusivement les atteintes aux « terroristes ». Mais, pour toute dictature, un parti politique clandestin qui s'oppose à elle est intrinsèquement violent et terroriste. Selon l'article 2, alinéa 1, de la convention, tout Etat contractant (en l'espèce, une dictature) peut ne pas considérer comme infraction politique ou connexe ou inspirée par des mobiles politiques (ou, plus clairement, il peut considérer comme terroriste) et « tout acte de violence qui n'est pas visé à l'article précédent, qui est dirigé contre l'autre Etat ». Mais, pour toute dictature, ou connexe, ou inspirée par des mobiles politiques, quelqu'un qui commet une infraction et au cours de la longue chaîne des effets de l'action des personnes tout à fait autres que celles qui étaient les dernières victimes. Objectivement, une des conséquences du crime initial les a atteintes. Elles étaient étrangères aux « mobiles » et pourtant bien l'être à l'intention de l'auteur du crime politique. Mais, pourra-t-on observer, l'auteur devait-il prévoir de tels effets secondaires ? Un avocat tout engagé au combat de son client, au sein tout particulier de les épargner.

Le problème est encore plus grave lorsqu'il s'agit de complices, ou de recrues, ou de personnes qui sont évidemment victimes. Objectivement, une des conséquences du crime initial les a atteintes. Elles étaient étrangères aux « mobiles » et pourtant bien l'être à l'intention de l'auteur du crime politique. Mais, pourra-t-on observer, l'auteur devait-il prévoir de tels effets secondaires ? Un avocat tout engagé au combat de son client, au sein tout particulier de les épargner.

Le problème est encore plus grave lorsqu'il s'agit de complices, ou de recrues, ou de personnes qui sont évidemment victimes. Objectivement, une des conséquences du crime initial les a atteintes. Elles étaient étrangères aux « mobiles » et pourtant bien l'être à l'intention de l'auteur du crime politique. Mais, pourra-t-on observer, l'auteur devait-il prévoir de tels effets secondaires ? Un avocat tout engagé au combat de son client, au sein tout particulier de les épargner.

Le problème est encore plus grave lorsqu'il s'agit de complices, ou de recrues, ou de personnes qui sont évidemment victimes. Objectivement, une des conséquences du crime initial les a atteintes. Elles étaient étrangères aux « mobiles » et pourtant bien l'être à l'intention de l'auteur du crime politique. Mais, pourra-t-on observer, l'auteur devait-il prévoir de tels effets secondaires ? Un avocat tout engagé au combat de son client, au sein tout particulier de les épargner.

Le problème est encore plus grave lorsqu'il s'agit de complices, ou de recrues, ou de personnes qui sont évidemment victimes. Objectivement, une des conséquences du crime initial les a atteintes. Elles étaient étrangères aux « mobiles » et pourtant bien l'être à l'intention de l'auteur du crime politique. Mais, pourra-t-on observer, l'auteur devait-il prévoir de tels effets secondaires ? Un avocat tout engagé au combat de son client, au sein tout particulier de les épargner.

Le problème est encore plus grave lorsqu'il s'agit de complices, ou de recrues, ou de personnes qui sont évidemment victimes. Objectivement, une des conséquences du crime initial les a atteintes. Elles étaient étrangères aux « mobiles » et pourtant bien l'être à l'intention de l'auteur du crime politique. Mais, pourra-t-on observer, l'auteur devait-il prévoir de tels effets secondaires ? Un avocat tout engagé au combat de son client, au sein tout particulier de les épargner.

Le problème est encore plus grave lorsqu'il s'agit de complices, ou de recrues, ou de personnes qui sont évidemment victimes. Objectivement, une des conséquences du crime initial les a atteintes. Elles étaient étrangères aux « mobiles » et pourtant bien l'être à l'intention de l'auteur du crime politique. Mais, pourra-t-on observer, l'auteur devait-il prévoir de tels effets secondaires ? Un avocat tout engagé au combat de son client, au sein tout particulier de les épargner.

Le problème est encore plus grave lorsqu'il s'agit de complices, ou de recrues, ou de personnes qui sont évidemment victimes. Objectivement, une des conséquences du crime initial les a atteintes. Elles étaient étrangères aux « mobiles » et pourtant bien l'être à l'intention de l'auteur du crime politique. Mais, pourra-t-on observer, l'auteur devait-il prévoir de tels effets secondaires ? Un avocat tout engagé au combat de son client, au sein tout particulier de les épargner.

Le problème est encore plus grave lorsqu'il s'agit de complices, ou de recrues, ou de personnes qui sont évidemment victimes. Objectivement, une des conséquences du crime initial les a atteintes. Elles étaient étrangères aux « mobiles » et pourtant bien l'être à l'intention de l'auteur du crime politique. Mais, pourra-t-on observer, l'auteur devait-il prévoir de tels effets secondaires ? Un avocat tout engagé au combat de son client, au sein tout particulier de les épargner.

Le problème est encore plus grave lorsqu'il s'agit de complices, ou de recrues, ou de personnes qui sont évidemment victimes. Objectivement, une des conséquences du crime initial les a atteintes. Elles étaient étrangères aux « mobiles » et pourtant bien l'être à l'intention de l'auteur du crime politique. Mais, pourra-t-on observer, l'auteur devait-il prévoir de tels effets secondaires ? Un avocat tout engagé au combat de son client, au sein tout particulier de les épargner.

Le problème est encore plus grave lorsqu'il s'agit de complices, ou de recrues, ou de personnes qui sont évidemment victimes. Objectivement, une des conséquences du crime initial les a atteintes. Elles étaient étrangères aux « mobiles » et pourtant bien l'être à l'intention de l'auteur du crime politique. Mais, pourra-t-on observer, l'auteur devait-il prévoir de tels effets secondaires ? Un avocat tout engagé au combat de son client, au sein tout particulier de les épargner.

Le problème est encore plus grave lorsqu'il s'agit de complices, ou de recrues, ou de personnes qui sont évidemment victimes. Objectivement, une des conséquences du crime initial les a atteintes. Elles étaient étrangères aux « mobiles » et pourtant bien l'être à l'intention de l'auteur du crime politique. Mais, pourra-t-on observer, l'auteur devait-il prévoir de tels effets secondaires ? Un avocat tout engagé au combat de son client, au sein tout particulier de les épargner.

Le problème est encore plus grave lorsqu'il s'agit de complices, ou de recrues, ou de personnes qui sont évidemment victimes. Objectivement, une des conséquences du crime initial les a atteintes. Elles étaient étrangères aux « mobiles » et pourtant bien l'être à l'intention de l'auteur du crime politique. Mais, pourra-t-on observer, l'auteur devait-il prévoir de tels effets secondaires ? Un avocat tout engagé au combat de son client, au sein tout particulier de les épargner.

Le problème est encore plus grave lorsqu'il s'agit de complices, ou de recrues, ou de personnes qui sont évidemment victimes. Objectivement, une des conséquences du crime initial les a atteintes. Elles étaient étrangères aux « mobiles » et pourtant bien l'être à l'intention de l'auteur du crime politique. Mais, pourra-t-on observer, l'auteur devait-il prévoir de tels effets secondaires ? Un avocat tout engagé au combat de son client, au sein tout particulier de les épargner.

Le problème est encore plus grave lorsqu'il s'agit de complices, ou de recrues, ou de personnes qui sont évidemment victimes. Objectivement, une des conséquences du crime initial les a atteintes. Elles étaient étrangères aux « mobiles » et pourtant bien l'être à l'intention de l'auteur du crime politique. Mais, pourra-t-on observer, l'auteur devait-il prévoir de tels effets secondaires ? Un avocat tout engagé au combat de son client, au sein tout particulier de les épargner.

Le problème est encore plus grave lorsqu'il s'agit de complices, ou de recrues, ou de personnes qui sont évidemment victimes. Objectivement, une des conséquences du crime initial les a atteintes. Elles étaient étrangères aux « mobiles » et pourtant bien l'être à l'intention de l'auteur du crime politique. Mais, pourra-t-on observer, l'auteur devait-il prévoir de tels effets secondaires ? Un avocat tout engagé au combat de son client, au sein tout particulier de les épargner.

Le problème est encore plus grave lorsqu'il s'agit de complices, ou de recrues, ou de personnes qui sont évidemment victimes. Objectivement, une des conséquences du crime initial les a atteintes. Elles étaient étrangères aux « mobiles » et pourtant bien l'être à l'intention de l'auteur du crime politique. Mais, pourra-t-on observer, l'auteur devait-il prévoir de tels effets secondaires ? Un avocat tout engagé au combat de son client, au sein tout particulier de les épargner.

Le problème est encore plus grave lorsqu'il s'agit de complices, ou de recrues, ou de personnes qui sont évidemment victimes. Objectivement, une des conséquences du crime initial les a atteintes. Elles étaient étrangères aux « mobiles » et pourtant bien l'être à l'intention de l'auteur du crime politique. Mais, pourra-t-on observer, l'auteur devait-il prévoir de tels effets secondaires ? Un avocat tout engagé au combat de son client, au sein tout particulier de les épargner.

Le problème est encore plus grave lorsqu'il s'agit de complices, ou de recrues, ou de personnes qui sont évidemment victimes. Objectivement, une des conséquences du crime initial les a atteintes. Elles étaient étrangères aux « mobiles » et pourtant bien l'être à l'intention de l'auteur du crime politique. Mais, pourra-t-on observer, l'auteur devait-il prévoir de tels effets secondaires ? Un avocat tout engagé au combat de son client, au sein tout particulier de les épargner.

Le problème est encore plus grave lorsqu'il s'agit de complices, ou de recrues, ou de personnes qui sont évidemment victimes. Objectivement, une des conséquences du crime initial les a atteintes. Elles étaient étrangères aux « mobiles » et pourtant bien l'être à l'intention de l'auteur du crime politique. Mais, pourra-t-on observer, l'auteur devait-il prévoir de tels effets secondaires ? Un avocat tout engagé au combat de son client, au sein tout particulier de les épargner.

Le problème est encore plus grave lorsqu'il s'agit de complices, ou de recrues, ou de personnes qui sont évidemment victimes. Objectivement, une des conséquences du crime initial les a atteintes. Elles étaient étrangères aux « mobiles » et pourtant bien l'être à l'intention de l'auteur du crime politique. Mais, pourra-t-on observer, l'auteur devait-il prévoir de tels effets secondaires ? Un avocat tout engagé au combat de son client, au sein tout particulier de les épargner.

Le problème est encore plus grave lorsqu'il s'agit de complices, ou de recrues, ou de personnes qui sont évidemment victimes. Objectivement, une des conséquences du crime initial les a atteintes. Elles étaient étrangères aux « mobiles » et pourtant bien l'être à l'intention de l'auteur du crime politique. Mais, pourra-t-on observer, l'auteur devait-il prévoir de tels effets secondaires ? Un avocat tout engagé au combat de son client, au sein tout particulier de les épargner.

Le problème est encore plus grave lorsqu'il s'agit de complices, ou de recrues, ou de personnes qui sont évidemment victimes. Objectivement, une des conséquences du crime initial les a atteintes. Elles étaient étrangères aux « mobiles » et pourtant bien l'être à l'intention de l'auteur du crime politique. Mais, pourra-t-on observer, l'auteur devait-il prévoir de tels effets secondaires ? Un avocat tout engagé au combat de son client, au sein tout particulier de les épargner.

Le problème est encore plus grave lorsqu'il s'agit de complices, ou de recrues, ou de personnes qui sont évidemment victimes. Objectivement, une des conséquences du crime initial les a atteintes. Elles étaient étrangères aux « mobiles » et pourtant bien l'être à l'intention de l'auteur du crime politique. Mais, pourra-t-on observer, l'auteur devait-il prévoir de tels effets secondaires ? Un avocat tout engagé au combat de son client, au sein tout particulier de les épargner.

Le problème est encore plus grave lorsqu'il s'agit de complices, ou de recrues, ou de personnes qui sont évidemment victimes. Objectivement, une des conséquences du crime initial les a atteintes. Elles étaient étrangères aux « mobiles » et pourtant bien l'être à l'intention de l'auteur du crime politique. Mais, pourra-t-on observer, l'auteur devait-il prévoir de tels effets secondaires ? Un avocat tout engagé au combat de son client, au sein tout particulier de les épargner.

Le problème est encore plus grave lorsqu'il s'agit de complices, ou de recrues, ou de personnes qui sont évidemment victimes. Objectivement, une des conséquences du crime initial les a atteintes. Elles étaient étrangères aux « mobiles » et pourtant bien l'être à l'intention de l'auteur du crime politique. Mais, pourra-t-on observer, l'auteur devait-il prévoir de tels effets secondaires ? Un avocat tout engagé au combat de son client, au sein tout particulier de les épargner.

Le problème est encore plus grave lorsqu'il s'agit de complices, ou de recrues, ou de personnes qui sont évidemment victimes. Objectivement, une des conséquences du crime initial les a atteintes. Elles étaient étrangères aux « mobiles » et pourtant bien l'être à l'intention de l'auteur du crime politique. Mais, pourra-t-on observer, l'auteur devait-il prévoir de tels effets secondaires ? Un avocat tout engagé au combat de son client, au sein tout particulier de les épargner.

Le problème est encore plus grave lorsqu'il s'agit de complices, ou de recrues, ou de personnes qui sont évidemment victimes. Objectivement, une des conséquences du crime initial les a atteintes. Elles étaient étrangères aux « mobiles » et pourtant bien l'être à l'intention de l'auteur du crime politique. Mais, pourra-t-on observer, l'auteur devait-il prévoir de tels effets secondaires ? Un avocat tout engagé au combat de son client, au sein tout particulier de les épargner.

Le problème est encore plus grave lorsqu'il s'agit de complices, ou de recrues, ou de personnes qui sont évidemment victimes. Objectivement, une des conséquences du crime initial les a atteintes. Elles étaient étrangères aux « mobiles » et pourtant bien l'être à l'intention de l'auteur du crime politique. Mais, pourra-t-on observer, l'auteur devait-il prévoir de tels effets secondaires ? Un avocat tout engagé au combat de son client, au sein tout particulier de les épargner.

Le problème est encore plus grave lorsqu'il s'agit de complices, ou de recrues, ou de personnes qui sont évidemment victimes. Objectivement, une des conséquences du crime initial les a atteintes. Elles étaient étrangères aux « mobiles » et pourtant bien l'être à l'intention de l'auteur du crime politique. Mais, pourra-t-on observer, l'auteur devait-il prévoir de tels effets secondaires ? Un avocat tout engagé au combat de son client, au sein tout particulier de les épargner.

Le problème est encore plus grave lorsqu'il s'agit de complices, ou de recrues, ou de personnes qui sont évidemment victimes. Objectivement, une des conséquences du crime initial les a atteintes. Elles étaient étrangères aux « mobiles » et pourtant bien l'être à l'intention de l'auteur du crime politique. Mais, pourra-t-on observer, l'auteur devait-il prévoir de tels effets secondaires ? Un avocat tout engagé au combat de son client, au sein tout particulier de les épargner.

Le problème est encore plus grave lorsqu'il s'agit de complices, ou de recrues, ou de personnes qui sont évidemment victimes. Objectivement, une des conséquences du crime initial les a atteintes. Elles étaient étrangères aux « mobiles » et pourtant bien l'être à l'intention de l'auteur du crime politique. Mais, pourra-t-on observer, l'auteur devait-il prévoir de tels effets secondaires ? Un avocat tout engagé au combat de son client, au sein tout particulier de les épargner.

Le problème est encore plus grave lorsqu'il s'

UN LIVRE DE JOSEPH COMBLIN

Pouvoir militaire et sécurité nationale en Amérique latine

Par JEAN-PIERRE CLERC

DEPUIS le début du dix-neuvième siècle, c'est-à-dire dès l'émancipation des anciennes colonies espagnoles, l'Amérique latine a été la terre d'élection des tyrans gallois. Mais la routine des prononcements ne doit pas masquer l'originalité. Naguère, lorsque dans les aventures de l'Inca, le général Taïpoc se déguisait le général Alonso dans une sorte de ballet où le ridicule l'emportait fréquemment sur le tragique. Aujourd'hui, les nombreux centurions qui ont pris le pouvoir dans de nombreux pays entendent le garder au nom d'une doctrine : celle de la « sécurité nationale ». Le livre du Père Joseph Comblin, *Le Pouvoir militaire en Amérique latine* (1), démonte les rouages de cette « idéologie » esquissée et mise en œuvre dans les années 60 par une poignée d'officiers brésiliens. De par son sujet, cet ouvrage est l'un des plus importants qui aient été publiés ces dernières années sur l'Amérique latine.

Joseph Comblin ne croit pas que les militaires brésiliens, chilien ou argentin au pouvoir soient des butors ou des dupes. Il éclaire leurs plans, ou du moins le plan de cette minorité d'entre eux qui l'a emporté : car c'est, entre autres, l'intérêt de cet ouvrage de démontrer que, dans la plupart des cas, il y a eu deux coups d'Etat : celui qui a renversé les civils et celui qui a ensuite permis aux tenants de la « sécurité nationale » de s'imposer au sein de l'armée.

« Sécurité nationale », qu'est-ce à dire ? Pour parvenir à son moyen d'ur, il faut d'abord débarrasser le concept des oripeaux « géopolitiques » et « organiques » (2) dont l'ont affublé, comme pour faire plus sérieux, ceux qui l'ont pris pour axe de leur réflexion. Cela fait, il reste deux ou trois axiomes qui fondent une doctrine d'une effrayante simplicité.

Première affirmation : la nation est la réalité centrale de la vie sociale. Elle agit par l'Etat. S'exprime par l'Etat. Plus que son incarnation, l'Etat est son essence même. L'Etat est aussi le défenseur de la nation. Car la nation est menacée. De l'extérieur, d'abord. De l'intérieur, ensuite, en raison de la nature particulière du monde contemporain.

Un deuxième axiome est que la planète est aujourd'hui partagée en deux camps irréconciliaires. L'Occident chrétien et l'Orient communiste. L'histoire, la géographie, la culture : tout démontre que l'Amérique latine, dans son ensemble, fait naturellement partie de l'Occident. Il importe, en conséquence, d'organiser la « sécurité nationale » de chacun des Etats du sous-continent en fonction de cette donnée. En tenant compte, bien entendu, du fait que l'Occident a un leader naturel : les Etats-Unis, auxquels échotent donc des responsabilités — mais aussi des prérogatives — particulières.

Le corollaire de tout cela est qu'une guerre « permanente », totale, ravage aujourd'hui la planète. L'agresseur est l'« impérialisme soviétique », plus souvent nommé le « mouvement communiste international » ou encore le « M.C.I. ». Il s'agit d'une guerre « froide », non déclarée d'allure « révolutionnaire ». L'ennemi, au lieu de lancer à l'attaque ses avions et ses tanks, utilise l'arme de la « subversion » — ce cancer qui ronge les forces vives des nations. Celles-ci doivent réagir par tous les moyens afin de protéger leur sécurité menacée.

Ainsi se justifie la prise du pouvoir par les militaires. A la différence des politiciens, corrompus et incapables, ils ont su, comprendre la vraie nature du danger. En outre, qui mieux que les forces armées saurait mettre la nation à l'heure de la mobilisation générale et permanente contre le « M.C.I. » ?

Guerre aux opposants

CETTE succession d'affirmations peut paraître simplette ; ses conséquences n'en sont que plus redoutables. La guerre étant une situation extrême, il faut s'y préparer avec des moyens extrêmes. D'où la mise en place d'un « système », renforçant considérablement le pouvoir de l'exécutif — représenté par un général-président désigné à ce poste par ses compagnons d'armes. Ce chef suprême est le plus souvent assisté par un conseil national de sécurité, où siègent les plus influents de ses collègues, et aidé par une police politique qu'il contrôle directement. En l'absence d'un Parlement — dissous lors du coup d'Etat — un conseil d'Etat, ou autre organisme désigné, exerce l'« fonction législative ». Les partis politiques, symboles des divisions de la nation, sont suspendus ou interdits. Des magistrats à la botte exercent la « fonction judiciaire ».

Les violations des droits de l'homme, si souvent dénoncées à propos des pays sud-américains, s'expliquent ainsi aisément : lorsque la critique n'est plus considérée comme l'expression normale d'une divergence, mais comme un acte visant à saper les bases de la sécurité du pays, l'opposant n'est plus un simple adversaire politique, mais un véritable ennemi. Il convient de le mettre hors état de nuire, y compris par les moyens les plus extrêmes — torture, emprisonnement, assassinat, exil. Ceux-ci justifient la fin : la survie de la nation.

Le Père Comblin a recherché les origines de cette doctrine aux sources philosopiques. Il a trouvé Hobbes — le pessimiste auteur de *Léviathan*, convaincu que pour échapper à leur sort épouvantable de sécurité, les citoyens doivent leur remettre à un Etat tout-puissant. Aux origines politico-militaires il y a le général américain Lindbergh, le général Clausen : pour eux, en un état de guerre, devant la donnée centrale, la politique se simplifie pourtant par d'autres moyens.

Le Père Comblin voit dans la « sécurité nationale » une théorisation de pratiques modernes américaines d'une part, avec le vote en 1947 du National Security Act qui a créé, outre le ministère national de la sécurité, la CIA, une myriade d'agences de la main-d'œuvre, et d'autre part l'application à l'Amérique latine. L'un des cinq chapitres de l'ouvrage est consacré à ce pilierisme aux sources américaines. Il montre comment la doctrine a émigré au sud : par l'intégration progressive des forces armées de tout le

citation du général Eisenhower : « Le fondement d'un ordre stable est la sécurité relative — et donc l'insécurité relative — de ses membres. »

A l'intérieur, la répression se révèle rapidement insuffisante pour assurer la protection de l'Etat. Celui-ci doit donc passer à l'action préventive : détecter non seulement ses ennemis cachés, mais aussi ses adversaires virtuels, les indifférents, et enfin les tétards. Sa logique le conduit donc à faire, peu à peu, un rideau effrayant autour de lui.

Joseph Comblin se demande si « toute cette armature conceptuelle » n'est pas une simple confection idéologique et pseudoscientifique, « destinée à cacher un système de domination et d'exploitation des travailleurs par des bourgeois habiles et capables de servir des forces armées pour leurs intérêts privés... Peut-être y a-t-il toujours [chez les militaires] une part d'illusion, volontaire ou non, à côté de la volonté de tromper et d'exploiter. Toujours est-il que, de fait, les objectifs nationaux coïncident de manière surprenante avec ceux de la bourgeoisie ». La « sécurité nationale » vise en effet à assurer la survie de la nation. Mais la nation, qu'est-ce à dire ?

Ce n'est pas seulement un territoire à défendre contre les armées étrangères. C'est « un certain nombre d'attributs essentiels à la survie d'un Etat : des croissances, une régulation, des institutions... ». L'association d'organes, une certaine manière d'être, un certain mode de vie. Or, en Amérique latine, il y a au moins deux modes de vie bien différents : celui des privilégiés, et celui des laissés-pour-compte. La conviction s'impose donc que la « sécurité nationale » exprime ce désir des classes bourgeois de ne pas être contraints de changer d'existence par la pression populaire. Le « communisme » est l'ennemi principal. Mais on le craint moins, tout compte fait, sous son avatar international — dont on est protégé par le « parapluie » américain — que sous sa manifestation nationale (3).

L'auteur s'interdit d'examiner les systèmes de « sécurité nationale » en fonction d'une analyse politique partisane. Il les soumet à un examen de passage intellectuel, s'attachant à débusquer les erreurs, les contre-vérités, les sophismes, les mensonges, les « jumeries » qui émaillent les raisonnements des théoriciens.

Premièrement, il juge, enfin, le système à l'aune du christianisme. « Il n'y a pas d'autre moyen de produire du christianisme que de le pratiquer », conclut sévèrement ce Jésuite belge, qui travaille aujourd'hui au Chili, à l'adresse des croisés bottés de l'Occident. Explicatif ce point de vue à l'occasion d'un entretien que nous eûmes récemment avec lui à Paris. Il déclarait : « La sécurité nationale est totalement incompatible avec le christianisme, car elle part d'une conception radicalement pessimiste de l'homme, considéré comme un loup pour l'homme ». Elle ne fait aucune confiance à ses capacités de rédemption. Cela suppose toute l'expérience chrétienne, et non ce qui se fait pour incarner cette expérience dans l'Amérique latine. Comme chez Marx, le christianisme n'est plus que comme signe d'identité nationale, ce qu'il oppose au communisme athée. Après ce livre, il sera, en tout cas, moins facile aux tenants galants de la sécurité nationale de proclamer que Dieu est de leur côté.

(1) Est. Jean-Pierre Clerc, Paris, 1977, 229 pages, 50 F. Le numéro d'août-septembre 1977 de la revue Critique a consacré de son côté plus de cent pages aux « Enjeux militaires d'Amérique latine » avec, notamment, des articles de Philippe Meyer, Hubert Lafont et Alain Joxa. Editions de Minuit, 9, rue Bernard-Palissy, 75006 Paris, 28 F.

(2) La « géopolitique » est l'étude des facteurs géographiques qui influencent la vie des Etats, avec la préoccupation d'en tirer des conclusions pour une politique. Le premier des géopolitiques fut l'Allemand Friedrich Ratzel (1844-1904), dont une théorie de l'« espace vital », trouvée chez H.G. von Treitschke. Mais le terme de « géopolitique » a été inventé par le Suédois Rudolf Kjellen, auteur, d'autre part, de la théorie « organique » — selon laquelle l'Etat est un véritable organisme, un être vivant, qui naît, grandit et meurt.

(3) Peut-on entendre que l'on disqualifie sous le vocable de « communisme » autant de manifestes d'opinions réformistes. Les libéraux eux-mêmes sont souvent appellés, par la droite, en Amérique latine, les « tontos utiles » — littéralement : « les idiots utiles » ; souvent : « communisme international ».



continent ; par l'aide militaire et les ventes d'armements de Washington ; et par les programmes de formation d'officiers latino-américains dans les collèges de guerre des Etats-Unis et de la zone du canal de Panama. Théorisation de pratiques militaires, d'autre part : la CIA se réfère longuement aux écrits sur la « guerre contre-révolutionnaire » des colonels Trinquier et Chateaubriand, et aussi du général Beaure — après leurs expériences vietnamiennes puis algériennes.

L'auteur étudie, d'autre part, les traits nationaux de cette idéologie quasi continentale. La « sécurité nationale » ne s'incarne pas de la même façon au Brésil, qui a été son berceau, et en Argentine, où un nationalisme réactionnel interdit de s'épanouir pleinement. Au Chili, où le modèle est porté à son paroxysme, et au Pérou ou en Equateur, où les impératifs de sécurité ont été intégrés au caractère avec ceux du développement économique et de la production sociale des masses, en Uruguay, où les militaires se cachent derrière le paramilité d'un président civil, et en Bolivie, où la « sécurité nationale » demeure malgré le populisme hérité d'époques antérieures.

Une couverture idéologique

Le dernier chapitre, intitulé « la paix et la politique », pose les plus vives questions de fond. Où aboutit la théorie de la « sécurité nationale » ? Il répond : à l'insécurité. En accroissant indéniablement ses moyens de protection, défense et offensif, un Etat est, en effet, conduit à multiplier ses voisins ou adversaires potentiels de façon de plus en plus intolérable. Ce livre qui démonte maintes aspects néfastes de l'action des Etats-Unis en Amérique latine s'ouvre sur une

< L'acteur et le système >

L'art d'évacuer les rapports de classes

VOICI un ouvrage qui interpelle deux dimensions décisives de la sociologie contemporaine et qui est, à ce titre, particulièrement stimulant (1). Il refuse d'une part les approches déterministes, que celles-ci se réclament de la tradition feodaliste en termes de fonctions, statuts et rôles ; qu'elles relèvent d'une approche culturaliste en termes de socialisation ou d'actions ; ou enfin qu'elles s'inscrivent dans la tradition marxiste. Il condamne, d'autre part, une tendance générale à théoriser — même si cette théorisation se dissimule souvent sous les apparences de recherches empiriques — en l'absence d'une connaissance concrète suffisante de la réalité concrète. Plus généralement, Michel Crozier et Erhard Friedberg rappellent que l'analyse historique et théorique doit échapper au dualisme entre régularité et anormalie, dominant dans les recherches sociologiques, une démarche hypothético-inductrice qui consiste de l'expérience vécue des participants pour proposer et vérifier des hypothèses de plus en plus fines sur les caractéristiques de l'ensemble » (p. 304).

S'appuyant sur les recherches empiriques menées depuis plusieurs années dans le cadre du Centre de sociologie des organisations, retenant toutefois le rationalisme prioritaire, ils placent au centre de leur approche le concept de « stratégie ». « Il n'y a donc plus, à la limite, de comportement irrationalisé. C'est l'utilité même du concept de stratégie que de s'appliquer indifféremment aux comportements en apparence les plus rationnels et à ceux qui semblent tout à fait erratiques. Derrière les humeurs et les réactions affectives qui commandent le comportement au jour le jour, il est en effet possible à l'analyste de découvrir des régularités, qui n'ont de sens que par rapport à une stratégie. Celle-ci n'est donc rien d'autre que le fondement inférieur à ex post à des régularités de comportement observées.

empiriquement. Il s'ensuit qu'une telle « stratégie » n'est nullement synonyme de volonté, pas plus qu'elle n'est nécessairement consciente.

Mais ne risque-t-on pas alors de centrer exclusivement l'analyse sur l'acteur, un déni réellement dans le système dans lequel il agit, et de tomber dans le voluntarisme en voulant dépasser un déterminisme ? Les auteurs répondent à cette objection en complétant l'analyse des stratégies d'une approche synthétique. La première est induktive et fondée sur un modèle de négociation et de calcul ;

Par JACQUES CAPDEVIELLE *

la seconde est déductive et renvoie à une logique de finalité et de cohérence. Contradictoires, ces deux approches n'ont pas moins, pour les auteurs, inadmissibles, leur rencontre se réalisant dans le concept de « jeu » :

« Au lieu de nous centrer sur une série de concepts bien délimités, structure, rôle, personne, qui se nous présentent par l'intermédiaire de la théorie, nous devons nous centrer sur les relations de négociation, de pouvoir et d'influence, de dépendance et d'indépendance. »

« Un tiers de nous centrer sur les stratégies de négociation et de calcul, et de l'autre sur les stratégies de relations de pouvoir et d'influence. »

« Les deux stratégies sont complémentaires, mais elles sont aussi antagonistes. »

* Attaché de recherches à la Fondation nationale des sciences politiques.

Il apparaît la dimension nettement « instrumentaliste » et « intégratrice » de cette démarche, en même temps que son point faible : le concept de pouvoir. En limitant le pouvoir à une relation entre acteurs, en refusant de le considérer comme un attribut, en privilégiant exagérément la « zone d'incertitude », d'« imprévisibilité » que chaque acteur contrôle face à ses partenaires, les deux auteurs traitent des modalités d'exercice du pouvoir, en même, plus souvent d'ailleurs, des phénomènes de négociation du pouvoir et non de pouvoir lui-même, de ses fondements, de sa source, contrairement à ce qu'il laisse supposer. Chaque acteur disposant toujours d'une certaine marge de négociation, d'un certain contrôle d'incertitude, il dispose donc toujours d'une certaine partie de pouvoir. Le pouvoir, dans cette construction, est donc partiel et, de ce fait, nulle part. Michel Crozier et Erhard Friedberg sont ainsi conduits à nier les rapports d'ordre mondial et à minimiser leurs formes phénoménologiques, par exemple dans le rôle marginal qu'ils attribuent au marché comme facteur de contrainte.

En fait, en passant directement (quelles que soient les médiations prises en compte) : contraintes extérieures (l'environnement) de l'étude du fonctionnement des organisations à l'étude du fonctionnement de la société, les auteurs se retrouvent dans le travers qu'ils soutiennent : les phénomènes à démontrer, la généralisation des résultats relevant de la micro-sociologie. Si le concept de « classe sociale » est intégrationnel au niveau de la compréhension théorique d'un mode de production donné, il est évident qu'on ne saurait en déduire l'existence des classes comme donne de supposition repérable dans une société donnée à un moment donné, mais en se peint pas davantage en faire l'économie. En évacuant les rapports de classes, les auteurs, Michel Crozier et Erhard Friedberg limitent la portée que pourrait avoir le concept de stratégie dans une analyse concrète des classes sociales aujourd'hui, dans une étude de la crise et du devenir de l'actuel et bloc au pouvoir.

(1) Michel Crozier et Erhard Friedberg, *L'Acteur et le système*, éditions du Seuil, Paris, 1977, 488 pages, 63 F.

REPÈRES

LE MENSUEL
DU C.E.R.E.S.

N° 48

ÉNERGIE
ET
CROISSANCE

—oo—

Prix du numéro : 15 F.

En vente dans les kiosques ou au

13, bd Saint-Martin,

75003 PARIS. Tél. : 887-76-42.

ABONNEMENTS :

France et pays de l'ex-

Communauté française

(sauf Algérie) 120 F

étranger 140 F

étranger (par avion) 170 F

C.C.P. 34.275.20 J - LA SOURCE

Édité par la S.A.R.L. *le Monde*.

Gérants :

Jacques Favet, directeur de la publication.

Jacques Savorgnat

Importante

du "Monde"

5, r. des Italiens

PARIS-IX^e

OJD

Reproduction interdite de tous articles.

sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux

et publications - n° 51 438

OSI 31/10/81

Remous autour d'un référendum

LA JUNTE CHILIENNE EN QUÊTE DE LÉGITIMITÉ

Le référendum organisé par le général Pinochet le 4 janvier a provoqué des dissensions au sein de la junte elle-même, en même temps qu'il suscitait de divers côtés des hostilités nettement marquées. C'est ainsi que le « contrôleur général » de la République a publiquement contesté la validité constitutionnelle de cette initiative. Unanimes, les évêques chiliens ont estimé qu'il convenait d'annuler ou, au moins, d'ajourner la consultation populaire. Au nom de la démocratie-chrétienne, l'ex-président Eduardo Frei a rejeté le référendum. Comme comme une tentative de donner une légitimité à la junte, l'appel aux urnes a marqué avec un certain éclat les faiblesses de la dictature. Ce sentiment est renforcé par une décision de la Cour suprême qui réunit le 19 décembre en séance plénière mais où l'absence de son président, avait annulé par dix voix contre deux un décret-loi du mois de mai retirant la nationalité chilienne à un syndicaliste chilien, M. Humberto Elgueta.

VOILA déjà cinquante mois que l'écrivain mon premier article d'exil pour éclairer le dépasse d'un Chili devant le spectacle de l'Etat historique détruit par les militaires, de la nation abandonnée par une classe qui se disait « supérieure » tout en abdiquant ses valeurs au profit de l'étranger (1).

Quatre ans plus tard, bien que chacun sache que l' « on n'a pas de patrie » de l'autre définit sur la terre (2), il faut bien étayer le discours des évêques dans leur « lettre aux Chrétiens du dehors », l'ecclésia nous a finalement permis de connaître d'autres hommes, d'autres idées, d'avoir d'autres expériences. (...) Peu après la Nativité, la famille de Jésus connaît aussi la souffrance de l'exil. La fuite en Egypte de Joseph, de Marie et de l'enfant ressemblent assez à l'exil de beaucoup d'entre nous et elles sont accompagnées de mœurs grossières, de déshonneurs et privations que nous connaissons. Nous voulons dire que nous sommes avec vous » (3).

Le Chili sous la botte, c'est encore le Chili au pilori. Le régime des militaires n'est pas seulement brutal : il s'étend entre la honte et le ridicule, « Ils ne sont pas eux, ma patrie, je le dis à qui voudra m'instruire dans ces contrées » (4).

Le penchant en ridicule a voulu que les « experts » proposent aux relations publiques de la junte aient, via l'intermédiaire d'une conférence avec Gallouz pour substituer aux sélections un sondage d'opinion. « Est-ce que manifeste le président Pinochet ? Telle était la question-clé. Réponses très satisfaisantes, on peut s'en douter. Jusqu'au moment où, trop empressé ou enthousiaste, quelque technocrate américain, laissant une marge involontaire à l'humour noir du peuple meurt, formule ainsi la question finale : « Le général Pinochet a-t-il été élu ? » et d'ajouter : « Il a été évidemment nommé ! » Et vient la réponse écrasante : d'une intelligence simplement courante. Fin de

(1) *Le Monde diplomatique*, novembre 1972.

(2) Lettre des évêques aux Chrétiens du dehors à l'occasion de Noël 1974, dans *El Mercurio*, de Santiago, du 17 décembre 1977.

(3) Ici, les caractères en romain correspondent à des membres de phrases soulignées dans l'original.

(4) Pablo Neruda, *Chant général*, XIII, 9.

(5) *Le Monde*, 24 décembre 1977.

(6) Max Weber, *The Theory of Social and Economic Organization*, Edited by Talcott Parsons, Oxford University Press, New-York, pages 333-341.

(7) Id., pages 326 et 341-352.

(8) Id., page 358-359.

(9) Pensez, no 299 : « On a justifié la force, afin que la juste et la forte fussent ensemble et que la paix fut, qui est la source de la force. Nous... La force dans la justice est tyrannique et... Nous siamo... sulla politica e sullo stato moderno : Etat et société politiques et civiles d'aujourd'hui et d'aujourd'hui, simplement comment ? » Et vient la réponse écrasante : d'une intelligence simplement courante. Fin de

(10) Voir Peter H. Smith, *Political Leadership in Latin America*, dans l'ouvrage collectif *New Approaches to Latin American History*, publié sous la direction de R. Graham et P.H. Smith, University of Texas Press, Austin et London, 1976, pages 229-255.

(11) Voir Horst Kiesinger, *A World Restored*, traduction française : *Les Chemins de la paix*, chap. I.

(12) Voir, par exemple, la discours de l'ambassadeur de la junte aux Nations unies, expliquant son positionnement : la junte, qui la condamne (quarante-cinq-huit voix pour, douze contre), et *El Mercurio* du 17 décembre 1977, vota aussi l'éditorial de ce journal le 9 décembre 1977. Le double standard des Nations unies ».

(13) Le Chili a été condamné, depuis 1973, par toutes les instances mentionnées et par d'autres encore, notamment les deux conseils Américains de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) et cinq résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies, la dernière étant celle du 17 décembre 1977, votée par 112 pour et par les explications de vote, y compris celle des Etats-Unis, l'un des co-auteurs de la résolution, dont l'intervention va plus loin que le texte voté.

Le Monde des Philatélistes
L'OFFICIEL DE LA PHILATELIE
Spécimen sur simple demande.
11 bis, bd Haussmann,
75009 PARIS.

l'opération Gallup, du marketing politique, des « Sénac » par sondage.

Alors, le 21 décembre dernier, après le plus récent camouflé reçu par la junte aux Nations unies, Pinochet annonce la décision solennelle de sonder les intentions du pauvre marché politique chilien par le moyen d'un « référendum ». Le date du 4 janvier 1978 a été choisie pour ce nouveau recensement, à la Hérode, des immortels votés au massacre. Telle est la proposition sur laquelle la junte, qui se déclaraient être les seuls à prononcer par où ou non : «

« Face à l'agression internationale dont le gouvernement de notre patrie est victime, l'avocat le président Pinochet dans sa défense de la dignité de l'Etat et je réaffirme la légitimité de la République pour mener soigneusement le cours de l'institutionnalisation du pays » (5).

C'est essentiellement en raison de cette « agression internationale » que, plus de quatre ans après leur arrivée, Pinochet et ses complices cherchent encore désespérément la légitimité. Mais Pinochet qui se pouvait alors longue trahison dans les militaires et l'engrenage social qui, dans l'ombre, les gride, se trouvent en pure perte, sans pouvoir trouver cet objet d'autrui. Pourtant, il existe en théorie plusieurs formes de légitimité, et Max Weber en avait identifié trois, qui, aujourd'hui encore, constituent des critères de base.

D'abord, l'autorité « légalement » exercice (6), dont le type le plus pur, se rapproche sur un corps bureaucratique administratif, consiste en une « compétence » dans la sphère des lois généralement connues et s'exprime par une hiérarchie clairement délimitée, rationnellement définie. Bref, un Etat de droit. Mais la junte a démantelé l'appareil bureaucratique chilien sous prétexte d'épurations idéologiques et de libéralisation économique. Elle n'a pas été capable de faire tenir les limites du pouvoir dans une unité, et les dispositions de rang constitutionnel n'ont pas pu, malgré tout, s'enchâtrer à cinq différents niveaux d' « impérial ».

a) La Constitution de 1925, trouée comme une écoume aux formes vagues et incertaines ; elle ne peut dire quelles normes de cette Constitution sont encore en vigueur et lesquelles ne le sont plus.

b) Les décrets-lois signés lors de la première étape de promulgation concernant les règles concernant les

Par ARMANDO URIBE

droits et devoirs des citoyens, entant que les principes constitutionnels, souvent l'apanage implicite et tacite.

c) Les décrets-lois qui, selon une déclaration de fin 1974, rédigent une déclaration de manifère explicite à la Constitution de 1925 en y introduisant des réformes.

d) Les actes constitutionnels, qui entrent par exemple un Conseil d'Etat fantoche ou un décret régional, dont la protection légale et judiciaire, qui ne convient évidemment pas aux bontés de l'arbitraire, comme on le vit à plusieurs stations de radio démocrate-chrétienne, fermées par la force, et d'un ancien ministre de M. Frei, expulsé du pays par la junte, avant d'annoncer le référendum du 4 janvier.

Mais ce serait se donner beaucoup de peine que de voir un analyseur sévèrement l'animosité déclarée de la junte : « Ils ont été Alende, président légal et constitutionnel de la République, et avec lui mourut la légitimité « légale » et l'autorité administrative « compétente » au Chili. Cet état donc abrégea toute référence à la légitimité traditionnelle qui se fonda dans « la croissance éthique, en la sainteté des traditions immémoriales et dans la légitimité du statut de ceux qui exercent l'autorité en accord avec ces traditions » (7).

En second lieu, militaires et civils « justitiers » font appel aux traditions établies dans les années 1920 par Diego Portales, à l'autorité impersonnelle arbitrant le pouvoir d'une bourgeoisie nationale alors naissante, au nationalisme en expansion de la république portillenne du dix-neuvième siècle. Ils arrivent parfois à se rattacher, de façon déguisée, à l'ancien régime, de la belle époque coloniale, avant l'indépendance, mais rien de tout cela n'est réalisable à l'heure d'aujourd'hui. Leur présentation à une fidélité nationale et traditionnelle est infirmée par leur politique de « compréhension » à l'égard des sociétés multinationales (le Chili est désormais associé par contrat avec l'I.L.T., en dépit des ingérences de cet Etat souverain privé, et lui a payé des compensations financières indus, comme d'ailleurs aux sociétés Anaconda et Kennecott, contre qui le Parlement chilien avait unanimement statué, en 1971, en nationalisant le cuivre) et surtout par la nature et la qualité des agents de la CIA aujourd'hui au pouvoir à Santiago. Ensuite agent des Etats-Unis n'était pas, autrefois, au Chili, un titre suffisant pour prétendre à l'exercice de hautes fonctions.

a) La Constitution de 1925, trouée comme une écoume aux formes vagues et incertaines ; elle ne peut dire quelles normes de cette Constitution sont encore en vigueur et lesquelles ne le sont plus.

b) Les décrets-lois signés lors de la première étape de promulgation concernant les règles concernant les

troisième type de légitimité concerne l'autorité charismatique (8). Faut-il citer Weber quand on parle de Pinochet ? Ce dernier est l'autorité charisme à un degré rare et, toutes choses égales, ses trois compagnons de la junte ne sont pas mieux partagés.

L'argument du double standard

DES sociologues et historiens contemporains ont élaboré d'autres arguments qui permettraient que la violence d'Etat soit considérée comme légitime, par le biais idéologique, fondant ainsi l'Etat, c'est la « force justifiée » de Pascal, l' « héritage culturelle de coercition » selon Gramsci (9). Ces nouvelles notions de légitimité sont peut-être plus discutables que celles de Weber. Mais la science politique, aujourd'hui, a suivi de conceptions de la légitimité que le politicien possède de justification au fil de l'histoire.

Ainsi, au cœur de la dernière décade, les Américains ont développé, pour l'Amérique latine, le concept de « justifiable », dont les conditions modernisants et postmodernes de la fin du dix-neuvième siècle jusqu'aux régimes militaro-technocratiques de nos jours, d'une légitimité par « l'ordre et le progrès » (Martin C. Needler), par l'efficacité et l'effectivité (Seymour Martin Lipset), et par l'ordre et la sécurité (P. H. Smith) (10). Le régime de Pinochet serait-il technocratiquement progressiste, efficace, expert et accompli ? Avec les « Chicago-boys » de Milton Friedman incrustés dans son appareil économique, il a bien cherché une efficacité de technocratie accomplie. Mais les résultats montrent à quel point cette politique est dérisoire. L'ordre et l'efficacité sociale de marché n'arrête ni l'inflation ni les spéculations des taux d'intérêt, elle accroît le chômage. Installe la famine, désagrège le capital d'Etat, suce des crédits à court terme et à un coût énorme tout en effrayant les investisseurs. La santé, l'éducation, la Sécurité sociale sont en peine de s'aggraver, le système national brûle, le revenu par tête diminue, et de même, le nombre de têtes chiliennes : un million d'émigrés et d'expatriés selon le cardinal de Santiago (déclaration du 1^{er} mai 1977). L'Eglise catholique, grande institution légitimatrice en Amérique latine, leur en fait grief. Du point de vue de la rationalité économique et sociale, le Chili a retrogradé de plusieurs décennies. Définitivement, son « efficacité » ne saurait légitimer la junte.

Reste la légitimité par un système international (11). Il existe actuellement des systèmes et une communauté

organisée des nations, une opinion publique mondiale, informée et soutenant agissante, et des groupes, laïques ou religieux, qui, au nom de la conscience et de l'histoire, suivent les activités des gouvernements. Les rapports du décret-lois d'Alfonso Infante, daté du 1^{er} juillet 1974, démontre de manière explicite à la Constitution de 1925 en y introduisant des réformes.

d) Les actes constitutionnels, qui entrent par exemple un Conseil d'Etat fantoche ou un décret régional, dont la protection légale et judiciaire, qui ne convient évidemment pas aux bontés de l'arbitraire, comme on le vit à plusieurs stations de radio démocrate-chrétienne, fermées par la force, et d'un ancien ministre de M. Frei, expulsé du pays par la junte, avant d'annoncer le référendum du 4 janvier.

Le Chili se proclame occidentale et chrétienne. Ces traditions politiques, le Chili, effectivement, les a. La junte, par contre, les régimes condamnés par les Nations unies pour violation des principes figuraient, notamment, l'Afrique du Sud et le Chili, tandis que bien d'autres violateurs des droits de l'homme et des peuples sont épargnés. Pourquoi ce double standard, pourquoi le Chili, se demandent les galions de la junte comme les civils du *Mercurio* (12) ? Ils n'expliquent pas, mais il est évident que l'empire central africain ou d'autres empires privilégiés.

C'est du moins ce que considèrent les gouvernements. Ainsi atteintes, l'Union soviétique, parmi les plus violentes, et les autres, parmi les moins, sont engagées à respecter les conventions internationales concernant les droits de l'homme, les droits politiques et économiques des citoyens et des personnes étrangères des Etats-Unis, au fond, les pays sont, en première instance, comparés à eux-mêmes plutôt qu'à des normes internationales. Et, par rapport à lui-même, le Chili tient sous la botte manque gravement à ce qu'il a été, à ce que, sans plus il est.

Pourquoi ? Parce que le Chili était une démocratie. L'Etat chilien était parmi les plus vicieux d'Occident. Le peuple chilien, comme dans l'Union soviétique, a été opprimé, avec expédition et exercé les droits humains dans leur version laïque et chrétienne. Ces droits de l'homme étaient, au contraire, dans le Chili, culturellement « internationaux ».

Le Chili ne peut être jugé à l'aune de l'Ouganda ou du Cambodge ou de la Chine ; au Chili, il n'y a pas eu de tsars, comme dans l'histoire de l'Union soviétique ; le Chili n'est même pas une réplique de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay ou du Guatemala. Son régime des militaires, le Chili, qui ne produit pas de bananes, a été transformé en « Banana République ». Pinochet est aussi jusqu'à dire que, ni de son vivant

ni sous son successeur, le régime ne changeraient. *Regem habemus !*

Un autre mémoire de Paris-I a raisonnablement conclu que la cause des droits de l'homme ne connaît d'essor international que dans les cas où les valeurs historiques, culturelles et traditionnelles dans le pays mis en cause correspondent aux principes qu'on lui attribue. Ce qui n'est évidemment pas le cas. Ce qui n'est évidemment pas le cas. Ce qui n'est évidemment pas le cas.

La junte se proclame occidentale et chrétienne. Ces traditions politiques, le Chili, effectivement, les a. La junte, par contre, les régimes condamnés par les Nations unies pour violation des principes figuraient, notamment, l'Afrique du Sud et le Chili, tandis que bien d'autres violateurs des droits de l'homme et des peuples sont épargnés. Pourquoi ce double standard, pourquoi le Chili, se demandent les galions de la junte comme les civils du *Mercurio* (12) ? Ils n'expliquent pas, mais il est évident que l'empire central africain ou d'autres empires privilégiés.

Les traditions chrétiennes de la Afrikaners de souche protestante, les Chiliens « occidentaux » et « catholiques », requièrent d'eux un soutien tout particulier dans le maintien de certains principes. D'où les condamnations du Chili de la junte (13). Elles sont en faveur du Chili et des Chiliens. La junte est au danger international. Pinochet, son régime, ses serviteurs, ses actes sont la source du véritable danger international, extrêmement grave en ce moment, auquel le Chili est exposé.

Pourquoi ont eu la bombe de ne pas nous tuer tous, simplement de nous exiler. Ils semblent croire que, reconnaissant leur magnificence, nous devrions nous faire et attendre le bon plaisir des dieux et des maîtres. Les nous sommes ingrats et, comme des morts en sursis, nous écrivons leur épitaphe : *Homo nullo numero*.

L'image de la dictature en France

ANCIEN ambassadeur du Chili en France (1966-1970), puis principal conseiller diplomatique de la junte entre 1973 et 1978, M. Enrique Bernstein a publié à Santiago un article dans lequel il analyse l'attitude de la France à l'égard de la dictature chilienne (1). Dans un précédent article, il avait expliqué qu'il avait été invité par le gouvernement français à faire une visite au cours de laquelle il a eu, explique-t-il, des entretiens avec des « leaders de la majorité politique qui appuie le gouvernement français ». Il cite MM. Poher, président du Sénat ; André Colin, président de la commission sénatoriale des affaires étrangères ; Claude de Murville, Michel Dézard, Jean de Lipkowsky, ancien secrétaire d'Etat aux affaires étrangères ; et ont montré une connaissance claire et précise de la situation qui règne au Chili. M. Enrique Bernstein écrit :

« Je résume leur pensée sur le présent et sur l'avenir de notre pays. J'écris : leur pensée, parce qu'elle fut unanime.

« ... Ils reconnaissent le rôle très particulier que nous avons eu en Amérique latine comme gardiens jaloux d'une démocratie effective et de droit. Mais, en même temps, ils sont conscients que le régime de l'unité populaire nous conduisit au désastre économique, moral et social. En l'absence d'une issue politique, et devant l'imminence d'une guerre civile, il ne restait d'autre solution que l'intervention des forces armées. Ils savent qu'elle eut un appui immense des citoyens. Ils comprennent aussi que, après ce qui s'est produit, il n'est pas facile de rétablir la démocratie traditionnelle. Ils pensent que le Chili est libre de choisir le modèle de gouvernement qui lui convient le mieux et, bien entendu, qu'il apprendra au peuple de choisir ce gouvernement. Sur cette base, ils reconnaissent qu'il est possible et désirable de maintenir de bonnes relations d'amitié et de coopération avec des régimes constitutionnels différents du système traditionnel qu'ils préconisent pour la France. »

Un peu plus loin M. Bernstein ajoute :

« Ils sont sincèrement préoccupés du respect des droits de l'homme. Les dénonciations de la torture, des disparitions, des détentions arbitraires dans des camps de concentration les impressionnent de manière spéciale parce qu'elles leur rappellent l'occupation nazie. Ils sont conscients que beaucoup de nouvelles diffusions à l'étranger sont fausses ou exagérées. »

Il est évident que la situation serait plus simple si de telles nouvelles n'avaient pas été diffusées.

C. J.

(1) Enrique Bernstein, « Nuestra imagen en Francia », dans *Ercilla*, Santiago-du-Chili, 21 décembre 1977.

automobiles PEUGEOT



SODEXA

VERS UN NOUVEL ORDRE

Réticences arabes et perspectives de règlement séparé

Un député israélien

POIS la première fois depuis les pourparlers d'armistice de 1949 à Rhodes, l'Egypte et Israël s'assassent à la même table et, dans une atmosphère serrée, discutent d'une paix réelle au Proche-Orient. Même là l'ambiance en Egypte des deux chefs d'Etat, qui n'étaient que la partie visible d'un iceberg de négociations et de discussions, a assez marqué la fin de l'acte I, scène 1 de l'étonnant spectacle inauguré au Proche-Orient par l'initiative du président Sadate. Les discussions de Menachem Begin ont mis fin à l'euphorie et ouvert un marchandage serré autour d'une mission impossible : mettre un terme à la guerre qui, pendant trente ans, a opposé Israël aux Etats arabes.

La guerre la plus longue de notre époque s'est terminée sans confrontation finale, sans vainqueurs ni vaincus. La guerre menée par les Arabes contre Israël n'était pas dirigée contre un pouvoirs ou contre une politique. Elle symbolisait le refus total de l'idée même d'un Etat juif au Proche-Orient. Il n'est pas facile, même dans les circonstances les plus favorables, de mettre un terme à un conflit aussi émotionnel et aussi durable. Malgré les circonstances sont loin d'être les plus favorables et sont, en outre, aggravées par deux obstacles apparemment insurmontables.

Tout d'abord, le président Sadate exige un règlement global au nom de tous les autres Etats de la confrontation et au nom des Palestiniens. Cependant, au moins la Syrie et l'OLP, refusent d'envisager avec lui un marchandage — la paix en échange de territoires — et elles ont renforcé leurs attaques verbales contre Israël — et contre l'Egypte, — accroissant ainsi les soupçons d'Israël et sa crainte d'un retrait qui aurait pour effet de réduire la distance géographique le séparant de ses ennemis vengeurs.

Ensuite se pose, bien sûr, le problème de la rive occidentale et des Palestiniens. Le premier ministre Begin a remporté les récentes élections grâce à un programme qui exclut formellement une « domination étrangère » sur toute partie d'Israël, y compris la Judée et la Samarie. M. Begin n'emploie jamais le terme « Palestiniens » (sinon pour parler des « Arabes palestiniens ») et il a réaffirmé la droit des Juifs à s'installer n'importe où sur la rive occidentale. Cela étant, son projet d'accorder l'autonomie à la rive occidentale et à Gaza, dans le cadre d'une souveraineté non définie et an les maintenant sous le contrôle militaire israélien, représente, certes, une concession magnanime par rapport à ses vues doctrinaires entières, mais il reste insuffisante par rapport à ce que Sadate considère comme une exigence minimum.

Un commun besoin de paix

Et cependant, malgré ces divergences entre deux positions inconditionnelles, on peut trouver bien des raisons d'être optimiste en ce fondant sur toute une série de facteurs. Et d'abord la nécessité objective, à la fois pour Israël et pour l'Egypte, de mettre un terme aux menaces de guerre. L'engagement important de l'Egypte dans le conflit judéo-arabe était surtout le résultat de la politique de Nasser, laquelle reposait sur deux piliers de « non-négociation » : le panarabisme sous hégémonie égyptienne et l'hostilité à l'Occident. M. Sadate ayant détruit ces deux principes, toute justification s'écroule d'une guerre longue et coûteuse contre Israël. Les problèmes intérieurs de l'Egypte réduisent à peu de chose les slogans de guerre traditionnels. Simple détail significatif à cet égard : le nombre des pauvres et des sans-abri en Egypte est supérieur à celui des réfugiés palestiniens qui reçoivent l'aide de l'ONU et dont le sort est devenu une affaire internationale.

L'Egypte ne veut pas — et peut-être ne le peut-elle pas — traiter avec Israël sur une base bilatérale. Cependant, si les concessions israéliennes sur la rive occidentale sont substantielles et raisonnables, et si le « Front de refus » continue à dire : non — à la paix, M. Sadate peut être tenté d'offrir un règlement global à la Jordanie, à la Syrie et aux Palestiniens, leur faisant comprendre que c'est à prendre ou à laisser. La responsabilité de l'échec incombera alors à ceux qui refusent la

Par AMNON RUBINSTEIN *

paix et non à l'Egypte, ce qui pourrait inciter M. Sadate à accepter un règlement séparé avec Israël, la paix avec les autres parties restant au suspens dans l'attente de leur acceptation.

On bien la Jordanie peut faire partie (avec l'appui tacite de l'Arabie Saoudite) de l'esquise du président égyptien voulant que « Trípoli a annunci Rabat », moyennant quoi la déclaration de considérer l'OLP comme l'unique représentant des Palestiniens est nulle et non avenue. Si la Jordanie adopte ce point de vue et prend part aux négociations de paix, les deux autres parties concernées, la Syrie et l'OLP, auront perdu leur capacité d'influer le cours des événements et d'empêcher un règlement pacifique.

Ces deux possibilités dépendent, en somme, des concessions israéliennes sur Gaza et sur la rive occidentale. L'idée d'une division fonctionnelle — dans ces régions — c'est-à-dire autonomie plus présence militaire d'Israël — présente bien des inconvénients et ne peut que rencontrer de vives objections de la part des Palestiniens et des Arabes. Mais sa force réside dans sa faiblesse ; il s'agit d'un concept vague et souple. L'importance de ses deux composantes (autonomie intérieure et contrôle militaire israélien) peut être modifiée au cours des négociations. Selon les dirigeants du Likoud, le fait qu'il n'exige aucune annexation légale des territoires par Israël est un avantage supplémentaire. La présence militaire israélienne compensera ainsi les principales rectifications des frontières que presque toutes les israéliennes considèrent comme excessives pour effet de réduire la distance géographique le séparant de ses ennemis vengeurs.

Ensuite se pose, bien sûr, le problème de la rive occidentale et des Palestiniens. Le premier ministre Begin a remporté les récentes élections grâce à un programme qui exclut formellement une « domination étrangère » sur toute partie d'Israël, y compris la Judée et la Samarie. M. Begin n'emploie jamais le terme « Palestiniens » (sinon pour parler des « Arabes palestiniens ») et il a réaffirmé la droit des Juifs à s'installer n'importe où sur la rive occidentale. Cela étant, son projet d'accorder l'autonomie à la rive occidentale et à Gaza, dans le cadre d'une souveraineté non définie et an les maintenant sous le contrôle militaire israélien, représente, certes, une concession magnanime par rapport à ses vues doctrinaires entières, mais il reste insuffisante par rapport à ce que Sadate considère comme une exigence minimum.

lument indispensables à leur défense, et que tous les Etats arabes refusent. En outre, si cette division fonctionnelle et l'autonomie palestinienne sont considérées par les deux parties non comme une mesure provisoire susceptible d'être, périodiquement, réexaminée et renégociée, la formule devient moins acceptable aux Egyptiens. En d'autres termes, l'idée de l'autonomie peut et doit être considérée comme un passage menant à la seule solution viable à long terme : deux nations indépendantes dans la Palestine originelle, exprimant toutes deux le besoin d'autodétermination des Juifs et des Arabes.

Régime de transition pour les Palestiniens ?

Il existe des précédents internationaux à ce genre d'accord provisoire, en certaines régions où aucun Etat n'exerce une pleine et entière souveraineté. Peut-être l'exemple qui se rapproche le plus de la conception de M. Begin à propos des régions palestiniennes autonomes est-il le régime qu'a connu la Syrie entre 1947 et 1957, date de son retour à l'Allemagne occidentale. Sous ce régime, la Syrie jouissait de l'auto-

* Député du Mouvement démocratique pour le changement (Dach) membre de la commission des affaires étrangères et de la sécurité de la Knesset.

nomie politique, elle avait un Parlement élu et son propre premier ministre (Johannes Hoffman). La Syrie était liée à la France dans une union diplomatique et économique et elle était soumise au contrôle militaire français. En vertu d'une convention franco-syrienne signée en 1950, ses mines furent concédées pour cinquante ans à la France. L'Allemagne de l'Ouest s'était affirmée comme un partenaire pacifique et démocratique d'Europe unie, et les appréhensions en France d'un renouveau du militarisme germanique étaient atténuées. La Syrie put être rendue à l'Allemagne et elle devint, le 1^{er} janvier 1957, le duché Land de la République fédérale. Un scénario analogue pourra être envisagé pour la rive occidentale et la bande de

Gaza. Les précédents internationaux ne sont utiles que si l'on existe des dirigeants désireux de s'en servir dans un esprit constructif. Tout indique que M. Begin et Sadate sont également décidés à saisir l'occasion unique de mettre fin à la guerre indiscutable, tous deux ont pleinement conscience de leur rôle historique et de l'appui de l'opinion publique de leurs pays respectifs. La clairvoyance et le courage du président Sadate et la souplesse inattendue de M. Begin ont créé une réalité nouvelle au Proche-Orient. Le spectacle de cette nouvelle réalité, qui apparaît chaque soir sur les écrans de télévision, exerce un effet dynamique sur l'évolution politique. Les manifestations publiques d'amitié entre Israël et l'Egypte modifient l'état d'esprit dans les deux peuples. Pour les Israéliens, l'idée d'une paix véritable a brusquement cessé d'appartenir au domaine de la rêve. Les Egyptiens, quant à eux, découvrent des

aspects inconnus d'Israël : ses traumatismes encore vivaces, sa crainte de la guerre, sa passion pour la paix. Les mentalités nationales ont évolué dans les deux pays d'une manière probablement sans précédent, du moins à l'époque où la télévision n'existe pas. Un retour à la guerre entre Israël et l'Egypte devient moins probable ; non seulement les événements spectaculaires du Proche-Orient engendrent leur propre dynamique, mais ils créent aussi des effets irréversibles. Après une ruineuse guerre de trente ans, il y a place, en dépit des oppositions et des réserves, pour un optimisme justifié.

Une alliance informelle entre l'Egypte Israël et l'Iran ?

Avant même que la visite du président Carter à Téhéran attire l'attention sur l'entrée en scène de l'Iran dans les efforts de paix au Proche-Orient, le magazine américain Time faisait état (numéro daté du 2 janvier) de certaines spéculations qui avaient cours à ce propos en Egypte et à la fin du mois de décembre :

« Au Caire, des Egyptiens spéculent, la semaine dernière, sur l'éventualité d'une alliance informelle entre l'Egypte, Israël et l'Iran qui unirait trois pays aux essences économiques complémentaires : main-d'œuvre (égyptienne), technologie occidentale (Israël) et richesse pétrolière (Iran). Pour la première fois, l'Egypte aurait des alliés non arabes dans la région. La fondement d'une telle association serait une opposition commune à l'extension de l'influence des Soviétiques ou des forces de gauche au Proche-Orient — ce qui reflète la conviction de Sadate que, pour lui, le réel danger est représenté par l'Union soviétique et non par Israël. »

Un intellectuel égyptien

La sécurité par le développement des liens économiques ?

Par MOHAMED SID-AHMED *

CERTES, le voyage de M. Sadate à Jérusalem a été une surprise renversante, mais c'est aussi laboutissement logique de toute une évolution au Proche-Orient. Depuis longtemps déjà, pour les parties arabes en mesure d'orienter le cours du conflit, la recherche de la paix était moins déterminée par les revendications territoriales arabes que par des considérations de sécurité. La volonté de sauvegarder la structure des rapports inter-arabes établisfautes à partir de la nouvelle richesse pétrolière, par la stabilisation d'intérêts énormes menacés tout autant par la perpetuation de la non-paix que par une paix aux conditions israéliennes.

Depuis déjà longtemps, la satisfaction des revendications palestiniennes n'est plus pour les négociateurs arabes le fond même du règlement. C'est là une hypothèse que la guerre civile libanaise a amplement vérifiée. La coalition de la résistance palestinienne avec la gauche au Liban a été perçue par les régimes arabes comme un démentiel de l'envahisseur, menaçant la structure du monde arabe. Bien sûr, l'Iran ne peut le faire. Dès lors, il ne s'agit plus de satisfaire ces revendications, mais plutôt de circonscrire danger qu'elles représentent. Désormais, le règlement du contentieux avec Israël se posait en termes de dissuasion. Ainsi, au contraire de l'OLP, il ne devient un élément de subversion contre nous ; nous vous garantirons en contrepartie qu'ils ne soient plus en état de subversion contre vous. »

Face à l'intransigeance du Likoud, M. Sadate s'est senti obligé de franchir le seuil que ses pairs arabes n'osent aborder. Dans une logique du règlement où ce sont les positions de force, et non pas les droits civiques, qui déterminent la conduite des protagonistes, l'Egypte occupe une place toute spéciale : elle est le plus vulnérable des interlocuteurs arabes, vu l'effacement accéléré de ses infrastructures ; mais aussi si l'Egypte à elle seule ne peut faire la paix, sans elle les autres Etats arabes ne peuvent pas lancer une guerre. En prenant ouvertement et directement contact avec l'« ennemi sioniste », M. Sadate, apparemment, coinçait tout le monde :

— Les Etats-Unis, qui, songeons de ne pas subir les retombées d'un piétinement de plus en plus évident dans la préparation de la conférence de

égarde les raisons profondes du mécontentement populaire, cette propagande présente la volonté de résistance arabe comme un mal dont l'Egypte seule devait subir le fardeau. Dans un certain sens, il s'agit d'une réaction contre l'attitude communiste et révolutionnaire de janvier 1977. Dans les deux cas, il a été question d'une révolte contre une situation économique insupportable. En janvier 1977, la révolte éclatait contre le président. Cette fois-ci, ce dernier, en présentant son voyage à Jérusalem comme une promesse de paix et de prospérité, récupérait la révolte à son compte.

Or, en se rendant à Jérusalem, M. Sadate offre à Israël l'essentiel de l'Etat hébreu existant de l'Egypte : la preuve tangible qu'une normalisation future des relations, voire l'admission, fût-elle implicite, par l'Egypte, « du droit historique des Juifs à la terre de Palestine », étaient déjà choses acquises. Celui était encore corroboré par l'abandon de l'OLP. En effet, qu'un représentant légitime du peuple arabe soit abandonné par l'OLP, cristallise toujours la résistance arabe à l'oppression sioniste. Et cette fois, l'OLP a été vaincu par l'Egypte, et cette fois, l'OLP, tout au contraire de résolutions, dont certaines très récentes, de l'Assemblée générale de l'ONU, mais surtout parce que l'OLP, cristallise toujours la résistance arabe à l'oppression sioniste. C'est plutôt elle qui se débat, par l'entremise de sa politique d'ouverte, en vue d'attirer des investissements qui demeurent encore très réticents. Or, Israël pourrait très bien se porter garant de gros investissements en Egypte, ayant recours aux capitaux juifs, aux meilleurs affaires internationales qui ont toujours soutenu Israël et qui ont longtemps été boycottées par les pays arabes. De telles diverses propositions ont été faites, concernant l'exploitation en commun

Or le jour où l'Egypte aura收回é l'ensemble de ses territoires occupés, Israël aura perdu cet instrument. Contradiction inhérente qui fait que la satisfaction d'une des deux parties ne peut que désavantager l'autre. Pourtant une solution, que tant que Sadate que M. Begin pourraient présenter comme totalement satisfaisante, n'est pas exclue. Le Sinai ne constitue pas pour Begin une partie d'« Israël ». La sécurité d'Israël, la garantie qu'aucun autre guerre avec l'Egypte ne pourra avoir lieu (quels que soient les changements qui y interviennent), peuvent être assurées, une fois l'évacuation décidée, par des moyens autrement plus efficaces que la seule interposition de zones démilitarisées.

Déplacement des contradictions

LE EGYPTE en ce moment souffre d'une situation économique quasi désespérée. Il lui sera difficile de parler aux atteintes à sa sécurité qui impliquerait une éventuelle invasion économique venant de l'extérieur. C'est plutôt elle qui se débat, par l'entremise de sa politique d'ouverte, en vue d'attirer des investissements qui demeurent encore très réticents. Or, Israël pourrait très bien se porter garant de gros investissements en Egypte, ayant recours aux capitaux juifs, aux meilleurs affaires internationales qui ont toujours soutenu Israël et qui ont longtemps été boycottées par les pays arabes. De telles diverses propositions ont été faites, concernant l'exploitation en commun

RECITALITIF. — Plusieurs lecteurs — dont certains ont omis de mentionner leur adresse — ainsi que l'ambassade d'Israël, nous prient de préciser qu'il n'existe sur les portes de la Knesset, aucune carte d'Israël « offrant du NH à l'Egypte », contrairement à ce qu'écrivait Marie-Christine Aulas dans son article du mois dernier « Une victoire de l'Egypte égyptien ».

[Nous avons reproduit dans cette note les cartes se servent des éditions Bel fond, Paris, 1976.]

RÉGIONAL AU PROCHE-ORIENT

L'Egypte s'étant détachée du monde arabe à la suite de la politique d'*« ouverture »* du président Sadate et de son voyage à Jérusalem, l'Etat d'Israël se trouve pourtant délivré, dans les circonstances présentes, de la principale menace militaire dirigée contre son existence. Si le président égyptien et ses alliés occidentaux n'arrivent pas à convaincre rapidement les autres Etats arabes directement intéressés à un règlement global du conflit de se rendre aux conditions de paix israéliennes, un règlement séparé entre Jérusalem et Le Caire devra intervenir pour sauver la régence de M. Sadate en échange d'avantages économiques substantiels pour l'Egypte.

Jusqu'à présent, l'aide financière à l'Egypte — principalement d'origine soviétique — était largement dosée par lui-même tout juste de maintenir à flot une économie ruinée par la guerre et où les investissements étrangers n'arrivent pas. Fidèle allié de l'Amérique, l'Arabie Saoudite ne réserve cependant pas ses lo-

ges financières à la seule Egypte : elle doit servir de relais à la pénétration des capitaux pétroliers dans d'autres pays islamiques d'Afrique et d'Orient, comme le Soudan, par exemple, où les projets de développement agricole sont censés ouvrir de larges perspectives au monde arabe (voir pages 10 et 11 l'article de Christophe Batsch).

Lors de son récent voyage, le président Carter ne s'est pas contenté de rencontrer le roi Hussein de Jordanie à Téhéran. Il a aussi consacré une bonne part de ses entretiens avec le chef aux perspectives de règlement du conflit israélo-arabe. Non seulement il a couvert le souverain iranien d'éloges « personnels », mais il a aussi marqué à cette occasion sa volonté d'associer plus étroitement cet autre partenaire privilégié aux efforts de stabilisation de la région. L'Iran n'est pas un pays arabe, mais « il n'existe aucun pays qui soit plus proche de nous en ce qui concerne la programmation de notre sécurité militaire mutuelle », a précisé

M. Carter. La participation de Téhéran à la mise en place du nouvel ordre économique régional permettrait de même coup de donner la dimension proprement arabe du conflit.

Devant de telles perspectives, les Etats arabes « modérés » et le nouveau « front du refus » apparaissent d'autant plus dérisoires qu'ils sont tous engagés dans le même choix de développement, qu'ils disposent au moins de revenus pétroliers. La marge de manœuvre des actuels dirigeants de l'O.L.P. n'en apparaît que plus réduite. L'intransigence de refus palestinien, réaffirmée par le comité exécutif de l'Organisation après la conférence d'Israël, est-elle désormais le meilleure carte pour l'avenir du peuple palestinien ?

Les trois opinions ci-dessous et l'article de Selim Turquai sur les relations syro-palestiniennes (page 8), traduisent la nouvelle complexité du problème que la diplomatie américaine s'emploie maintenant à résoudre à partir des recherches israélo-égyptiennes.

du pétrole du Sinaï et de la mer Rouge, l'aménagement de terres au Sinaï et leur bonification, la désalinisation de l'eau de mer par l'entremise de centrales nucléaires. Des projets bien plus ambitieux, recouvrant l'ensemble de l'Egypte, pourraient être envisagés. M. Sadate sera en mesure de dire qu'il a obtenu non seulement l'évacuation des territoires occupés, mais une impressionnante collection de projets audacieux, donnant finalement plein essor à sa politique d'*« ouverture »* et garantissant, avec l'avènement de la paix, une ère de prospérité. Cet acquis

pour l'Egypte sera présenté comme

un modèle pour l'ensemble du monde arabe.

En fait, ce décollage de la politique d'*« ouverture »* ne sera envisagé que dans la mesure où il se produira en passant par Israël. Pour les investisseurs auxquels Israël fera appel, il s'agira moins de renflouer l'économie israélienne que de faire la sécurité de l'Etat hébreu. Ce dernier étant la partie garante, exigera en contrepartie un droit de regard. L'économie égyptienne devra être organiquement liée à l'économie israélienne, tant et si

bien que, jamais plus, il ne pourra être question de grève. En fait, il n'agira pas seulement de la sécurité d'Israël, mais aussi de la mise en condition de l'économie égyptienne afin de résoudre les problèmes de l'économie israélienne. La contradiction nationale entre l'Egypte et Israël n'aura pas été éliminée ; elle aura tout simplement été déplacée pour venir émerger sous une autre forme. Les contradictions sociales ont, au sein même de la société égyptienne, même si cette exacerbation des conflits sociaux devait être pour un temps camouflée par

l'apogée d'une soudaine révolution de l'économie qui en démontrera pourtant qu'accordement ancora davantage les clivages et disparités sociaux et économiques. L'Egypte ne sera pas la seule à en paître. Des réalignements au Proche-Orient, faisant fi des aspirations légitimes de toutes les parties concernées, peuvent éventuellement déboucher sur un règlement, mais n'immunisant pas la région contre de nouveaux facteurs de désocialisation, prenant des expressions inédites.

MOHAMED SID-AHMED.

fournirait une solution équitable au problème des réfugiés de 1948. Pour les habitants de la rive occidentale, l'acceptation d'une telle formule de règlement répond à des nécessités concrètes. Pour eux, ce serait un soulagement et un gain. Quoiqu'ils ne soient pas fascinés par le « méthode Sadate », ils attendent de l'O.L.P. qu'elle leur offre un plan réaliste qui leur permettrait de recouvrer leur statut national.

Si l'O.L.P. y faillit, il n'est pas déraisonnable d'envisager une modification de l'équilibre des forces sur la rive occidentale en faveur des éléments conservateurs. Un peuple de petits propriétaires terriens vivant en permanence sous la menace de l'expropriation et de l'aménagement politique et économique peut-il, en effet, se satisfaire du refus pur et simple de la méthode Sadate ? D'autre part, la conférence de Tripoli, en dépit de certains effets positifs, n'a pas offert une solution de rechange bien convaincante.

En somme, l'unanimité est à peu près complète, parmi les personnalités nationales influentes, sur le nécessaire de changer l'équilibre des forces en faveur des Arabes, et cela comme condition préalable à un règlement pacifique et équitable.

Le prestige et l'influence de l'O.L.P. dépendent finalement, en grande partie, de son aptitude à offrir une solution de rechange concrète à ce que proposent ses adversaires. Les habitants de la rive occidentale sont plus pragmatiques que leurs compatriotes de l'étranger. Ils ont en propre des soucis terre à terre assez différents des idéaux largement répandus à l'étranger.

(1) 1 donman = 0,0019 ha.

Un Palestinien de Cisjordanie

Scepticisme nuancé d'espoir sur la rive occidentale du Jourdain

Par BACHIR BARGHOUTI *

La rive occidentale du Jourdain (Cisjordanie) est au premier plan des spéculations sur l'avenir de l'O.L.P. et sur les perspectives de paix au Proche-Orient. Cet après tout, la position prise par les Palestiniens vivant en territoire occupé sera déterminante, tant pour les projets d'autodétermination que pour l'approbation par les Palestiniens d'un quelconque règlement politique.

Ce fait est clairement compris par toutes les parties en cause qui se disputent la rive occidentale et la bande de Gaza. Le gouvernement israélien a essayé, par tous les moyens, de créer une base sociale susceptible de légitimer sa présence sur la rive occidentale ; mais en vain. Les résultats des élections municipales d'avril 1976 ont prouvé l'influence considérable de l'O.L.P. Pour sa part, le gouvernement jordanien, dont les anciens hauts fonctionnaires de la rive occidentale cherchent très activement à obtenir le soutien, n'ont pas réussi, par des moyens financiers, économiques ou administratifs, à enlever la voûte à l'O.L.P.

Mais, par une ironie du sort, le succès de l'O.L.P. fut, en même temps, la cause de nombreux ennuis pour certaines éléments de cette organisation. Se fût à des assurances données par l'Egypte et l'Arabie Saoudite, l'allez de l'O.L.P. pensait que la constitution d'un Etat palestinien sur la rive occidentale et dans la bande de Gaza était immédiate. Elle essaya donc de contenir la gauche sur la rive occidentale tout en entretenant de faire des avances aux éléments conservateurs, tel le maire de la ville de Gaza (nommé par Israël), et d'entretenir une atmosphère de doute et de suspicion parmi les éléments bourgeois des conseils municipaux. Elle encouragea aussi les élémens religieux à se réorganiser.

Ces activités finirent par entraîner la désintégration du Front national palestinien que l'O.L.P. considérait comme un poste avancé au sein des territoires occupés. A l'heure actuelle, les conséquences de cette politique sont plus sensibles qu'elles ne l'ont jamais été.

Les nouvelles initiatives prises par le président égyptien, en contrast avec la politique officielle de l'O.L.P., ont déclenché un processus de différenciation accrus entre les classes sociales de la rive occidentale. Tous les éléments conservateurs appuyèrent activement les démarches de M. Sadate, alors que les éléments de gauche continuèrent à soutenir le politique de l'O.L.P.

En d'autres termes, le processus de différenciation visait à partager en deux groupes ce que l'on considérait comme le camp nationaliste. L'un de ces groupes concilie le retrait israélien comme un prétexte à l'indépendance politique ; l'autre cherche seulement à se débarrasser de l'occupation israélienne et se montre favorable à une réintégration au sein de la Jordanie. La conférence de la paix au Caire et la visite en Israël du président Sadate ont encouragé le second groupe à manifester publiquement son opposition à la politique de l'O.L.P. Il bénéficia des encouragements des autorités israéliennes. Il serait cependant erroné d'en conclure qu'il exerce une grande influence. Jusqu'à présent, ses représentants attendent l'issue

de la conférence du Caire. Si elle débouche sur de vrais progrès, on peut s'attendre qu'ils se montreront plus favorables à soutenir la politique de l'O.L.P., notamment dans des villes importantes comme Naplouse, Hebron et Gaza.

Mais il ne faut pas non plus minimiser l'influence de ces éléments que l'on désigne habituellement sous le nom de « chefs traditionnels ». Certaines personnalités politiques, notamment parmi les maires, ont tendance à négliger leur importance en prenant argument des résultats des élections municipales où ceux desquelles ces mêmes chefs traditionnels n'avaient pas réussi à obtenir le soutien populaire. Ce raisonnement néglige le fait qu'ils exercent une grande influence dans les campagnes, où la majorité des paysans n'ont pas participé aux élections municipales.

Toutefois, le Mouvement national sur la rive occidentale qui fait partie de l'O.L.P. est encore le plus fort et le plus important. Récemment, vingt maires sur vingt-cinq, de concert avec des représentants des syndicats, des personnalités religieuses et d'autres institutions, ont signé un communiqué par lequel ils exprimaient leur désaccord sur la visite de M. Sadate en Israël et leur appui à la politique de l'O.L.P. De plus, la rue est encore contrôlée par les étudiants et autres jeunes favorables à l'O.L.P.

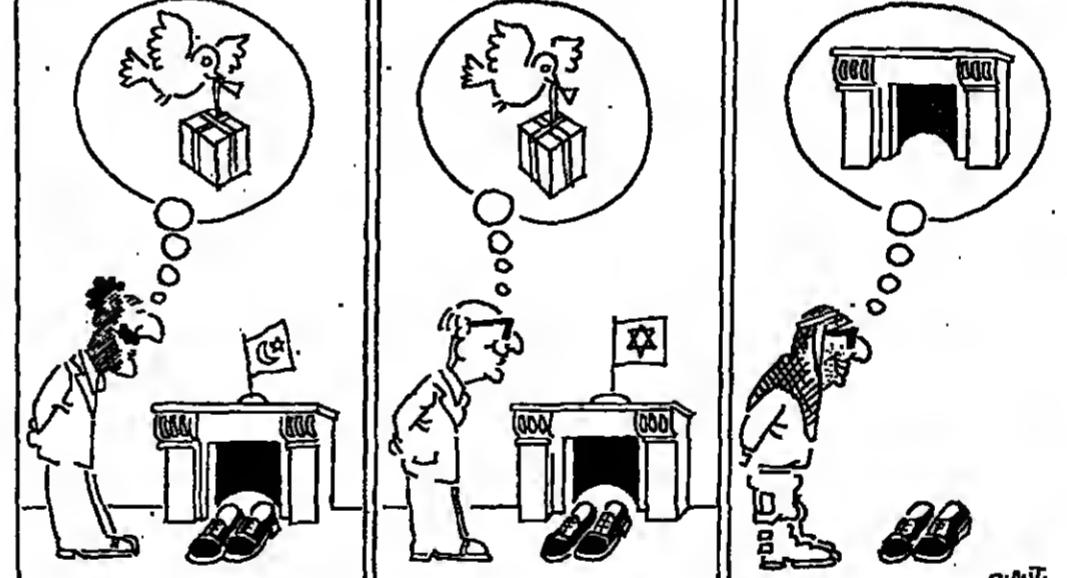
« Nous voulons manger nos raisins... »

MAIS on ne saurait négliger l'impact des nouveaux développements dans le recherche d'un règlement du conflit du Proche-Orient. Dans les territoires occupés, l'opinion des Palestiniens peut se résumer dans cette remarque que nous faisons un simple paysan : « Nous voulons manger nos raisins, nous ne voulons pas avoir à nous quereller avec des gardiens » ; ou, d'autres termes, ce qu'ils souhaitent, c'est d'être libérés de l'occupation, peu importe comment. Mais, en même temps, ils mettent en doute la sincérité et l'efficacité de la méthode chocante par laquelle Sadate, notamment parmi qu'ils dépendent un peu trop des bons offices du gouvernement américain. En général, les Palestiniens se méfient beaucoup de la politique américaine au Proche-Orient. Ces soupçons s'expriment presque quotidiennement dans le pressse arabe de la rive occidentale ou dans les déclarations de maires importants, en particulier ceux de Ramallah, Naplouse et Tulkarem.

Les Palestiniens des territoires occupés ne se laissent pas fasciner par les mots et autres, sont partis travailler dans les pays voisins.

Les espérances éveillées par la visite du président égyptien en Israël se sont estompées quand les Palestiniens ont constaté que celle-ci ne changeait rien aux pratiques des autorités israéliennes. Dans le village de Nabi-Saïd, 450 douars (1) ont été confisqués le jour même où le président Sadate fut reçu à Jérusalem. Ce sont de tels procédés, malheureusement fréquents, qui fortement déterminent le manière de penser des habitants de la rive occidentale. Et, dans ces conditions, leurs doutes s'eggarent.

* Journaliste palestinien de Cisjordanie.



PARATROOPERS

Un film de Yehuda Judd Ne'eman

Il existe des films antimilitaristes bien plus violents, bien mieux construits. L'intérêt de Paratroopers cependant est de mettre en question, de l'intérieur, la réputation quasi mythique de Tsahal, l'armée israélienne.

Depuis trente ans, les guerres du Proche-Orient ainsi que des opérations spectaculaires comme l'intervention à Entebbe ont contribué dans les médias occidentaux à dessiner l'image d'une armée sans peur et sans reproches. Le cinéma américain y a largement aidé, dans des films passionnément étonnés comme Rosebud (1974), d'Otto Preminger (1) ou Violent à Entebbe (1976) de Marvin Chomsky.

Paratroopers démonte, quant à lui, le climat qui règne dans les camps d'entraînement des jeunes volontaires parachutistes. Le réalisateur, Yehuda Judd Ne'eman, membre du Sheli, et lui-même servi dans le corps des parachutistes durant la guerre de six jours en 1967. L'œuvre de fiction lui offre l'occasion de décrire la vie quotidienne dans un campement où les nouvelles recrues reçoivent leur première instruction. Sous prétexte qu'Israël a encore des guerres à gagner, les officiers exigent de leurs hommes des efforts absurdes, humiliants et inhumains. Les mythes de la fraternisation avec les officiers ou de la motivation émotionnelle des soldats, entre autres, s'effondrent. L'armée qui nous est présentée se pâle aux rires militaires de la plupart des armées du monde : grâces déments et indiscutables, priorité de la discipline, valorisation des qualités physiques, corvées, punitions... Le tout démonte dans une vulgarité troublante de machisme et de sexualité.

Qu'un soldat se montre, dans ce milieu, plus fragile que les autres et les brimades des officiers, les douleurs plesiométriques sexuelles de ses camarades ou les « passages à tabac » qu'il devra supporter le mettront dans un tel état psychologique qu'aux premières manœuvres il se tuera en suivant les ordres suicidaires de son supérieur. Dès lors, l'armée sera l'outil de solidarité ; on mentira à sa famille sur les circonstances de cette mort et on effectuera une enquête pour mieux lever l'officier de toute responsabilité. Envers les hommes qui se réjouissent devant ces procédés, on redoublera la discipline, les marches forcées, l'effort aveugle.

I. R.

(1) Voir « Regards sur le récit », dans le Monde diplomatique de juin 1975.
POUR DES PROJECTIONS-DEBATS
Paratroopers, réal. : Yehuda Judd Ne'eman, 1977, couleur, scopé, 90 min.
Diffusion : EME-Films, 93, avenue du Général-Leclerc, 75014 Paris. Tel. : 540-30-30 et 540-30-38.

Le Monde réalise chaque semaine

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

RÉSERVÉE AUX LECTEURS RÉSIDANT À L'ÉTRANGER

Numéro spécimen

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS, Cedex 09

*A la lumière de la guerre civile au Liban***L'ALLIANCE CONFLICTUELLE ENTRE LA SYRIE
ET LES PALESTINIENS**

L'INTERVENTION militaire syrienne en faveur de la droite libanaise, au cours de l'été 1976, avait dressé les Palestiniens contre le régime de Damas. Aujourd'hui, l'Organisation de la Palestine (O.P.L.) compte la Syrie parmi ses plus fermes soutiens face aux initiatives égyptiennes et israéliennes. Ces derniers facteurs ont déjà entraîné à pourvoir le président Assad à intensifier sa politique dans un sens favorable à l'O.P.L. avant que le chef du gouvernement égyptien prenne la décision de se rendre à Jérusalem : l'attitude agressive de la droite libanaise et son alliance avec Israël au Sud-Liban, et les conséquences de la victoire électorale du Likoud qui compliquent les perspectives d'un règlement de paix négocié, et aussi le discret chantage financier exercé par l'Arabie Saoudite.

Mais ce nouveau retourment d'alliance de la part de Damas s'est trouvé limité par les méfiances accumulées de part et d'autre et par la volonté syrienne de tenir la balance entre les deux protagonistes libanais. Les Palestiniens réussirent à mettre fin aux hostilités au Liban, ce qui leur a valu une certaine popularité parmi les chrétiens et surtout parmi les musulmans, mais le « gel » de la situation a entrainé la paralysie de leur politique. Ils n'ont pu résoudre les problèmes fondamentaux qu'ils avaient conduits à la guerre civile, ni atteindre les objectifs qu'ils étaient fixés en intervenant militairement.

Ainsi, la plupart de leurs tentatives visant à faire passer les Palestiniens sous leur coupe ont-elles été battues en brèche. Leurs efforts pour imposer la Syrie pro-syrienne à la direction de l'O.P.L. se sont heurtés à l'habileté

manœuvrière de M. Arafat et de ses amis et à des pressions extérieures, notamment saoudiennes (1). Dès lors, le régime syrien s'est employé à circonscrire l'implantation palestinienne au Liban, où l'O.P.L. et ses alliés locaux avaient été conduits à se substituer dans une large mesure à l'Etat. C'est de ce rôle qu'il l'exerce syrien, soit Beyrouth investit, a voulu dessaisir la centrale palestinienne. Il interdit le déplacement de ses forces armées hors des camps de réfugiés, exige et obtint la fermeture des bureaux palestiniens installés dans les quartiers populaires, demanda le respect des accords de l'armistice des armées lourdes et insista pour l'application des accords du Caire de 1969 régissant la présence de la résistance au Liban, particulièrement dans le Sud.

Dans un premier temps, l'opération se solda par un demi-succès. L'O.P.L. cédant dans un terrain mais conservant la majeure partie de son artillerie et de ses arsenaux. Ensuite, tout au long de l'année 1977, le régime syrien devait moduler ses exigences selon les rebondissements politiques et la situation militaire dans le Sud-Liban par Israël et la droite chrétienne. Ce mouvement de balancier ne l'a pas empêché, toutefois, de pour-

suivre ses efforts visant à diviser le mouvement palestinien à son profit.

Par exemple, utilisant les liens privilégiés du F.F.L.P. (2) avec l'Union soviétique, Syria a maintenu de bonnes relations avec ce mouvement et tenté de jouter cette carte contre les autres formations de la résistance. Plus significative est la scission qu'elle a provoquée au sein du F.F.L.P.-C.G. (3) et qui conduit à l'affrontement entre les deux ailes de cette formation, l'une qui était favorable et l'autre hostile. Syria a alors commencé à combattre la Force arabe de défense (F.A.D.), composée en grande majorité de troupes syriennes, a procédé le 10 février à l'enfermement des camps palestiniens de Beyrouth.

Le principal prétexte d'intervention a cependant été fourni par les tentatives répétées de rétablir la Salka dans les positions qu'elle occupait et dont elle avait été violemment expulsée au moment où les troupes du président Assad franchissaient la frontière libanaise. Des formations palestiniennes, notamment celles appartenant au Front du refus, se sont opposées sans relâche à cette réintroduction.

Opération de division de la gauche

PLUS d'un an après l'occupation du P-Liban, le régime de Damas n'avait donc pas réussi à éliminer un seul des mouvements palestiniens qui lui étaient ouvertement hostiles. Sa tentative pour séparer l'O.P.L. de ses alliés locaux, groupés au sein du

Mouvement national libanais, n'a pas davantage de succès. Par contre, la Syrie est parvenue à semer des gerbes de division à l'intérieur de ce dernier, notamment la Front socialiste progressiste (F.S.P.), dirigé par M. Walid Joumblat, à se joindre au Front national pro-syrien créé le 12 septembre. Opération qui fut également sans succès l'assassinat le 16 mars, de Kamal Jumblat, dont l'hostilité à l'intervention de Damas au Liban ne s'était jamais démentie. C'est d'autre part sous prétexte de mettre un terme aux révoltes de défenseurs contre les chiites de la région, à la suite de cette disparition que plusieurs hommes de la F.A.D. avaient investi le Chouf, fief du principal dirigeant de la gauche libanaise. Le terrains occupé il fallut bien six mois pour contrôler le fils de Kamal Jumblat à soucire à un accord qu'il ne pouvait accepter qu'à contre-cœur. Une tactique similaire a été suivie à l'égard d'une autre organisation appartenant au mouvement national, le Parti populaire social-démocrate (P.P.S.), implanté dans le Koura, région qui avait été investie durant la guerre civile par la droite. En en reprenant le contrôle et en permettant le retour des habitants qui avaient fui par crainte des représailles, l'armée syrienne se donna de puissants moyens de pression pour se rapprocher du P.P.S. Une émission officielle du Mouvement national libanais, qui aurait rencontré le succès important de la Syrie dans la vie politique libanaise et qui aurait probablement isolé le parti communiste, de l'O.A.C.L. (4), des Mourabitoun (5) et du Basz pro-irakien, n'a finalement été empêchée que par l'annonce du voyage du président Sadat à Jérusalem.

Au Liban, le régime de Damas ne s'est pas borné à diviser le Mouvement national. Il a aussi cherché à manipuler les personnalités dont l'abilité était manifeste. Après avoir été victime de trois tentatives d'assassinat, M. Raymond Edde a été contraint à l'exil. Les émissaires du président Assad ont été chargés de la tâche difficile de remettre en selle les directions politiques musulmanes traditionnelles que la guerre avait plus ou moins rejetées à l'écart. A Tripoli, dans le nord du pays, où les troupes syriennes se comportent en armée d'ordre et contraintent la gauche à la clandestinité, l'ordre n'a été cordiale ni avec M. Rachid Karamé, dirigeant local important et ancien premier ministre, ni avec M. Farouk Mokdad, son jeune rival. Dans le Sud, chaque fois que les relations s'amélioraient avec l'imam Moussa Sadr, chef spirituel et politique des musulmans chiites, elles se dégradent avec M. Kamel El Assad, dirigeant fidéal également

chrétien. Plus généralement, les représentants d'un ordre que la guerre avait brutalement éprouvé quelque peine à jouer leur rôle, alors que ne dessinaient aucune solution à la crise interne libanaise.

La Syrie n'a pas plus de relations avec ses supporters avec la droite chrétienne qui s'était d'abord placée ostensiblement sous sa protection. Une fois le danger de la défaite écarté, sa fierté ancestrale a resurgi à l'égard de ce voisin entreprenant, bien que les troupes syriennes aient su faire preuve, en « pays chrétien », d'une mansuétude qu'elles n'accordaient pas au camp adverse.

L'occupation s'y fait, ici plus légitimement, de vastes régions échappant même complètement au contrôle des hommes de Damas. La droite a pu poursuivre l'entraînement de ses combattants, allant jusqu'à organiser des parades à la suite de chaque nouvelle promotion. Alors que les accrochages militaires entre Syriens et Palestiniens étaient normalement couronnés d'un affrontement sanglant dans la région de Bécharre, a opposé la F.A.D. aux combattants de la droite. Longtemps, la censure s'est exercée de façon beaucoup plus souple pour les journaux conservateurs, et la station émettrice d'Amchit, située en zone chrétienne, n'a pas cessé de fonctionner. La droite a continué de prélever des impôts et la construction de l'aéroport de Hamat, dans la région d'El-Broum, a été tranquillement achevée.

Dans ces conditions, la droite libanaise a pu relancer la guerre civile sur le seul terrain encore incontrôlé, le Sud-Liban, concrètement, à cette occasion, son alliance avec Israël. Le Sud continuait, en effet, d'abriter les camps d'entraînement de la résistance palestinienne et du Mouvement national.

Le 15 février, trois mois après l'entrée des troupes étrangères à Beyrouth, les milices chrétiennes soutenues par l'artillerie israélienne, lancèrent une offensive qui allait leur permettre de contrôler, en quelques jours, la quasi-totalité de la région

Face aux initiatives égyptiennes

L'INITIATIVE du président Sadat a été venue bouleverser les données du problème. L'occupation du Liban par l'armée syrienne n'avait été possible que grâce à l'appui de l'Arabie Saoudite, cette conférence ayant été marquée par la réconciliation du Caire et de Damas, dont la querelle ouverte datait de la signature de l'Egypte, le 3 septembre 1973, du deuxième accord de dégagement des forces dans le Sinaï. En décidant de se rendre à Jérusalem, le président Sadat rompt, pour la seconde fois, la fragile solidarité arabe restaurée non sans mal un an plus tôt.

Les conditions de la présence syrienne au Liban s'en sont trouvées modifiées. En particulier, la nécessité de recréer les liens avec l'O.P.L. et le F.F.L.P. a rendu la présence arabe totale, lors de la rencontre de Rayn, le 15 octobre 1976. Placée sous l'égide de l'Arabie Saoudite, cette conférence avait été marquée par la réconciliation du Caire et de Damas, dont la querelle ouverte datait de la signature de l'Egypte, le 3 septembre 1973, du deuxième accord de dégagement des forces dans le Sinaï. En décidant de se rendre à Jérusalem, le président Sadat rompt, pour la seconde fois, la fragile solidarité arabe restaurée non sans mal un an plus tôt.

Mais les mécanismes de l'alliance conflictuelle n'ont pas été détruits pour autant. Ainsi, au lendemain de l'annexion du voyage à Jérusalem, Damas a une fois de plus, demandé à l'ordre de retrier ses troupes du Sud-Liban pour en faire partie d'Israël, tout prétendant à la possibilité d'une offensive militaire déjà largement engagée. Conscients de leur relative position de force, les Palestiniens ont cependant refusé de se plier à cette condition. Ne faisant plus de ce retrait un préalable, la Syrie s'est alors décidée à déclencher une campagne commune d'opposition à la politique du président égyptien.

Dans la méfiance réciproque,

frontalière. S'ils avaient réussi à consolider leurs positions, les combattants phalangistes auraient résolu le problème de la lutte arabo-palestinienne en éliminant les factions du sud, dont ils disposaient pour attaquer Israël. Par la même occasion, en introduisant directement l'Etat israélien dans le jeu d'alliances, ils montraient à Damas qu'il lui fallait désormais tenir compte d'un contre-poids à son autorité.

C'était plus que ne pouvait accepter la Syrie, certes déterminée à contrôler les Palestiniens mais peu désireuse de laisser la droite jouer les forces tampons et prendre une trop large autonomie. D'où le prudent retournement d'alliance opéré par le régime du président Assad. Dès le mois d'avril, il permit à des forces palestiniennes de transiter par le territoire syrien pour aller renforcer les positions du Sud. Mieux, il ordonna à la Salka de participer à l'offensive qui se soldera par le reflux des troupes de droite et le rétablissement de la situation antérieure. Dès lors la guerre du Sud, marquée par un engagement croissant des forces israéliennes, ne va pratiquement plus connaître de répit.

Le 9 août, M. Begin fait monter les enchères en reconnaissant publiquement que son pays apporte une aide directe et importante au régime syrien. L'occupation s'y fait plus massive, le contrôle plus sévère, la censure plus taillonnée. Ces rebondissements poussent insensiblement la Syrie à se prévaloir de sa nouvelle politique pour tenter de gagner la confiance des Palestiniens et les amener à accepter plus rapidement son autorité. Mais ceux-ci, malgré une apparente amélioration de leurs relations avec Damas, sont demeurés réservés à l'égard d'un régime qui avait fait donner son artillerie contre eux et qui, depuis, encercle de ses blindés les camps de réfugiés.

Le 10 février, trois mois après l'entrée des troupes étrangères à Beyrouth, les milices chrétiennes soutenues par l'artillerie israélienne, lancèrent une offensive qui allait leur permettre de contrôler, en quelques jours, la quasi-totalité de la région

Face aux initiatives égyptiennes

L'alliance entre l'O.P.L. et la Syrie a été ainsi quelque peu restaurée. Jusqu'à quand ? Elle a des chances de durer tant que les deux parties resteront exclues d'un règlement de l'affaire. Pour M. Assaf, comme pour M. Arafat, la solution négociée reste la seule perspective de sortie du conflit du Proche-Orient. Ils sont l'un et l'autre engagés dans une stratégie qui ne diffère pas, quant au fond, de celle de M. Sadat. Mais ce dernier, en prenant de l'avance sur eux, en faisant cavalier seul et en reconnaissant pratiquement l'Etat d'Israël sans contrepartie, les a placés dans une dangereuse position d'isolement et a fait surgir le spectre d'un règlement séparé. Le front qu'ils ont alors été amenés à constituer à Tripoli avec les Etats et les mouvements hostiles à un règlement négocié s'explique par des nécessités tactiques.

Mais ce rapprochement est loin de correspondre à une modification profonde de stratégie. Il n'est pas pour la Syrie ni pour l'O.P.L. de ne pas être question de se ranger de façon durable dans le camp du Front de refus arabe. D'un autre côté, ils ne peuvent se joindre à la négociation — au risque de provoquer une profonde crise avec les pays réunis à Tripoli et, probablement, un éclatement fatal de la centrale palestinienne — que s'ils obtiennent l'assurance de substantielles concessions israéliennes concernant la Cisjordanie et le Golon. Si tel est effectivement le cas, cette situation d'attente inconfortable qui favorise le rapprochement actuel de l'O.P.L. et de la Syrie.

L'initiative du président Sadat pourra aussi avoir pour conséquence de mettre une fin brutale à l'impasse libanaise. L'alliance fragile entre l'O.P.L. et la Syrie se consoliderait si des propositions acceptables visant à inclure l'une et l'autre dans un règlement de paix étaient avancées. Par contre, elle volerait en éclat — entraînant la fin sanglante de la guerre civile libanaise — si des perspectives étaient ouvertes au seul M. Assaf et au seul M. Assaf. Car, en réalité, il y a peu plus d'un an, la guerre civile et les multiples luttes d'influence qui l'ont accompagnée n'ont pas connu leur terme final : elles ont simplement été interrompues. La relance de la négociation israélo-arabe remet donc en danger le Liban et les populations qu'il abrite.

(1) Le projet ne semble pas tout à fait abandonné, comme l'indique la déclaration récente de M. Zochair Mohsen, chef de la Salka : « Nous sommes convaincus que l'Egypte doit rester à la tête de l'O.P.L. dès lors qu'il a accepté de se soumettre à la régulation de la grande majorité de la population. » (Le Monde du 3 décembre 1977).

(2) Front démocratique pour la libération de la Palestine dirigé par M. Naser Khatib.

(3) Le Front populaire pour la libération de la Palestine - Commandement général est une formation appartenant à l'ordre du Sud. La scission favorable à la Syrie a été causée par l'ordre d'Abdel Jibril lui-même, chef du F.P.L.C. La majorité est cependant restée fidèle à ses positions antérieures de l'organisation.

(4) L'Organisation d'action communiste du Liban dépend des positions très proches de celles du parti communiste dont elle est partiellement issue.

(5) Le Mourabitoun constitue une organisation d'obéissance pascale dirigée par M. Ibrahim Kholil. En dépit de multiples tentatives, la Syrie n'a pas réussi à se les rallier.

« La Syrie, le rêve et la rupture »**Un livre de Claude Palazzoli**

MARQUEE dans les années 50 et 60 par « le radicalisme et la violence, l'instabilité et les déchirures », la Syrie est-elle devenue depuis 1970 un Etat « assagi », qui réhabilite la libre entreprise, « tire » avec les monarchies arabes et met au pas les fedayin palestiniens ? Après le rêve, serait-ce donc la rupture ? (1).

Ancien professeur aux universités de Beyrouth et de Damas, Claude Palazzoli sait admirablement dépeindre l'ambiance dans laquelle a baigné toute Syrie au début des années 50 et 60 par le radicalisme et la violence, l'instabilité et les déchirures, sources d'excellentes sources, l'auteur recense méthodiquement tous les feux qui pèsent sur la vie politique syrienne : citoyens, régions, ethniques, religieux, socio-économiques ; oppositions villes-campagnes, nomades-élevages. Il fournit de précieuses indications sur le passé et l'orientation idéologique de l'armée et du parti Baas, les différences entre ces deux institutions, il met en relief les constantes (interventionnisme des militaires) et les variations (alternances dictature-démocratie, conservatisme-progrès) de la politique ; il expose les conséquences positives des premières coups d'Etat militaires — qui ont préparé les conditions d'un transfert du pouvoir à d'autres forces, plus populaires — ; il analyse aussi les causes de l'union avec l'Egypte, puis de la sécession, et souligne le contrast entre les mérites de la politique économique du régime de Sélim Jadid (1966-1970) et le caractère « avantageux » de ses diplômés.

On regrettera aussi que certains aspects de l'évolution de la politique syrienne soient un peu escamotés : épeine le phénomène de la formation récente — pour la première fois dans l'histoire de la Syrie moderne — d'un appareil d'Etat centralisé et omniprésent et il efface. On comprend dès lors l'étonnement de l'auteur : « Comment concevoir qu'un peu au-delà d'années l'impétueuse Syrie est ce point changé, vieilli ? » L'intervention syrienne au Liban, en 1976, est présentée comme une « faute » du président Assad, qui serait tombé dans un « piège », sans que l'auteur tienne grand compte du « grand dessin national » poursuivi par Damas depuis 1970 pour rassembler sous son égide les membres épars de la Grande Syrie historique (Liban, Palestine et Jordanie).

Le régime de Hafez el-Assad n'a sans doute pas abandonné le rêve unique. Mais les hommes d'Etat ont succédé aux chefs révolutionnaires...

MARC YARED.

(1) Claude Palazzoli, *Le Rêve et la Rupture*, Editions Le Sycomore, 72, rue du Château-d'Eau, 75010 Paris. 1977. 233 pages, 47 F.

ÉTUDES POLÉMOLOGIQUES**N° 22 — OCTOBRE 1976 - JANVIER 1977**

Président-Fondateur : Gaston BOUTROUL
Secrétaire Général : René CARRÈRE

- Gaston BOUTROUL et René CARRÈRE : La violence mondiale de 1968 à 1976 : de la paix à la guerre et de la guerre à la paix.
- Louis GERMAIN : L'Amérique latine et les situations belligérantes (avec séquence prospective 1977-2007).

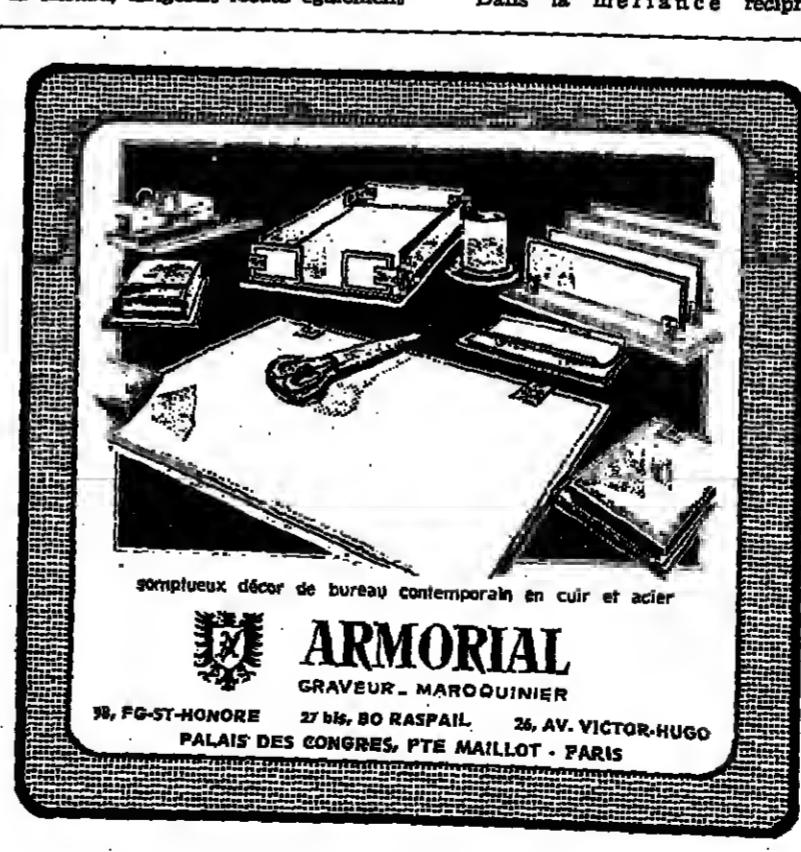
Un projet de recherche 1978-1979
et de livre de l'I.F.P. :

LE CHAMP DE LA GUERRE ET DE LA PAIX

Ides origines de l'humanité à 1978, avec notamment quatre mille guerres et révoltes, d'Alexandre le Grand à Mao Tse-tung, analysées avec ordinateur.

Le numéro (120 pages) : 15 F français (franchise d'expédition comprise). Envoyé sur demande (avec mandat ou chèque de 15 F français) adressé à :

INSTITUT FRANÇAIS DE POLEMOCOLOGIE
Hôtel national des Invalides
129, rue de Grenelle, 75007 PARIS



كتاب من الأصل

Politique et littérature

LA POÉSIE PALESTINIENNE ENTRE LA BLESSURE ET LE RÊVE DE LA TERRE

Par TAHAR BEN JELLOUN

« Je suis venu d'une famille d'argile et du verre. Amen » sur les épaules du passé j'avais un rêve, une mère j'avais un sac d'étoiles je me sens à l'exportation des promesses d'une femme blessée je suis sorti de la déchirure d'un être (...) » (1).

C'ELUI qui parle est un soldat, un combattant des sables, né sous la tente, dans un camp de réfugiés, avec une identité vacillante, une identité à reconquérir, un nom à porter et à défendre. C'est un enfant de la blessure et du rêve. Un rêve fou : une patrie, une terre et l'amour. Le soldat est aussi narrateur. C'est la voix de Mahmoud Darwich, poète de la résistance palestinienne.

La poésie palestinienne est contemporaine du temps brutal et de l'histoire falsifiée. Le peuple palestinien, expulsé de sa terre, disséminé entre les tentes noires et le désespoir, tôt devient la voix. Pas uniquement pour clamer des discours, mais aussi pour dire le quotidien de la mémoire entassée dans les camps, dire le rêve urgent, celui d'échapper.

Aucun peuple n'a vécu sans poésie. Le peuple palestinien, peut-être plus que tout autre peuple, a misé la poésie à la lutte pour la survie, au combat militaire, à la résistance. C'est ce qui explique que la poésie palestinienne est d'abord un outil de combat qui se soucie peu des modes littéraires.

« O nuit Laisse le prisonnier terminer ses lamentations Ne crois pas que c'est la peur qui me fait perdre les larmes Je pleure sur ma patrie et sur les enfants que j'ai laissés à la maison Qui les nourritra après moi alors que mes deux frères sont morts ont été pendus. »

Dans *Chronique de la douleur palestinienne*, Mahmoud Darwich, répon-

dant à la poétesse Fadwa Touqan, auteur de *Je ne pleurerai pas*, lui dit :

« Nous n'isons pas, c'est Jésus des nouveau-nés. C'est pourquoi notre passion ne s'est pas émiettée entre les chaînes voici vingt ans, ô ma sœur que nous n'écrivons pas des poèmes mais que nous combattions. »

(1) *Le Platine du soldat eloquent*, poème paru dans Afrique-Afro, n° 98, traduit de l'arabe par T.B.J.

(2) Abdellatif Laabi, la Poésie palestinienne de combat, éd. P.J. Oswald, Paris/Atlanta, Casablanca, 1970.

(3) Rashed Bessina, mort accidentellement l'avenant de son père, est un poète qui appartient à plusieurs courants de la poésie palestinienne. Il était très malade et mourut. Après sa mort, Mahmoud Darwich écrivit un long poème à sa mémoire. Il dit de lui :

« Depuis vingt ans il jette sa chair à l'oiseau, aux poisons il la jette dans toutes les directions. Il était un champ de mats et de terre il n'atteint pas l'école il aimait la prose et la poésie Il était facile comme l'eau simple comme le dîner du pauvre. »

(4) Le tirage des recueils de Darwich dépasse généralement dix mille exemplaires.

CARNET DES AMBASSADES

• M. Said Abdallah Salman, ambassadeur des Emirats arabes, a offert une réception le 1^{er} décembre à l'occasion de la fête nationale.

• L'Association des amis français albaniens a organisé une journée de l'amitié franco-albanaise le 3 décembre à la salle Wagram, en présence de M. Dhahbour, ambassadeur de la République populaire socialiste d'Albanie en France.

• A l'occasion de la visite de M. Jorge Diaz Serrano, directeur général des pétroles mexicains, l'ambassadeur du Mexique et Mme Flores de la Pena ont donné une réception la

6 décembre dans les salons de l'am-

basade.

• M. Appagny Tanoe, ambassadeur de Côte-d'Ivoire en France, a offert une réception le 7 décembre à l'occasion du dix-septième anniversaire de la proclamation de l'indépendance.

• Le chargé d'affaires du Kenya et Mme Simata ont donné une réception le 12 décembre à l'occasion de leur arrivée à Paris.

• A l'occasion de son départ, M. André Gullalbert, ambassadeur du Sénégal, a offert une réception le 13 décembre.

• Pour fêter leur retour à Paris, l'ambassadeur de Norvège et

Pour Samih Al Qassim, poète des territoires occupés, la poésie n'est pas seulement un combat, c'est aussi le souffle de la vie. « Le poème pour moi c'est... je suis vivant, j'écris », écrit-il. Existe-t-il dans les poèmes laissantes semées par les anciens être de la terre, être la terre même, c'est cela la grâce de l'identité. Samih Al Qassim, né en 1939 à Zarqa, rive orientale du Jourdain, n'a pas quitté la terre de ses ancêtres. Il a refusé l'exil, et a fait de ce refus une résistance et un combat. Il dit : « La mère symbolise les Arabes et a été restée à l'intérieur du pays ». Son premier recueil — en vers rimés — a paru en 1958. Son titre : *Cortège du soleil*. Mais c'est avec la défaite de juin 1967 que la poésie palestinienne a jailli comme l'urgence d'une nouvelle naissance. « Le 5 juin 67, je suis sorti de ma poésie », dit Samih Al Qassim. Il écrit :

« Le cinq du mois de juin dernier nous avons retrouvé à la mort toutes nos diplomatiques le cinq du mois de juin dernier nous avons débarrassé le vent occidental de toutes les décorations entachées du sang des enfants et de la honte Ides décembres (...) mais pour que tout le monde (comprenez ce que j'ai dit je suis reparti le 5 juin dernier nous sommes revenus au monde. »

Avec cette génération de poètes palestiniens, nous sommes loin du courant pessimiste et lyrique de la poésie arabe en général. Il y a là plus qu'un appel à la résistance ; il y a la naissance d'un homme arabe nouveau. L'œuvre du refus qui martèle les mots dans la violence de l'histoire, l'histoire d'une révolution.

La réalité des camps et de l'exclusion, le vécu de la blessure et de la brutalité, imposent au poète palestinien la rupture avec la rhétorique classique et le refus de la lamentation. C'est une poésie qui se démarque d'un passé récent ou lointain, empreint de nostalgie ; elle ne fait pas de concessions et le travail de l'écriture de nature ne signifie pas l'abandon du patrimoine populaire. Au contraire, un poète comme Al Qassim a su revitaliser et intégrer ce patrimoine menacé de disparition dans cette nouvelle vision. C'est ce que fit, avec la même exigence, Tawfiq Az Zayad, qui fut aussi et resté à Galilée. Il n'a pas quitté sa terre. Il a voulu être, avec son peuple,

« gardiens de l'ombre des arbres, des pierres (...) dit-il, dans l'ombre des marronniers, à ceux qui tentent de le déloger : »

« Nous sermons les idées comme la hiver dans la pâle

nos nerfs sont de glace mais nos corps expulsent le feu si nous avons soif nous presserons les pierres

nos mangerais de la terra si nous avons faim MAIS NOUS NE PARTIRONS PAS et nous ne serons pas avares de notre sang

Ici nous avons un passé (un présent) Ici est notre avenir. »

Fadwa Touqan est née à Naplouse où elle resta, après l'occupation de 1967. Témoin de la défaite et objet de l'humiliation quotidienne, elle dit de la blessure évidente et insiste sur la haine qu'on a déposée dans son corps : « O ma haine terrible, tis ont tiré l'amour en moi tis ont transformé le sang de mes veines en glycérine et goudron. »

Mme Heralia Vogt a offert un cocktail le 14 décembre.

• Le directeur du bureau d'information des Commissariats européens et Mme François Fontaine ont donné une réception le 18 décembre.

• A l'occasion de l'anniversaire du roi Bir Bikram Shah Dev, l'ambassadeur du Népal et Mme T.N. Upali ont offert une réception le 23 décembre.

Nécrologie

• On annonce la mort de M. David Bruce, ancien ambassadeur des Etats-Unis à Paris, survenu à Washington le 5 décembre.

Mme Heralia Vogt a offert un cocktail le 14 décembre.

• M. Appagny Tanoe, ambassadeur de Côte-d'Ivoire en France, a offert une réception le 7 décembre à l'occasion du dix-septième anniversaire de la proclamation de l'indépendance.

• Le chargé d'affaires du Kenya et Mme Simata ont donné une réception le 12 décembre à l'occasion de leur arrivée à Paris.

• A l'occasion de son départ, M. André Gullalbert, ambassadeur du Sénégal, a offert une réception le 13 décembre.

• Pour fêter leur retour à Paris, l'ambassadeur de Norvège et

On reprocha à un certain moment à Mahmoud Darwich d'avoir quitté les territoires occupés. Il partit pour un an à Moscou puis revint s'installer à Beyrouth, où il dirige aujourd'hui la revue *Choufane Falas-*

tenia, qu'édite le centre de recherches de l'OLP. Tout à fait à ses débuts, Darwich avait écrit un poème *Carte d'identité*, devenu l'un des poèmes les plus célèbres de la poésie palesti-

enne :

« Inscris je suis arabe je suis enfant et je ne viendrai après l'être à ton bras-tu en colère ? Je suis arabe je travaille avec mes camarades de peine dans une carrière j'ai huit enfants je leur arrache du roc le pain les habits et les cahiers et je ne viens pas mendier à ta porte et tu ne penses pas devant les dalles de ton seuil te mettras-tu en colère ? (...) et j'aimerai par-dessus tout l'huile d'olive et le thym mon adresse : je suis d'un village perdu...oublié aux rues sans nom et tous ses hommes... au champ comme à la carrière aimant le communisme te mettras-tu en colère ? (...) »

Dans ce poème, clair et direct, se reconnaît tout homme à l'identité confisquée, humilié par une autorité occupante. Poème triomphal, il rit de l'humiliation, mais aussi l'unité palestinienne ne s'était pas encore imposée au monde. Mahmoud Darwich considère que ce poème est aujourd'hui dépassé, dans sa forme comme dans son contenu. Quand le public le lui réclame lors d'un récital, il refuse de le dire et se met en colère, car il sent particulièrement que ce ce n'est pas assez. Continuer à le chanter serait de faire un combat de l'évolution de la résistance, de son avenir.

Les derniers textes de Mahmoud Darwich déconcertent ceux qui s'attendent à trouver une poésie de résistance classique avec des slogans et des morceaux de bravoure. Mahmoud Darwich, devenu en quelque sorte l'*« ambassadeur du rêve palestinien »*,

a su éviter le piège de l'événementiel et du circonstanciel. Non seulement il a contribué à donner à la poésie palestinienne de nouvelles dimensions, mais il a également, au même titre que le poète syrien Adonis, à la révolution de la poésie arabe d'aujourd'hui. Riche et difficile, complexe et très élaborée, la poésie de Darwich dépasse de loin le cadre d'une poésie de résistance et s'impose à l'avant-garde de l'écriture arabe.

On ne peut pas en dire autant de la poésie de Mohsen Bakkouche, connue pour son art du récit. Il est né au Liban et a vécu la guerre civile du Liban et a été témoin de la chute de Tell-Ez-Zatar. Cette présence sur les lieux de la tragédie l'a incité à écrire quotidiennement des poèmes dans le courant du réalisme symbolique.

Les camps et les massacres

La jeune génération celle qui s'affirme en ce moment, ne tranche pas beaucoup sur le groupe Qassim-Touqan-Darwich. Elle n'a pas plus d'ancrage dans le processus de refus et de rupture avec la poésie arabe classique. Disons que ces voix nouvelles ont tendance à politiser encore plus leurs écrits.

Khaled Abou Khaled, né en 1944 en Ghazella, travaille avec initiative la structure du poème. Sa démarche voudrait répondre à ses convictions marxistes. Ayant vécu et étudié au Caire, on sent encore dans sa poésie

l'héritage des deux poètes égyptiens qui ont marqué la génération des années 60, Abd Assabour et Ahmed Higazy.

Voix paysanne, Khaled Abou Khaled ne s'écarte pas des thèmes constants de la poésie palestinienne : la terre, le retour. La terre chanlée par lyrisme. Un chant à plusieurs voix, une façon de dire la complexité d'un vécu quotidien. Ce poème est, dans le sens le plus large, un poème de la simplicité et de la sincérité, celle de la lucidité qui nomme les choses, comme dans cet extrait d'un voyageur :

« Vers toi, je suis importé par l'oiseau de la nostalgie qui s'empare d'un petit ruisseau et d'une branche d'olivier où reposent ses ailes la derrière une saison de verdure... »

« Ces temps cruels, entendront-ils un jour la voix d'un sage annonçant l'approche de notre Jérusalem ? »

Autour de cinq recueils, Khaled Abou Khaled va de publier *Naïs*, poème sur le massacre d'Abou Kader, un poème sur la guerre civile du Liban, où il était parmi les combattants.

Ahmed Dhabbour est, sans conteste, la révélation de ces dernières années. Certains le considèrent comme le nouveau Darwich. Après le massacre de 1970 à Amman, il publia *Karibah*, un des plus beaux textes de cette période.

Il a été écrit dans un camp de réfugiés libanais. Il a été publié dans *Le poème et la poésie* et dans *Le poème et la poésie*.

« Ils sont partis... ils m'ont laissé sur le tronc du palmier je suis allé et j'ai traversé ses branches j'ai grandi avec elles et à mon tour, je prenais le vent qui caressait mes blessures : des casques des soldats, une patrie tombait en larmes des fenêtres du palais me parlaient les abolements un tour tombe sur la tête d'un enfant le cri d'une mère affligée elle célèbre l'entrée des Rois au village tranquille (...) »

« Abandonné à mes rêves brisés, je poussais dans la sève du palmier je suis devenu son parfum et son fruit... »

« Et si un jour ils veulent me brûler, je devrai descendre et je prends le vent à témoins... »

D'autres poètes méritent d'être connus, notamment May Saeq, qui n'a certes pas la force de Fadwa Touqan, mais qui est une des voix les plus percutantes. Il faut aussi citer Mourid Al Barghouthi, Sahr, Tahsin Al Badawi, etc. (3).

En Amman — la cinquantaine — une place à part. C'est un conteur. Un homme du peuple qui préfère raconter et parler plutôt qu'écrire. Il s'empare de l'événement et la raconte avec sensibilité et humour. Pour lui, un poème est une rencontre, rencontre avec la réalité qui se souvient dans le feu dans lequel il danse. Il connaît le poème de la terre, faites face à la fournaise qui ne se laisse plus berger par le nostalgique de Oum Kalsoum ou alors la démagogie et l'opportunisme d'un poète comme le Libanais Nizar Qabbani, connu pour chanter le corps

de la femme, mais qui a remplacé dans ses textes la femme par la Palestine.

Le public du monde arabe reste très attentif à la poésie palestinienne. Lors du dernier passage de Mahmoud Darwich (4) au Festival de Carthage (avec Adonis et Qabbani), le théâtre de plein air était archi-comble : plus de cinq mille auditeurs.

Concluant son anthologie, A. Laabi écrivait en 1970 : « Ainsi, faisant fil des frontières créées par l'occupant, par-dessus les rives et les rampes, les rafales des combattants, en même temps que les poèmes de Darwich et Qabbani, As Zand et de tous les poètes palestiniens se répondent nuit et jour en un dialogue hautement poétique et révolutionnaire. »

Parlant des enfants de 1948, Al Qassim dit :

« O mes frères bruns et nous étions un seul drapé O mes frères épiphiles et à mon poème malheureux nous avons toujours poursuivi l'oraison des justes il reste encore une ligne avant de boucler l'histoire. »

* Les poèmes de Darwich, Al Qassim, Touqan ont été traduits par A. Laabi. Les textes de Dhabbour et d'Abou Khaled l'ont été par Fayez Malaa.

OCCIDENTALE

du monde arabe ?

est financée conjointement par le FADES, la Banque mondiale, l'Arabie Saoudite et les Etats-Unis.

Par ailleurs, 850 kilomètres carrés de terres arables seront réaménagées sur les marécages qui bordent le Nil Blanc dans son cours supérieur. Ce gain provisoire de la réalisation du canal du Jonglei, dont le projet est à l'étude depuis 1964, devrait à drainer une partie des eaux du Nil Blanc dans cette zone où la moitié du cubage est perdue par évaporation, le canal long de 280 km, déversera chaque année dans le Nil 4 milliards de mètres cubes supplémentaires, dont une grande partie viendra alimenter les réserves de l'Egypte, dont le plus haut barrage d'Assouan. Son achèvement, prévu pour 1980, constitue un bon exemple de « joint venture » : financé par le FADES et un consortium de banques françaises, il doit être réalisé par la Société des grands travaux de Marseille qui a signé ce contrat de 26 millions de dollars en juillet 1976. Après que l'Egypte et le Soudan eurent conclu en 1975 l'accord de répartition des charges et du cubage, l'appel à la technologie occidentale, dont le coût est fixé par ceux-là mêmes qui la fournissent, ne permet donc pas aux pays concernés de contrôler la circulation des capitaux dont ils devront pourtant assurer le remboursement.

La sucrerie de Kenana, située au sud de la Chambre et destinée à produire 350 000 tonnes de sucre raffiné dès 1980, a réuni des investisseurs réalisés selon les propres termes du président Nemeiry, présente un autre exemple caractéristique de « joint venture » : une souple association entre le gouvernement soudanais, les capitaines arabes et la technologie occidentale par où se perçoivent les effets de la dépendance. Elle accompagne au capital de 100 millions de dollars la société constituée la Kenana Sugar Company*, dont le Soudan détient 40 % des actions, le Kuwait 23 %, l'Arabie Saoudite 17 % et la société anglaise Lombro, qui assure la direction d'ensemble du projet. 5,5 % des établissements financiers privés koweïtiens, soudanais et japonais y participent également (4). Des crédits extérieurs s'y joindront pour la réalisation des travaux. C'est ainsi que la société française Techimp, chargée de la construction de la raffinerie au coût de 120 millions de francs, a fait appel pour son financement à un consortium franco-japonais mené par le Crédit lyonnais et Nissho-Iwai et pour les études techniques à la société américaine Arsal. Par le biais des commandes de matériel à l'industrie française et du règlement des services de la société d'ingénierie, ces crédits reviennent pour l'essentiel à leur pays d'origine. Ainsi s'élabora un circuit financier particulièrement

avantageux pour le prêteur tandis qu'il alourdit un peu l'endettement du Soudan.

Toutes les réalisations techniques ou commerciales ont été attribuées par adjudication internationale et les Britanniques construisent les canalisations d'irrigation et les stations de pompage, les Autrichiens fournissent les pompes et Nissho-Iwai les chaudières

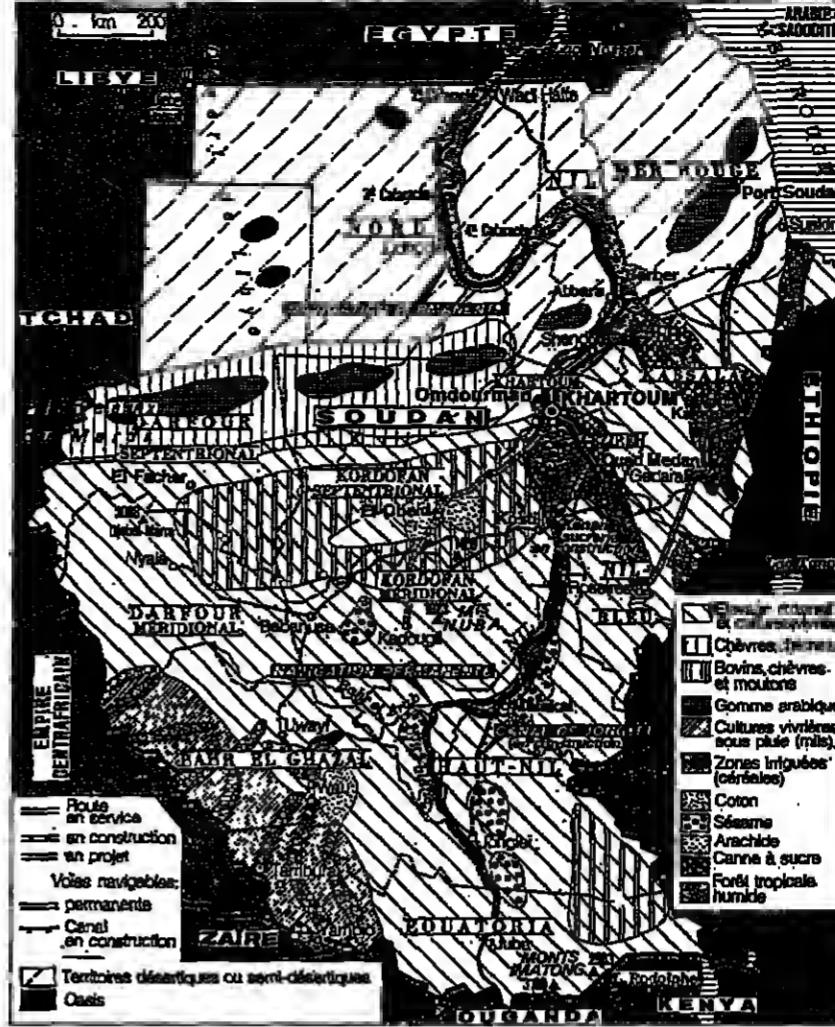
Endettement et dépendance

LES difficultés de trésorerie sont d'en effet l'obstacle majeur que doit affronter le Soudan. Déjà endetté au-delà d'un point limite, plus d'un milliard de dollars en 1976, pour le remboursement absorbe la moitié des ressources d'exportation. Les réserves en denrées dépendent rarement l'équivalent d'une moitié d'importations, et la relance des paiements connaît un déficit croissant depuis 1974.

Dans ces conditions critiques, le programme de développement établi par le FADES, qui représente un investissement de l'ordre de 6,5 milliards de dollars en dix ans, constitue un véritable défi aux pouvoirs concernés de contrôler la circulation des capitaux dont ils devront pourtant assurer le remboursement.

La sucrerie de Kenana, située au sud de la Chambre et destinée à produire 350 000 tonnes de sucre raffiné dès 1980, a réuni des investisseurs réalisés selon les propres termes du président Nemeiry, présente un autre exemple caractéristique de « joint venture » : une souple association entre le gouvernement soudanais, les capitaines arabes et la technologie occidentale par où se perçoivent les effets de la dépendance. Elle accompagne au capital de 100 millions de dollars la société constituée la Kenana Sugar Company*, dont le Soudan détient 40 % des actions, le Kuwait 23 %, l'Arabie Saoudite 17 % et la société anglaise Lombro, qui assure la direction d'ensemble du projet. 5,5 % des établissements financiers privés koweïtiens, soudanais et japonais y participent également (4). Des crédits extérieurs s'y joindront pour la réalisation des travaux. C'est ainsi que la société française Techimp, chargée de la construction de la raffinerie au coût de 120 millions de francs, a fait appel pour son financement à un consortium franco-japonais mené par le Crédit lyonnais et Nissho-Iwai et pour les études techniques à la société américaine Arsal. Par le biais des commandes de matériel à l'industrie française et du règlement des services de la société d'ingénierie, ces crédits reviennent pour l'essentiel à leur pays d'origine. Ainsi s'élabora un circuit financier particulièrement

et les générateurs. Seuls les bâtiments annexes seront confiés à des firmes locales : ils représentent moins de 5 % du coût global des constructions. Ainsi, même à l'occasion de grands travaux, mobilisant des capitales, la domination britannique ne laisse guère au pays de la possibilité de la chance de constituer un secteur financier national.



PLAN D'INVESTISSEMENT PRIORITAIRE EN HUIT ANS

SECTEUR PRODUCTIF	En millions de dollars	En pourcentage
Cultures	912	41 %
Source : FADES, Koweït		
Elevage	349	15 %
Agro-industrie	236	13 %
Sous-total	1 537	75 %
INFRASTRUCTURE		
Transports	422	18 %
Irrigation et énergie	14	1 %
Services	227	18 %
Sous-total	663	30 %
TOTAL	2 200	100 %

Le FADES s'engage à fournir 1,3 milliard de dollars ; le reliquat proviendra du gouvernement soudanais, d'emprunts étrangers et d'investissements privés. L'endettement du Soudan s'éleverait alors à près de 2 milliards de dollars à l'égard des banques étrangères et des organismes financiers ; à plus de 1,5 milliard de dollars à l'égard des organismes internationaux (IBRD, FMI) et des banques occidentales. Les experts du patronat britannique ont calculé qu'à ce rythme 70 % du service de la dette soudanaise seraient consacrés dans les années 80 au remboursement des emprunts actuellement contractés (5).

Cette lourde dépendance financière va être encore grevée de conditions politiques. Principal bailleur de fonds

du FADES, l'Arabie Saoudite a aussi, la première parmi les exportatrices de pétrole, l'octroi du pactole financier aux objectifs de sa diplomatie. De plus en plus active sur le continent africain, avec l'obsession de « barrer la route au communisme », celle-ci traîne quelque crise dans son rapport avec le régime soudanais. En retour, il apparaît que son influence africaine et impliquée dans les deux grands conflits qui déchireront la région, au Proche-Orient et dans la corne de l'Afrique. Après le renvoi des experts soviétiques en mai 1977, c'est sous l'égide du prince Fahd que se tient en juillet à Port-Saïd l'immédiate entrevue entre le président Nemeiry et un condamné à mort en exil, M. Sadek El Mabdi, Premier ministre en 1966, dirigeant du Front national

qui regroupe l'opposition modérée au régime, chef spirituel de la puissante secte musulmane des Atears. Il fut aussi l'instigateur d'un complot contre l'émir d'Abou Dhabi, en 1976. La défaite du pays afin d'attirer les capitaines nécessaires à son développement explique la volonté de réconciliation du général Nemeiry, vivement encouragé dans cette voie par l'Arabie qui voit d'un bon œil ce régime aux origines nasastriennes s'ancrer ainsi plus à droite.

La politique du Soudan en Afrique orientale ne peut manquer non plus de satisfaire son riche voisin. Le Soudan n'a jamais entretenu d'excellents rapports avec l'Ethiopie qui soutient l'opposition révolutionnaire soudanaise. En retour, il apparaît que son appui au mouvement de libération basé en Erythrée, c'est-à-dire à Khartoum, où ils conservent leurs siège, que les deux plus puissants mouvements de libération de l'Erythrée viennent de proclamer leur réunification, dont l'Arabie Saoudite faisait un préalable à l'octroi de son assistance financière. Sans voir partout « la main de Ryad », on ne peut que constater les convergences entre la politique tant exté-

rieure qu'intérieure du Soudan et les souhaits de la monarchie saoudienne, au moment même où celle-ci a le plus besoin des ressources de celle-ci.

Engagé par d'autres dans une partie qui le dépasse, le Soudan est-il bien armé pour protéger la soumaine nationale ? Qui lui promet ? Son indépendance paraît bien fragile en face de l'énormité des intérêts en présence. Et pour autant que le rêve de ce régime aux origines nasastriennes s'ancrer ainsi plus à droite.

CHRISTOPHE BATZCH.

(4) A la suite de difficultés surprises entre Louhro et les actionnaires koweïtiens, cette répartition pourrait être préalablement modifiée. La société américaine Alexander & Baldwin, en particulier, serait intéressée. Il est encore trop tôt pour mesurer l'amplitude de ces changements. Cf. la *Financial Times* du 24 mai 1977.

(5) Les chifras, et ceux qui précédent, sont tirés d'un rapport de la Banque du Soudan, réalisée par la confédération du patronat britannique (C.B.I.), représentant et éitant les programmes établis à Khartoum par le FADES.

LES ÉCHECS D'UNE POLITIQUE ANTISUBVERSIVE EN ASIE

(Suite de la première page.)

Les résultats de cette politique apparaissent donc sans commune mesure avec l'argent dépensé, et les dettes accumulées par les pays en voie de développement auxquels une telle stratégie a été suggérée. Crédits et dons, assistance multilatérale ou des Nations unies, ou bilatérale, n'ont pas permis de résoudre globalement deux problèmes fondamentaux : le faible et le chômage. Sur les treize pays étudiés dans cette enquête (2), cinq ont une production alimentaire par tête en baisse et seuls celle de la Malaisie a sensiblement progressé, bien que ce pays doive toujours importer la moitié de sa consommation.

Les nouvelles variétés de céréales — blé, riz miracid, — les engrangements chimiques, la mécanisation, la technologie fournie par les experts étrangers sont non seulement coûteux, mais nécessitent un entretien complexe. Le riz miracid, par exemple, ne peut pousser que sur un quart de la superficie ricicole ; il faut faire une irrigation régulière, des insecticides (il est très fragile et résiste mal aux maladies et aux insectes) et des engrangements, dont la prise est devenue souvent prohibitif depuis le hausse du coût du pétrole après 1973. Les résultats de la mécanisation, reconnett la B.A.D., ne sont pas très encourageants. Qui plus est, ils ont réduit au chômage des centaines de milliers, voire des millions de fermiers, métayers ou ouvriers agricoles, ou les ont obligés à accapter des salaires encore plus bas. Quant aux engrangements, il suffirait d'espacer les deux tiers de la quantité employée pour obtenir une récolte équivalente. Enfin, la B.A.D. admet qu'un des problèmes les plus sérieux auxquels elle doit faire face est la difficulté d'appliquer, dans des champs cultivés par des paysans sans formation technique et souvent non motivés, avec les mêmes résultats, les méthodes mises au point en laboratoire.

Dans le meilleur des cas, la production agricole a suivi l'accroissement démographique, et la consommation moyenne par habitant demeure inférieure au minimum nécessaire, avec environ 2 000 calories par jour ; trois cent cinquante-cinq millions de personnes vivent au-dessous du seuil de pauvreté. La situation est particulièrement mauvaise dans le sous-continent indien, en Indonésie et aux Philippines. L'Indonésie est pourtant un gros producteur de pétrole et de minéral ; les Philippines consacrent la moitié de leur budget aux opérations

militaires et aux dépenses de prestige destinées à accroître la renommée de la famille du président Marcos. En 1965, la dette alimentaire de la région — qu'il faudra importer avec des devises — pourraient atteindre entre 24 et 30 millions de tonnes.

La population devrait s'accroître d'environ 25 % avant 1985 et, dans le même temps, le taux de chômage devrait dépasser les 10 % dans le plus part des pays, pour atteindre 15 ou 20 % en 1990. Il faut trouver du travail à ces dizaines de millions de personnes, dans les villes comme dans les régions rurales. Il faut aussi prévoir un revenu d'appoint pour des millions de paysans qui ne peuvent subvenir à leurs besoins par la seule culture de leur lopin de terre, trop exigü. Au Vietnam, la superficie de terre cultivable par tête est une des plus réduites du monde : entre 0,10 et 0,15 hectare.

Etant donné que « la région n'est pas plus près de résoudre la question alimentaire qu'il y a dix ans », il importe de chercher d'autres méthodes. En fait, il s'agit de revenir en arrière et d'oublier les techniques de points pour utiliser les potentialités locales. A quoi cela servirait, par exemple, de creuser de nouveaux réseaux d'irrigation dans la moitié des deux dernières années ne fonctionnent pas, faute de réseaux économiques ou sont mal entretenus ? Il faut donc recourir à l'utilisation de l'abondante main-d'œuvre locale, de systèmes peu coûteux et simples, relativement peu sophistiqués ». C'est en fait, ce que des régimes socialistes comme la Chine ou la Viêt-Nam pratiquent depuis vingt ans.

La réforme agraire doit, par ailleurs, permettre de donner des terres à ceux qui n'en ont pas ou pas assez. L'exemple de succès souvent invoqué est celui de Taiwan, qui a eu aussi pour effet secondaire, en Indonésie les propriétaires fonciers, de dégager des crédits qui ont été investis dans l'industrialisation et les services. Mais, en Asie, les structures de production et des techniques qui ont élaboré la stratégie de la « révolution verte » sont devenues obsolètes. L'exemple qu'on donne les régimes communistes indochinois, de même que celui fourni aujourd'hui par l'avènement de la plupart des gouvernements de la région, est là pour montrer qu'il n'est pas facile de changer la mentalité. Si les responsables à gages, propriétaires et commerçants, ne veulent pas perdre ce revenu ; dans l'est de la Thaïlande, un prêtre qui avait voulu, il y a quelques années, prêter des taux « européens » a rapidement un accident de voiture mortel. Plus grave encore, le mise en place des cultures dans les provinces et le refus contre de celles qui étaient chuchotées : il a surtout servi à drainer les capitaux ruraux vers les villes, appauvrissant encore les campagnes, comme nous le confirmait un banquier siamois.

Exporter en affamant

QUE l'annde précédente), alors que la production a baissé et que le pays a été touché par la sécheresse. Cela représente un solde positif important dans le commerce commercial et des profits considérables pour les grossistes et les exportateurs de riz, parfois plus de 1 000 % par an en Thaïlande, tout en donnant aux paysans les moyens de se moderniser. Malheureusement, pour la plupart de ces derniers, le crédit est exclusivement à bouclier les années dimanches. De plus, les

prêtrices à gages, propriétaires et commerçants, ne veulent pas perdre ce revenu ; dans l'est de la Thaïlande, un prêtre qui avait voulu, il y a quelques années, prêter des taux « européens » a rapidement un accident de voiture mortel. Plus grave encore, le mise en place des cultures dans les provinces et le refus contre de celles qui étaient chuchotées : il a surtout servi à drainer les capitaux ruraux vers les villes, appauvrissant encore les campagnes, comme nous le confirmait un banquier siamois.

De tous ces faits se dégage l'erreur

la plus importante des politiques de la « révolution verte » : celle d'assurer la sécurité alimentaire et leur richesse sur la terre, et ceux qui se demandent si ces élites ne doivent pas être sacrifiées au maintien du statu quo. Partant de la Thaïlande au lendemain du coup d'Etat militaire du 6 octobre 1976, une étude américaine écrit : « Le processus de modernisation implique inévitablement le remplacement de modes de conduite et de pensée par des relations entre personnes plus fonctionnelles et matérielles. Le « progrès » n'est pas seulement un problème d'importation d'usines et de technologies, de télévision et d'embouteillages... Les partisans des changements de structure peuvent avoir été réduits à la clandestinité, mais les problèmes qu'ils ont vus ne sauront disparaître en même temps. Aucune société ne peut être ambaumée. »

Autre contradiction notée par l'économiste pakistanais Hamzah Alavi, qui cite l'exemple de son propre pays, un des principaux bénéficiaires de la « révolution verte » : cette dernière a beaucoup profité aux propriétaires fonciers du Pendjab, gros producteurs de blé et de coton. Ils voudraient amputer pour échapper du matériel agricole moderne, mécaniser leur culture pour produire plus sans tributaires de la main-d'œuvre locale. Ils sont soutenus par l'agro-business, en particulier américain, qui voit la possibilité de s'ouvrir un nouveau marché. Washington s'y oppose, craignant que cette révolution économique n'aggrave la risque d'une révolution sociale en réduisant au chômage des millions de paysans qui pâtiront leur pain-pain traditionnel. Poussée jusqu'au bout, la « révolution verte » risque de produire l'inverse de l'effet recherché : accroître la tension sociale sans pourtant davantage à manger aux populations saisiennes.

PATRICE DE BEER.

(2) En Asie du Sud, l'Afghanistan, le Bangladesh, l'Inde, le Népal, la Pakistan et Sri-Lanka ; et dans le Sud-Est, la Birmanie, l'Indonésie, la Malaisie (l'île de Bornéo), les Philippines et la Thaïlande. En Extrême-Orient, Taïwan et la Corée du Sud.

Les experts de la B.A.D. ont bien compris ce risque et proposent ce qu'ils pensent être les remèdes, au même

GUINÉE-BISSAU

Après le III^e Congrès du P.A.I.G.C.

La reconstruction nationale, l'unité avec les îles

LE troisième congrès du parti africain pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et des îles du Cap-Vert (P.A.I.G.C.) (1), qui a eu lieu fin novembre, a été sans aucun doute l'événement politique le plus important depuis l'indépendance de l'ancienne colonie portugaise. Au cours des derniers mois, toute l'activité du parti s'était centrée sur la préparation d'un assaut qui furent placées sous le signe de l'indépendance nationale, de l'unité avec les îles et du développement économique. Au terme de quatre ans d'indépendance et de trois ans de contrôle sur toute l'étendue du territoire national, le P.A.I.G.C. avait enfin l'occasion de dresser le bilan de cette expérience et de définir les grandes lignes de la révolution guinéenne dans les années à venir.

Les congrès du P.A.I.G.C. se sont toujours déroulés aux moments décisifs de son histoire. En 1963, le premier réuni à Cassaca, avait décidé de promouvoir la lutte armée comme moyen principal pour débarrasser le pays du joug du colonialisme portugais. Le deuxième congrès, tenu en 1973 dans la zone libérée de Bissau, en tout premier lieu les épinettes problèmes posés par l'assassinat d'Amílcar Cabral à Conakry au début de cette année-là. L'unité du parti fut alors affirmée et l'indépendance de la Guinée-Bissau, dont les trois quarts étaient déjà libérés, fut proclamée. Repoussé d'un an par la célébration du vingtième anniversaire de la fondation du P.A.I.G.C., la troisième édition du congrès est l'intervalle des conditions économiques et politiques radicalement nouvelles.

Depuis trois ans, le P.A.I.G.C. tente d'enraciner les séquelles de la guerre de libération tout en mettant en œuvre un vaste programme de reconstruction nationale. Quand, en octobre 1974, il prit possession des dernières zones sous domination portugaise, la situation économique du pays était en plein marasme. Non seulement les caisses d'Etat étaient vides, mais les Portugais avaient emporté tout ce qui pouvait l'être. Le nouveau gouvernement devait notamment faire face à une balance commerciale fortement déséquilibrée, les exportations couvrant à peine 10 % des importations, et à un lourd déficit vivrier.

Le pays était dépourvu de matières premières et n'étant pas une colonie de peuplement, les Portugais n'y avaient aménagé ni réseau routier digne de ce nom ni services sociaux, même rudimentaires. Après cinq siècles de « mission civilatrice » portugaise, la population était analphabète à plus de 97 % et le pays n'avait qu'une seule unité moderne de production : une usine de bière pour les besoins de l'armée portugaise. En l'absence de données statistiques sur l'économie ou la démographie, il était quasiment impossible pour les nou-

veaux dirigeants de parler de planification. Il s'agissait d'abord de jeter les bases d'un nouvel ordre économique en posant un certain nombre de priorités.

La tâche primordiale du nouveau gouvernement était d'étendre son emprise sur les rouages essentiels de l'économie. Dans un premier temps, il réussit à accroître le contrôle de l'importation et de la commercialisation des produits de première nécessité. Cette initiative a été suivie avec l'extension à tout le pays du système des magasins du peuple (MSP) mis en place dans les zones libérées. Mais la maîtrise de l'action gouvernementale pour dégager l'économie des structures connexes fut le remplacement de l'expansion portugaise par le peso guinéen en 1976. La section de Lisbonne ne s'est pas fait attendre : les avions de la Guinée furent gelés.

Les choix de développement

LA priorité des priorités dans le programme de reconstruction nationale est l'agriculture. Pour plus de 90 % de la population vit de la terre et l'avenir du pays en dépend. Le gouvernement s'est fixé comme objectif un niveau de production agricole comparable à celui d'avant-guerre, quand le pays se suffisait aux seules productions. La réinstallation des paysans sur des terres abandonnées, l'amélioration des procédés traditionnels et la vulgarisation des techniques modernes devraient permettre d'apporter assez rapidement, sans investissements trop onéreux. En même temps, le progrès progressera à la culture de l'arachide et le développement de nouvelles cultures industrielles aideront le pays à combler le déficit chronique de sa balance commerciale.

Mais un petit rôle industriel est aussi en train de se constituer, avec la création de petites unités de transformation utilisant des matières premières locales : usines de jus de fruit, de parfums et de briques auxiliaires s'ajoutent dans un proche avenir à une savonnerie, une bimillière et une fabrique de papier. Deux grands projets agro-industriels sont prévus. Un complexe sucrier devrait fournir, à partir des années 80, environ 60 000 tonnes de sucre, dont 50 000 pour l'exportation. Cependant, un barrage sur le fleuve Coubal produirait l'énergie électrique nécessaire tout en permettant l'extension des superficies irriguées. Dans l'immédiat, une stratégie de développement se traduira probablement par une certaine accélération de la croissance économique, mais en faisant peser une lourde hypothèque sur l'avenir du pays.

Le lettré conjugué d'une économie extravertie soumise aux aléas du mar-

ché mondial, de la dépendance à l'égard d'une technologie importée et des experts étrangers et d'un endettement croissant ne risque-t-il pas d'enlever l'indépendance du pays ? Même si les autorités guinéennes sont

Par HOWARD SCHISSEL

conscientes des dangers inhérents à ce type de développement, la question se pose de savoir si la Guinée aura, à la différence d'autres pays africains, éviter le piège du développement du sous-développement

excessive qui caractérisent la majorité des pays africains.

A l'heure actuelle, le P.A.I.G.C. bénéficie d'un large soutien populaire. Aux élections des conseils régionaux de décembre 1976, il a recueilli 80,6 % des suffrages. Seules trois circonscriptions dans le centre du pays autour de Bafatá et de la partie n'avaient jamais été implantées pendant la guerre ont rejeté la liste de ses candidats. Le P.A.I.G.C. compte aujourd'hui sur la persuasion à long terme et sur les premiers fruits de son plan de développement pour marquer des points dans cette région soumise à l'influence des chefs traditionnels Foulas.

Un parti, deux pays

LES Guinéens ont malgré tout beaucoup d'avantages par rapport aux difficultés du MPLA au Mozambique. Le P.A.I.G.C. n'affronte aucune opposition militaire organisée et, surtout, au Cap-Vert, n'a pas de troupes sud-africaines ou rhodésiennes à ses frontières. Sans doute est-ce l'une des raisons pour lesquelles, à l'opposé des deux autres pays, elle n'a pas signé de traité d'amitié avec l'Union soviétique.

Si le P.A.I.G.C. est l'unique parti en Guinée-Bissau et aux îles du Cap-Vert, les deux pays constituent néanmoins deux entités distinctes. Le développement colonial s'est soldé par la création de deux formations « à la fois »

radicalement différentes et, compte tenu des particularismes et de l'isolement géographique de l'archipel, la lutte se déroule de manière différente dans les deux territoires. La lutte armée s'était limitée à la Guinée, tandis que, dans les îles, l'activité du parti n'avait jamais dépassé le stade de l'organisation politique clandestine. Une certaine tension a toujours existé au sein du P.A.I.G.C. entre Capverdiens et Guinéens : les Portugais se sont employés à l'exercer, en acceptant les sacrifices exigés par la lutte afin d'obtenir des avantages matériels, pour vivre mieux « en paix et pour le progrès de son existence ». L'autorité du parti n'a jamais dépassé le stade de l'organisation politique clandestine.

Après les privations et les sacrifices de la lutte, les exigences de la population sont grandes. Comme similaire d'Amílcar Cabral : « le peuple ne peut pas pour des idées ni pour des choses qui sont dans la tête des hommes. Le peuple combat et accepte les sacrifices exigés par la lutte afin d'obtenir des avantages matériels, pour vivre mieux », en paix et pour le progrès de son existence et l'autorité du parti n'a jamais dépassé le stade de l'organisation politique clandestine.

Les îles ont accédé à l'indépendance en juillet 1975, environ deux ans après la Guinée. Si le P.A.I.G.C. considère l'unité comme inéfuctable, il ne cherche pas à briller les étapes pour autant à faire de ressources graduellement les îles. Une conférence inter-gouvernementale a décidé, pendant l'été 1977, d'harmoniser les politiques étrangères tout en respectant l'originalité des options de chacun. Le gouvernement de Praia s'attache à maintenir dans ce domaine une ligne plus modérée que son partenaire de Bissau. Par exemple, le Cap-Vert

continue de permettre aux avions de la South African Airlines d'atterrir sur l'aéroport de São Tomé tandis que les Guinéens ont mis l'aéroport de Bissau à la disposition des Cubains pour faciliter le pont aérien qu'ils avaient établi avec l'Angola. Une autre expérience d'unification en cours en Afrique celle qui lie entre l'ancien Tanganyika et le Zanzibar au sein de la Tanzanie, montre qu'il s'agit d'un processus de longue haleine, qui peut prendre plusieurs décennies. Progressant à petits pas, avec la mise en place d'un Conseil de tutelle et l'harmonisation des projets de développement, ou en envisageant la création d'une compagnie aérienne et culturelle commune, les Guinéens et les Cap-verdiens responsables entendent bien affirmer leur volonté d'aller de l'avant.

La décision du troisième congrès de rééquilibrer la composition du comité supérieur de lutte (l'équivalent du comité central) et du comité exécutif de lutte (le bureau politique) en faveur du Cap-Vert va dans le même sens. Une refonte des statuts et l'élection d'un secrétariat exécutif — devenu commission permanente — ont renforcé le parti. Demeurant un « mouvement de libération au pouvoir », le P.A.I.G.C. estime qu'aucune couche sociale n'est actuellement apte à prendre la tête du processus révolutionnaire. Il a opté pour un régime de « démocratie nationale révolutionnaire » et dès lors, il n'était pas nécessaire d'affirmer davantage le caractère social de l'expérience guinéenne (2). Mais lorsque sera parachevée l'indépendance nationale, le P.A.I.G.C. n'excepte pas que le progrès économique puisse déboucher sur une contradiction entre les différentes couches sociales : ce jour-là, il compte se placer du côté des plus défavorisés.

Réfléchissant sur l'avenir, Amílcar Cabral se demandait comment éviter que la Guinée indépendante ne tombe dans les pièges du néo-colonialisme. Pour lui, il s'agissait de faire en sorte que les bénéfices de la révolution n'échoient pas à une élite petite-bourgeoise liée à l'appareil d'Etat et à celui de priviléges, mais plutôt à la masse des Guinéens. La mise en œuvre du programme de « démocratie nationale révolutionnaire » dira si le P.A.I.G.C. suit les voies tracées par son dirigeant dispara.

(1) Le P.A.I.G.C. est le seul parti légal dans les deux Etats. M. Aristides Pereira, président de la République du Cap-Vert, en est le secrétaire général tandis que Luis Cabral, Président du Portugal, est l'état de la Guinée-Bissau, détient le poste de secrétaire général adjoint.

(2) Sur ce point aussi, le P.A.I.G.C. se distingue du PRELIMO et du MPLA, qui se sont octroyé, proclamé sociaux, voire marxistes-janinistes.

Un double front de lutte

L'« internationalisme libéral » à la conquête de l'Afrique australe

EN Afrique australe comme au Proche-Orient, la recherche active d'un règlement des vieux conflits offre un petit ailleurs : ici comme là, des régimes alliés se voient pressés de s'entendre avec leurs adversaires et les Etats-Unis s'impliquent directement à les y aider.

Ce phénomène trouve une explication dans l'Afrique australe de Kissinger à Carter (1), où Barry Cohen et Howard Schissel donnent toute sa dimension historique à la politique des Etats-Unis en Afrique et montre comment elle s'articule sur une stratégie plus vaste destinée à faciliter l'expansion du capitalisme multinationnel dans le tiers-monde. La pièce maîtresse de cette stratégie, c'est la philosophie de l'« internationalisme libéral » et dont la grande nouveauté s'affirme dans le chevauchement des méthodes : souplesse et conciliation, à l'égard des régimes en place, et sensibilisés « socialistes », et des mouvements de libération dans le tiers-monde. Mais, quand au fond, les deux auteurs estiment que les choix de la diplomatie américaine en Afrique ont une origine plus ancienne qui remonte à l'échec vietnamien, et à la proclamation de la « doctrine Nixon » en 1969 par laquelle les Etats-Unis renoncent au principe d'une intervention massive et directe dans les conflits locaux.

De cette année 1969 date, en effet, l'événement qui allait marquer la volonté de l'Afrique de s'engager activement sur le continent africain : l'établissement, sous la direction de M. Kissinger, du memorandum n° 39 du Conseil national de sécurité (connu sous le nom de document N.S.S.M. 39) et pour la première fois intégralement publié en français dans ce livre. Dès ce moment, étaient fixées les options de l'Afrique en Afrique australe, à travers une soignue analyse des intérêts économiques et stratégiques en jeu

— et cela bien avant la naissance de la Commission tripartite en 1973.

Tenant toujours ce document pour la source d'inspiration essentielle de l'intervention américaine en Afrique, Barry Cohen et Howard Schissel vont alors s'efforcer d'y rattrapper les développements récents dans les différents pays de l'Afrique australe, de l'Angola (éd.

M. Young a souligné fort bien de la présence cubaine, souvent connue comme « stabilisatrice » puisque la Guinée-Océan y a déjà trouvé son compte) jusqu'en Afrique du Sud où le président Carter compte davantage sur les sociétés multinationales que sur les sanctions économiques pour infléchir la politique

Par MICHELINE PAUNET

d'apartheid : « Je pense que le poids de nos investissements dans ce pays, l'importance accordée par les Sud-Africains à l'accès au capital et à la technologie américaine, peuvent être utilisés comme une force positive à la solution des problèmes de la région » (p. 67).

INGUILLER paradoxe : le capitalisme international se voit ainsi chargé de réparer les torts accumulés en cent ans par un système non moins capitaliste que l'Afrique du Sud, ayant fondé tout son essor sur l'exploitation et l'exploitation de la main-d'œuvre africaine, comme le rappelle René Lefort dans l'Histoire d'une crise (2). Un livre qui revient inévitablement sur la genèse du capitalisme et du système d'apartheid en Afrique du Sud, mais pour éclairer dans toute leur évidence les liens de cause à effet entre les deux phénomènes. Et, surtout, René Lefort a le réflexe de prendre au mot ces partisans de l'« internationalisme libéral », soudain soucieux du niveau de vie

et des conditions de travail des ouvriers noirs, en faisant ressortir les contradictions inhérentes au mode de développement instauré dans ce pays : la crise politique et sociale se voit aggravée par des difficultés économiques qui pourraient être insurmontables à défaut des changements profonds qu'on se propose maintenant d'introduire par le canal des sociétés multinationales.

Les éléments de Soweto, après l'extinction des grèves depuis 1972, ont marqué le renouveau de la contestation noire encouragée par l'accession à l'indépendance de l'Angola et du Mozambique. Mais de quel poids pèsent les mouvements de libération sud-africains, face au projet de renouvellement du capitalisme qui se dessine ? René Lefort pose sans ambiguïté la question du choix des objectifs qu'il connaît désormais d'assigner à une résistance ancienne que la colonisation et l'histoire ont jalonnée d'échecs. Face au classe ou « unité de libération et/ou lutte de classes » ? Son ouvrage porte la marque de ce souci de faire ressortir l'extrême complexité du problème auquel sont confrontés les dirigeants des deux principaux mouvements de libération actuels : Congrès national africain (ANC) et Conscience noire.

P EUT-ETRE l'opposition africaine a-t-elle compris l'essentiel des difficultés économiques et des pressions extérieures qui s'exercent sur le « pouvoir blanc ». Son succès dépendra de son aptitude à définir la théorie cohérente qui lui a toujours fait défaut. Nécessité d'autant plus impérative que, déjà, les millions d'affaires sensibles aux exhortations américaines se montrent prêts à créer une bourgeoisie de couleur, une « troisième force », en quelques sorte, qui serait disposée à les « évincer » dans la voie d'un totalitarisme sud-africain plus totalitaire que jamais, même si la dimension régionale du « développement séparé » aura été gomme. Dans une perspective régionale, et contrairement aux convictions répandues, l'auteur constate que c'est de l'intérieur de l'Afrique du Sud, avec l'immense prolétariat qu'elle abrite par comparaison aux pays voisins, que peut surgir la force de libération capable de mener le combat contre ce consortium impérial qui est en train de pénétrer l'Afrique australe.

Le rapport entre le prolétariat noir et les mouvements de libération reste à déterminer. L'opposition africaine, dans la mesure où elle a été créée par l'Occident, doit faire face à l'énorme défi de l'apartheid : le rôle des pays de la « ligne du front », l'activité des mouvements nationalistes sont envisagés de façon critique. Cela en raison d'une appréciation correcte du rapport de forces prévalant dans cette région du monde, qui aboutit au pétitionnement de principes sur les modalités de la révolution et le rôle de la classe ouvrière. Le même défi entache la partie sud-africaine de l'ouvrage, où la rhétorique trotskiste réapparaît. Le défi de la révolution, la manœuvre des acteurs du drame sud-africain est de toute évidence restreinte. L'avenir récent est là pour le rappeler, la défaite est une partie de la stratégie de libération impliquant d'abord une meute préférentiel l'arbre dans laquelle ils peuvent se mouvoir sans risquer leur propre destruction.

BIBLIOGRAPHIE

SOUTHERN AFRICA AFTER SOWETO. — Alex Callinicos et John Rogers.

* Pinto Press, Londres, 1977, 223 pages.

Dans l'histoire de l'Afrique du Sud, les soulèvements de Soweto sont ceux qui les ont suivis dans d'autres révoltes noires apparues comme un jalon ; pourtant même, marquent-ils l'avènement d'une nouvelle phase dans la lutte contre l'apartheid, ou tout au moins l'entrée en scène de nouvelles sociétés nouvelles. D'où le titre de cet ouvrage, qui n'en indique que partiellement le contenu. L'explosion de la colère des jeunes de Soweto, ses conséquences éventuelles sur l'évolution future de l'Afrique du Sud, et notamment sur les conditions et les moyens du combat pour abattre le « pouvoir blanc », n'occupent ici qu'une faible place et fournisent au surplus les pages les moins convaincantes de ce volume. Southern Africa after Soweto présente, en quelque sorte, un résumé intéressant des transformations de l'Afrique du Sud. On y lit de quelle histoire Soweto est l'aboutissement ; quelles sont les rapports qu'entretiennent les formes particulières du capitalisme sud-africain avec le système de ségrégation raciale ; comment les Africains se sont emparés du pouvoir politique et sont arrivés à des positions solides dans les domaines économiques à partir de leur contrôle de l'appareil d'Etat.

Les auteurs ont le mérite d'insister sur deux aspects du problème qui se sont pas toujours assez mis en valeur : la violence permanente et multiforme des systèmes d'exploitation et d'oppression et de l'imperialisme sud-africain, qui fut progressivement imposé ; l'imperialisme d'apprentissage de l'apartheid sud-africain. Tous deux sont liés à la question de l'environnement du pays de l'Occident, de ses rapports avec un certain nombre de pays africains indépendants. Mais alors, l'analyse passe au niveau critique : le rôle des pays de la « ligne du front », l'activité des mouvements nationalistes sont envisagés de façon critique. Cela en raison d'une appréciation correcte du rapport de forces prévalant dans cette région du monde, qui aboutit au pétitionnement de principes sur les modalités de la révolution et le rôle de la classe ouvrière. Le même défi entache la partie sud-africaine de l'ouvrage, où la rhétorique trotskiste réapparaît. Le défi de la révolution, la manœuvre des acteurs du drame sud-africain est de toute évidence restreinte. L'avenir récent est là pour le rappeler, la défaite est une partie de la stratégie de libération impliquant d'abord une meute préférentiel l'arbre dans laquelle ils peuvent se mouvoir sans risquer leur propre destruction.

D. M.

Entre l'équité et les exigences du système de production



(Dessin de Brigitte Gleene.)

LA JUSTICE EN QUESTION

La délinquance des affairistes, qui coûte à la société cent cinquante fois plus que les vols dans les grands magasins et cinq mille fois plus que les hold-up, ne donne pourtant lieu qu'à moins de 2 % des condamnations prononcées par les tribunaux. Ainsi bafouée par le pouvoir économique, la justice l'est aussi au nom de la raison d'Etat — l'actualité, sans cesse, se charge de nous le rappeler. Les tribunaux ne seraient-ils alors que les instruments d'une justice de classe, gardiens jaloux de l'ordre capitaliste, sans lesquels, selon Adam Smith, « les

riches ne pourraient passer une seule nuit tranquille » ?

Une telle vision serait trop simpliste : « Si la loi est trop évidemment partiale et injuste, alors elle ne saurait remplir aucune fonction de dissimulation, de légitimation ; elle ne saurait contribuer en rien à l'hégémonie de classe (...) La condition essentielle de l'efficacité du droit est qu'il paraîsse indépendant de manipulations grossières et qu'il semble juste » (1).

Dans les démocraties occidentales, le système judiciaire — tout comme la

fiscalité, l'enseignement ou le système de santé — se caractérise par son ambiguïté : l'affirmation solennelle du principe de l'égalité de tous est trop souvent contredite dans les faits par une série d'iniquités dont l'effet de différenciation sociale concorde trop bien avec les exigences du système économique pour qu'on puisse n'y voir qu'une longue série de malencontreuses « bavures ». La logique de ce contraste est peut-être d'assurer une gestion optimale des inégalités sociales sur lesquelles repose le système de production. Depuis près de

deux siècles, l'institution judiciaire a sans doute contribué à les maintenir dans des limites tolérables pour le système capitaliste. Mais la concentration du pouvoir économique (de l'Etat aux multinationales) et la nouvelle division internationale du travail (immigrés et tiers-monde) lui posent des problèmes qui l'obligent à se redéfinir. Sera-t-il, comme certains le craignent, dans le sens d'un nouveau totalitarisme et d'un apartheid généralisé ?

(1) R.P. Thomas, *Whigs and Hunters*, Edit. Allen Lane, Londres, 1976, p. 262.

Sanctionner les mauvais payeurs et réguler les excès de consommation

Par YVES DEZALAY *

MERCURE, dieu des marchands, était aussi celui des voleurs. Dans les sociétés aristocratiques où la circulation des biens était étroitement réglée et subordonnée au statut social des partenaires, le commerce, peu important, était nécessairement le fait d'étrangers et s'assimilait souvent à la prédatation, voire à l'agression. Dans nos sociétés dites de consommation, le vol à l'étalage répond à l'incitation du libre-service (1) : l'endettement excessif, les sociétés sont la contrepartie de la consommation prédictive. Dans ce cas comme dans l'autre, l'appareil judiciaire est là pour sanctionner des excès qui ne sont que l'aboutissement inévitable d'un système reposant sur la logique de la concurrence et du profit.

Ce n'est pas le seul niveau où il intervient. La simplification de l'échange condition de sa généralisation, suppose l'instauration d'un rapport juridique nouveau : le contrat synallagmatique où les parties s'obligent réciproquement sans que cela implique de liens de dépendance matérielle ou culturelle. L'apareil judiciaire, après avoir contribué à imposer la liberté contractuelle dans une société où elle se heurtait aux structures sociales antérieures (loi Le Chapelier sur les corporations), continue à en être un des plus fermes soutiens alors même qu'elle est vidée de sens par l'Étatisation et la concentration du pouvoir économique.

Dans cette double contradiction, on peut, nous semble-t-il, lire l'enjeu et les ambiguïtés de l'intervention judiciaire. Mais avant de chercher à les préciser, voyons comment fonctionnent les tribunaux.

La fiction du libre contrat

QUELLE est la logique de ce système d'escalade dans la menace puis la contrainte ? Il faut d'abord remarquer l'importance de l'enjeu puisqu'il peut faire raisonnablement l'hypothèse que la quasi-totalité des adultes se sont trouvés, à un moment ou à un autre, dans cette situation de mauvais payeur. Le processus de recouvrement est organisé pour contenir de manière souple cette masse de débiteurs potentiels : à chaque étape nouvelle — courtoise lettre de rappel, menaces plus ou moins volées, chantage, voire, dans certains cas, intimidation directe —

la frontière entre ceux qui paient et ceux qui ne paient pas est repoussée un peu plus loin. Finalement, seuls ceux qui s'obstinent jusqu'au bout, soit qu'ils ne veulent, soit qu'ils ne peuvent payer, sont sanctionnés ; mais cette sanction intervient plus pour l'exemple que pour la somme engagée. La sévérité des condamnations judiciaires ne vient pas de leur rendement économique mais de leur visibilité sociale. En l'occurrence ceux qui sont saisis vont payer les autres en démontrant ou dévoilant la réalité des menaces. On peut aussi soutenir qu'ils paient pour les autres en

Le juge, le marchand et le débiteur

par la nécessité de renforcer la notion de liberté contractuelle : « Si l'Etat est une chose que le bien public requiert plus que tout, c'est que des hommes échappent au sens d'esprit ayant la plus grande liberté de conclure des contrats ; mais, une fois ces engagements souscrits librement et volontairement, ils doivent être tenus pour sacrés et les cours doivent user de toute leur autorité pour les faire respecter. » (4)

C'est toujours cette même notion

Une souple gestion des impayés

EN 1971, les achats à crédit représentent en Angleterre 45 % des dépenses d'équipement ménager, 45 % des achats automobiles ; l'endettement est maximum chez les ouvriers et les employés qui recourent à un crédit deux à trois fois plus souvent que les cadres. L'évolution organisée (les exigences du standing), les conditions de vie (éloignement de l'habitation et du lieu de travail), l'acquisition accélérée des produits (équipement ménager non réparable, absence de pièces détachées), bref, tant la nature des produits que la position sociale des acquéreurs tendent à faire de ces achats à crédit une consommation forcée. Que signifie alors l'obligation du juge, dans le système juridique tend à le faire éclater. Autant il lui devient de plus en plus difficile de maintenir la fiction de la liberté contractuelle, autant il lui est essentiel de continuer à l'affirmer, sous peine de mettre en cause l'ensemble du système économique des démocraties occidentales.

(Lire la suite page 14)

Lire pages 14 à 18 :

PAGES 14 et 15 : Le patron introuvable, ou le régime de l'irresponsabilité (B. Reffebach). — Développement de la société bourgeoisie et dépréciement du droit (H. Nallet et C. Servolin).

PAGES 16 et 17 : La délinquance, désordre nécessaire et bien utilisé (P. Lacourme). — Féodalisme du droit et mode de production (M. Miaille). — Le mariage et le travail non rémunéré (C. Daiph).

PAGE 18 : Suite de l'article de M. Miaille. — A quoi et à qui servent les prisons ? (M. T. Masschalin).

* Sociologue.

(1) A tel point que, dans certains grands magasins, le taux de vol sera d'indicateur du rendement plus ou moins attendu des divers rayons.

(2) Paul Rock, *Making Propriety Pay*, Routledge & Kegan Paul, Londres, 1972.

(3) Géré par Abel et Stevens, *Landmarks and the Courts*, Heinemann, Londres, 1967, page 35.

(4) Id., page 48.

(Suite de la page 13)

Pour Abel et Stevens la solution à ce dilemme a été trouvée dans une séparation croissante des tâches au sein de l'appareil d'Etat : « Les juges se contentent de plus en plus dans leur rôle de protecteurs des libertés civiles, spécialement celles reposant sur la propriété privée, et les gouvernements, au contraire, tentent de donner de nouvelles responsabilités aux tribunaux » (5).

En France le dessaisissement des juges à chaque fois que l'administration est concernée par l'affaire démontre la grande partie de ces contradictions. Ainsi lorsqu'un huissier sur ordre du ministère des finances, sait un contribuable malchanceux, il peut difficilement prétendre agir au nom du principe de la liberté contractuelle. Mais, dans la mesure où le titre de créance en possession de l'administration est considéré comme un acte administratif, la justice évite de soulever une question qui pourrait être épingleuse — celle du fondement et de la validité de la dette — alors qu'elle la pose en règle générale pour tous les autres impayés. On pourrait multiplier les exemples où le tribunal apparaît comme le bras secour de l'administration. Mais, dans la relation du contribuable à l'autorité administrative n'est pas une simple relation de donneur d'ordre à exécutant. Il serait plus juste d'en analyser comme celle d'un couple dont la complémentarité fait l'efficacité, mais provoque du même coup l'autodestruction du partenariat le plus faible. C. Servolin et H. Nallet pour l'agriculture, Chris-

tine Delphi pour le travail ménager et B. Rettenbach dans le cas des immigrés et des intérêraires montrent comment le droit est plus que jamais lié à l'exploitation de certaines catégories d'individus et à l'absorption de leur travail dans le système capitaliste.

Les ambiguïtés, les contradictions inhérentes à l'institution judiciaire sont aussi la mesure de son implication dans la réalité des rapports sociaux. Elles sont particulièrement visibles au niveau du système de sanctions et de discipline. Pour reprendre l'exemple qui nous a servi jusqu'ici de fil conducteur, à l'époque des petits boutiquiers, on emprisonnait, mais, avec le développement de la production de masse, l'organisation du crédit et l'extension du champ potentiel des débiteurs défaillants, le mécanisme des san-

tions a dû à la fois s'alléger et s'affiner pour demeurer crédible. La prison pour dettes a quasiment disparu, la saisie malicieuse continue à être appliquée, en fonction de son fort caractère dissuasif, mais elle choque de plus en plus et soulève l'indignation quand on réalise qu'elle ne fait souvent qu'accroître la dette du débiteur. Les huissiers eux-mêmes reconnaissent volontiers qu'elle est une arme dangereuse, à manier avec discernement et, dans bon nombre de cas, ils lui préfèrent la saisie-arrêt sur les salaires, plus lente certes, mais plus discrète et peut-être plus efficace en période de crise. On retrouve là l'idée de Foucault selon laquelle les sanctions violentes, publiques, font de plus en plus place à des mécanismes d'encaissement plus discrets.

Normaliser les prolétaires

Cette modulation des sanctions, présente volontiers dans le discours de l'institution judiciaire libéralisée et une modernisation, se réalise de manière désordonnée au travers d'une série d'efforts souvent antagonistes d'agents et d'officiers qui essaient de répondre au mieux aux nouvelles contradictions auxquelles ils sont confrontés. C'est ainsi que, dans le cas de loyers impayés, les offices de HLM préfèrent, dans la mesure du possible, remplacer l'expulsion et la saisie par une mise sous tutelle des allocations familiales, qui pourra être officielle ou officieuse selon la bonne volonté des magistrats. Outre la

gravité et le caractère insoluble des problèmes ; qu'ils soulèveraient en ayant recours à cette panoplie classique, ils traitent trop nettement à l'encontre de la politique des pouvoirs publics visant à l'intégration et à la normalisation des familles proletariates (6).

Devant la force de ces arguments, le juge ne peut que faire passer au second plan le respect du principe de la liberté contractuelle, et accepter d'autres formes de gestion des impayés et de régulation des excès de la consommation. L'achat, la limite de ses ressources, de biens d'équipements par une clientèle populaire, est le

symbole et la résultante d'un système de production et de consommation qu'un système de sanctions trop rigide risquerait de mettre à mal. Ainsi le Payne Committee recommandait en 1969 qu'un service social pour les débiteurs soit incorporé dans la structure des County Courts pour « assister dans la gestion hebdomadaire de leur budget les débiteurs financièrement incompetents ou irresponsables et remplir auprès d'eux les fonctions effectuées normalement par les avoués, les comptables ou les huissiers ». Cette gestion souple, décentralisée, des dettes et des débiteurs — effectuée dans un cas par les banques, dans l'autre par les services — et cautionnée en dernière instance par le juge, permettrait d'assurer au système de crédit son efficience maximum.

Mais pour le moment, dans ce domaine comme dans d'autres, la coexistence de plusieurs systèmes de contraintes et de sanctions frappe plus par ses aspects contradictoires, voire ses inconveniences, que par son caractère complémentaire. Il faut faire pour chaque ailleurs l'origine de tous les discours, émanant généralement de sein même de l'institution, sur la crise (sic) de la justice. Il ne sait guère que le symétrique, chez les juristes, du discours des travailleurs sociaux sur l'ambiguité de leur profession. Au contraire, ces mutations du système disciplinaire sont effet même de l'impuissance du droit dans une formation sociale dont il reflète les contradictions et contribue efficacement à gérer les conflits.

Dans la mesure où elle continue à permettre des débats publics et apparemment contradictoires face au secret et au monothéisme des administrations, l'institution judiciaire peut jouer le rôle d'une soupe à leur évolution rapide rend hautement explosives. La mise en cause judiciaire d'une affaire, c'est-à-dire tant la disposition spatiale que l'introduction des protagonistes, la distribution des rôles, bref cette théâtralisation dans laquelle on peut lire le souci de professionnels d'être toujours en mesure de maîtriser toute situation d'où pourraient émerger une contestation sociale, présente de ce point de vue un double avantage. Les conflits aigus peuvent s'y exprimer sans risques ni peines pour le système social. Ensuite, elle constitue pour les justiciables, surtout s'ils sont d'origine populaire, un handicap très lourd. Comme l'écrit Pat Carlen, « leur tension, l'ancienneté et le désespoir qui en résultent rejouissent sur leurs paroles ou leurs attitudes, nuisant non seulement à leur prestation, mais surtout en confirmant en apparence et légitimant l'hypothèse implicite essentielle — à savoir que "prévenu devant une Magistrature" Court est par définition un incapable social à (7).

YVES DEZALAY.

(5) ID., page 459.
(6) Donzelot, *la Police des familles*, Edit. de Minuit, Paris, 1977, 224 pages.
(7) Pat Carlen, *Magistrat Justice*, Martin Robertson, Londres, 1976.

Le droit des sociétés, l'entreprise et le groupe

Le patron introuvable, ou le règne de l'irresponsabilité

Par BERNARD RETTENBACH*

En juin dernier, les services de nettoyage du métro étaient en grève, mais le trafic ferroviaire n'était pas perturbé. Les papiers et les détritus s'amoncelaient, devenant une menace pour l'hygiène. Le public en apprenait le raison : la propreté et donc, pour une part, l'hygiène du métro dépendaient non de la R.A.T.P. mais de ses entreprises extérieures : les grévistes ne parvenaient pas à identifier les responsables de leurs conditions d'emploi, en tout cas à les obliger de se concerter pour négocier avec eux. Cependant, le métro ne remplit évidemment sa mission de service public que s'il assure hygiène et propreté. Or la R.A.T.P. n'en décharge sur des travailleurs, en grande majorité étrangers : leur salaire est très inférieur à celui des agents, de la R.A.T.P.; aucun de leurs employeurs ne leur assurera, le nuit, pendant le nettoyage des voies, le sécurité contre les risques du courant électrique; il ne dispose d'aucun lieu où prendre leur repos, changer de vêtements, etc.

L'opinion publique pouvait s'étonner de la durée de la grève : les conséquences touchaient à l'absurde au moment où la R.A.T.P. lançait une campagne d'accueil en faveur des touristes étrangers. Mais — et sans doute l'opinion publique n'en était pas sûre — la situation génératrice de la grève était légale : c'est sous le couvert du droit que les travailleurs chargés de l'entretien des couloirs et des voies du métro dépendaient d'employeurs extérieurs ; ceux-ci et la R.A.T.P. pouvaient donc se renvoyer la responsabilité des solutions.

Une telle incohérence a, sans doute,

des causes multiples : certaines sont d'ordre économique. Mais on voudrait ici, plus spécialement, insister sur les causes d'ordre juridique : la législation du travail est encore mal préparée à régler de tels conflits parce qu'elle est née sur des fondements et dans des cadres qui favorisent, au bénéfice des employeurs et des porteurs du capital, une distorsion entre les situations juridiques et les situations

La publicité donnée à ce conflit illustre évidemment la place du métro dans la vie des usagers, entre « le boulot et le dodo ». Loin d'être exceptionnel, il est représentatif d'une situation qui met de plus en plus en cause, voire en échec, ce que l'on pourrait appeler non pas le droit à l'emploi qui n'existe pas malgré la déclaration des Constitutions de 1946 et 1958, mais des éléments déjà acquis d'un droit à l'emploi.

Ici, c'est une entreprise qui se

restructure par un processus interne : elle redistribue différents secteurs de

mêmes ; les comités d'entreprise sont différents, parce que sont différentes les sociétés regroupées ; là, sur le même périmètre de travail, certains salariés bénéficient de la convention collective de la métallurgie, d'autres de celle de la pétrochimie, d'autres ne bénéficient d'aucune convention. Ailleurs, cinq ouvriers sont morts carbonisés, précipités ensemble dans un four ; on

* Centre d'études et de recherches sur les mutations socio-culturelles actuelles (CREMSCA).

n'a pu encore déterminer les responsabilités : ils étaient salariés d'entreprises différentes travaillant pour le compte et sur le terrain d'une entreprise qui n'est pas l'employeur des victimes.

On pourrait multiplier et compliquer les exemples de ces disparités, en évoquant le problème de la sous-traitance sous les formes plus ou moins extensives qu'elle prend, mais qui aboutissent en même résultat : une entreprise, grande ou moyenne, peut être traversée par des frontières juridiques qui créent des espaces différents d'application de la législation du travail. Ainsi une distorsion s'accentue entre cette législation, ses conditions d'application et les situations réelles.

On voudrait ici montrer la part du droit dans cette distorsion. En effet, en analysant le sort de la collectivité du travail au double niveau de l'entreprise et du « groupe », on fait ressortir comment le « poids » du droit français va dans le sens qui l'avorte et privilie le détenteur du capital, ses initiatives unitaires et les finalités économiques de l'entreprise au détriment de ses finalités sociales.

Et d'abord, comment se situe la collectivité de travail dans l'entreprise ?

Une remarque préliminaire s'impose : la définition de l'entreprise est imprécise, comme d'ailleurs, on le verre plus loin, celle du « groupe ». N'est-il pas déjà significatif que des réalités aussi importantes pour les travailleurs gardent, en droit, un sens aussi flou et fluctuant que la catégorie juridique fondamentale bien définie reste, en ce domaine, le « société » et particulièrement la « société de capitaux » ?

Cependant, l'entreprise est bien le cadre réel de l'existence collective des travailleurs, de leurs rapports organisés avec les employeurs. Le vocabulaire utilisé pour désigner ce cadre et pour en tenir une approche juridique en souligne le caractère commun : on parle d'« unité économique et sociale », réalisée par une association entre employeurs et travailleurs, même si celle-ci n'existe que par un équilibre précaire réalisé par voie de négociations, de convention, d'accord obtenu par le droit : le mot même de « comité d'entreprise » dit cela.

Mais dès que l'on veut analyser, en termes juridiques, l'entrée dans le collectif de travail et l'appartenance à l'entreprise, on ne dispose que d'une catégorie venant d'ailleurs : or les juristes savent à quelle profondeur les concepts juridiques s'enracinent dans le terrain où ils sont nés et avec quelle difficulté on peut les soustraire aux « principes généraux du droit » qui ont inspiré leur élaboration. Le « contrat de travail » qui ouvre la porte de l'entreprise est, carles, une forme très renouvelée du « contrat de louage de services » du code civil : il ne se limite plus à l'échange, contre rémunération, du travail d'un individu ou service d'un autre. Dans les clauses du contrat de travail sont contenues les acquis d'une législation évoluée, des conventions collectives, le droit à la représentation et ce droit de pression sur l'employeur qu'est le droit de grève.

(1) J. Magaud, « L'éclatement juridique de la collectivité de travail », *Droit social*, n° 12, octobre 1973, pages 522 et sq.

Transformations économiques et évolution juridique

LE DÉVELOPPEMENT DE LA SOCIÉTÉ BOURGEOISE ET LE DÉPRÉSSEMENT DU DROIT

Par HENRI NALLET
et CLAUDE SERVOLIN *

A l'occasion d'événements récents, le chantier de la République fédérale d'Allemagne éprouve le besoin de rappeler que la R.F.A. est un « Etat de droit ». Compte tenu de la gravité de la situation, il n'est pas étonnant qu'il soit appelé à sauver l'un des maîtres mots de l'idéologie politique des bourgeois occidentaux.

* Institut national de la recherche agronomique.

Le passage au capitalisme

POIR éviter de tomber dans une impasse, toute étude du droit dans la société moderne doit rompre avec cette théorie qui fait du droit issu de la Révolution une pure mystification. En effet, ce droit a un contenu bien réel qui est la codification des rapports marchands simples (1). Et ce contenu n'a rien d'un vestige archéologique. Les formes marchandes simples ont représenté jusqu'à une période très récente, et particulièrement en France, une part très importante de la formation sociale dans l'artisanat, le commerce et surtout l'agriculture (2). Malgré un recul récent, ces formes de production et d'échange représentent encore une fraction non négligeable des sociétés capitalistes européennes.

La persistance de ces formes appelle d'autant plus surprise qu'elles n'ont guère été étudiées pour elles-mêmes. En effet, l'histoire traditionnelle les a si complètement négligées qu'elles semblaient parfois n'admettre qu'à contrecœur leur existence, soit qu'elle fasse durer le féodalisme jusqu'à la révolution bourgeoise et l'avènement du capitalisme, soit au contraire qu'elle fasse rompre l'origine du capitalisme au haut Moyen Âge.

Pour nous, au contraire, l'existence et le développement de ces formes durent plusieurs raisons.

Une fois que l'on accepte de reconnaître que la petite production et l'échange simple

ne sont pas seulement des catégories théoriques mais possèdent une existence historique, on peut voir qu'elles contiennent la possibilité du capitalisme, qu'elles apparaissent comme des conditions de son existence.

Si le capitalisme est une négation de l'économie marchande simple, il s'agit d'une négation dialectique, c'est-à-dire de la création d'une forme nouvelle par développement total des formes anciennes.

Ainsi, dans une société capitaliste développée, l'existence prolongée de formes marchandes simples a rien qui puisse surprendre, étant admis qu'elles apparaissent alors sous l'« éclairage général » des rapports capitalistes dominants.

C'est ainsi qu'il faut comprendre par exemple les modalités de la vente par un agriculteur contemporain des produits de son travail, car un agriculteur vendant aujourd'hui ses produits à une grande coopérative ou à un groupe industriel se trouve dans une situation différente de celle du très père qui vendait au marchand du bœuf ou sur le marché du bœuf voisin. Il reste un authentique vendeur de produits et non pas un salarié. Mais la manière dont fonctionnent les rapports d'échange qu'il entretient avec les acheteurs de ses produits ne peut être pleinement com-

(1) On entend par « formes marchandes simples » des formes de production où le producteur travaille pour lui-même et dans l'exercice d'un métier en utilisant une famille ou plusieurs et de moyens de production dont il est le propriétaire. Le cadre de l'activité productive est : soit la famille et le but de la production est : la famille et de son père qui vendait au marchand du bœuf ou sur le marché du bœuf voisin. Il reste un authentique vendeur de produits et non pas un salarié. Mais la manière dont fonctionnent les rapports d'échange qu'il entretient avec les acheteurs de ses produits ne peut être pleinement comprise.

(2) La population rurale représentait 53 % de la population française en 1921 et encore 47 %

re où elle connaît
contradictions
i monothéisme
l'institution
uer le rôle
rité dans des situa
tion rapides
s. La ma
l'une affaire
position spacielle
impose. Le
es protégés
les roles. Bre
am laquelle ce
nnesseuses tenu
s pourraient être
on sociale. C'e
un double
s aigus peuvent
sque malveill
il. En outre,
es justiciables
d'origine po
res leur c
n, leur d
dispositi
sent les m
r protection
mi en co
hypothèse
sabot que
Magistrat
on un m...
YVES DEZALAT

Politique
avril 1977, p.
Montagnes
Montagne

abilité

APRÈS
1974
1975
1976
1977
1978

prise qu'à condition de les situer dans le cadre d'ensemble du marché capitaliste.

Cette mise ou point sur la petite production et ses rapports avec le capitalisme une fois faite, le rôle historique du droit civil devient plus risqué et intangible.

Le droit civil révolutionnaire, qui, en instituant la libération de la production et de l'échange sous leur forme simple, a posé historiquement les conditions mêmes du développement de l'échange géodivers et de la production capitaliste, subsiste encore aujourd'hui comme témoin de la permanence de ces formes simples.

Ces formes se définissent par le caractère patrimonial des biens de production et le cadre familial de la production elle-même. On voit à quel point elles se trouvent en harmonie avec le dispositif du droit civil et avec l'organisation de l'appareil judiciaire traditionnel avec ses trois personnes : les deux plaidoirs, libres, égaux et responsables, et le juge dont le rôle se limite à interpréter la loi, à « dire le droit ». Il convient de note, tout ce qu'il de spécifique ce personnage du juge, situé au-dessus et en dehors des intérêts des parties. Ce qui explique que, d'abord, on ait voulu choisir les juges parmi les propriétaires notables — leur indépendance économique est garante de leur désintéressement — et qu'aujourd'hui on ait fait des fonctionnaires indépendants du pouvoir politique, mais participants de rôle tutélaire de l'Etat. Ces rapports issus de l'échange simple et de la petite production trouvent malheureusement leur expression politique et idéologique dans le radicalisme français et ses équivalents étrangers. L'exercice prolongé de la gestion de la société française par le courant radical, où les hommes de loi étaient si nombreux, s'explique par l'importance même des forces de la petite production dans la société française. Mais cette société, qui vécut son plein épanouissement sous la III^e République, a connu depuis la dernière guerre une évolution qui modifie complètement sa nature, et dont le sigle le plus frappant nous est fourni par la diminution extrêmement rapide de la population rurale (3). Ces « changements sociaux » résultent du développement du capitalisme lui-même dans la société occidentale. L'évolution du capital tend à lui faire

Mais l'entreprise n'intervient pas dans le contrat ; ce n'est pas avec elle que le salarié s'engage, mais avec une société, par l'intermédiaire d'un représentant ; d'autre part, le comité d'entreprise n'a compétence qu'après la conclusion du contrat. C'est donc à une obligation mutuelle entre le détenteur

Législation du travail et droit de propriété

LES acquiert de la législation du travail, fruit des conquêtes des travailleurs, tantôt. Il est vrai, de tendre juridiquement l'appartenance à l'entreprise dans des rapports collectifs entre employeur et travailleurs. Mais ces efforts se heurtent à la cohérence interne au cadre juridique actuel du contrat. Le droit civil du contrat de louage de services repose sur l'hypothèse d'un droit de propriété pour le bien duquel un individu recourt contre rémunération, à l'« industrie » d'un autre. Quels que soit l'ampleur des transformations opérées dans un tel cadre, sa logique interne ne peut qu'assurer l'indépendance du détenteur du capital. La prérogative de l'« employeur, seul juge » du bien de l'entreprise, le « pouvoir disciplinaire du chef d'entreprise », le droit de faire expulser des grévistes en cas d'occupation d'usine, sont ancora retouchés au droit de propriété de l'employeur sur l'entreprise, malgré des signs de remise en cause par une jurisprudence nouvelle, en quête d'autres principes.

La dissolution de la collectivité de travail tient donc dans l'ordre juridique à deux facteurs : l'un, l'absence d'une définition de l'entreprise, renforce les effets de l'autre : le statut de l'appartenant à l'entreprise assure au propriétaire du capital un pouvoir qui va de la décision de règlement intérieur jusqu'à la restructuration en sociétés distinctes, à la vente ou à la mise en liquidation de l'entreprise.

L'enracinement dans les fondements du droit français du pouvoir du capital dans un ensemble économique et social apparaît dans une lumière plus grande dans l'extension du phénomène de « groupes » dans l'économie actuelle. On a là une autre face du même problème. Tout comme les situations précédemment évoquées, les conséquences sur le droit sont l'emploi de la concentration du capital dans un « groupe » ne sont pas forcément contraires au droit existant, elles sont même en cohérence avec les principes qui rendent possible cette concentration.

Le groupe est encore plus protégé que l'entreprise contre les tentatives d'une définition juridique ; aussi peut-il exister à la faveur d'ambiguïtés et de contradictions qui en font une réalité

floue et fluctuante : comment alors pourra-t-il être un lieu d'application rigoureuse de la législation protectrice des travailleurs ?

Les groupes naissent de la concentration de sociétés ou de groupes déjà existants : mais le processus qui les amènera ou les modifiera consiste à une fois dans une utilisation et une mise en échec du statut juridique le donner d'ordres (4).

On peut objecter que les travailleurs ne sont pas totalement démunis devant le groupe : c'est vrai que certains groupes ont pris l'initiative de créer les conventions de représentation des travailleurs par une commission centrale composée des représentants des différents comités centraux d'entreprise. Mais l'existence d'une telle commission n'est pas protégée par la loi : de plus, elle est créée après la naissance du groupe, quand il n'a égale que de la consulter sur les modalités de mise en œuvre de la décision engagée.

C'est vrai aussi que les différentes comités d'entreprise ont un droit d'information sur les ramifications

du capital et le travailleur que se ramène l'appartenance à l'entreprise. Par contre, la liberté contractuelle, principe fondamental des contrats, est très indiqué : la disproportion des conséquences d'une rupture unilatérale, même abusive, du contrat étant, dans la plupart des cas, sans compensation.

insu, qui aboutit à la déqualification d'un grand nombre, au changement de convention collective et à la perte d'avantages acquis de ceux qui sont transférés dans d'autres sociétés du tout simplement à des financements importants ? Et cela, dans la même tempérisse où le C.N.P.F. et le gouvernement lancent une politique de promotion des P.M.E. en vue de la sous-traitance ; or, on le sait, les P.M.E. constituent un cadre dans lequel l'exercice des droits des salariés est limité par la difficulté et la faiblesse de la syndicalisation et un fréquent déplacement du pouvoir du patron vers le donneur d'ordres (4).

On peut objecter que les travailleurs ne sont pas totalement démunis devant le groupe : c'est vrai que certains groupes ont pris l'initiative de créer les conventions de représentation des travailleurs par une commission centrale composée des représentants des différents comités centraux d'entreprise. Mais l'existence d'une telle commission n'est pas protégée par la loi : de plus, elle est créée après la naissance du groupe, quand il n'a égale que de la consulter sur les modalités de mise en œuvre de la décision engagée.

C'est vrai aussi que les différentes comités d'entreprise ont un droit d'information sur les ramifications

Protection par le droit, ou conflit ?

ON peut objecter à l'analyse précédente la place insuffisante qu'elle fait au développement de la législation en faveur des travailleurs : il n'est pas question de le nier. Mais l'histoire de la législation le montre : les progrès les plus significatifs d'une mise en place des éléments d'un droit à l'emploi sont dus à des luttes déclenchées soit en raison de « vides juridiques » génératrice d'injustices, soit à la suite de solutions conformes au droit mais non moins source d'injustices.

Ces luttes sont à l'origine de négociations et de conventions dont certaines sont devenues des lois par voie de généralisation à tous les travailleurs. Si bien que le droit du travail oscille, en quelque sorte, entre deux polarités : l'une relève d'une logique qui, par son encrage dans le droit civil du contrat et le droit commercial des sociétés, a pour conséquence — ou pour but — de favoriser le capital, ses finalités propres, son pouvoir ; l'autre prend en compte l'entreprise comme lieu où se jouent la vie des hommes et leurs droits fondamentaux.

financières de leur société par les participations qu'elle peut prendre en d'autres. Et la loi sur la participation en certains cas, les salariés d'une filiale à soucience des actions dans la société mère. Le salarié envoyé dans une filiale à l'étranger a un droit, en cas de licenciement, à réintégration dans la société mère. Mais ce ne sont là que des bribes de droits, faibles attestations d'une certaine prise en compte de la réalité du groupe. Son pouvoir reste très protégé, puisque son existence exige et lui permet d'utiliser une structure juridique, celle des sociétés, élaborée pour le constitutif et le développement des capitaux, et de le dépasser pour bénéficier des opportunités financières et atteindre des finalités économiques.

Ouverte à la dispersion, elle est talassée à sa dispersion, dans les régimes divers des sociétés, soumise à des déclinaisons de restructuration ou de déconstruction : elle n'a guère d'existence reconnue au niveau du groupe, eu égard des sociétés, qu'en raison de la détermination d'une politique commune du personnel et de la création d'une sorte de « contrat de travail de groupe » : l'engagement d'un salarié dans l'une des sociétés implique l'acceptation d'être muté dans n'importe quelle société du groupe, tout refus étant considéré comme une démission.

Il ne faut donc pas s'étonner que, malgré son statut constitutionnel, le droit au travail, appelé plus concrètement droit à l'emploi, prenne un difficile corps dans notre législation et notre système juridique.

Dans une période de restructuration profonde de l'économie et des entreprises, les syndicats sont aussi menacés que l'emploi, prennent un difficile corps dans notre législation et notre système juridique.

Parmi les conséquences de cette situation pour les travailleurs, l'une des plus graves est le risque d'une séparation des travailleurs entre eux qui, dans leurs entreprises, peuvent bénéficier d'une représentation puissante pour maintenir et développer les accords de conventions collectives favorables et ceux qui se trouvent ou se retrouvent dans des entreprises ou dans des situations juridiques dans lesquelles une telle représentation est soit légalement, soit pratiquement, impossible ou très faible.

Tes signes, déjà nombreux, d'une telle séparation incitent à se demander si la période actuelle des restructurations ne va pas engendrer, à l'intérieur même du monde du travail, une classe de plus en plus nombreuse d'hommes et de femmes auxiliaires de la protection assurée dans les entreprises par les institutions représentatives des travailleurs.

BERNARD RETTENBACH.

(2) *Le Nouvel Economiste*, n° 102, 17 octobre 1977, pages 66 et sq.

(3) « Recherche sur la représentation des salariés dans les groupes et holdings », sous la direction de Gérard Ley-Gaillard, Groupe de recherche de droit social, Paris-1, recherche pour le compte du ministère du travail.

(4) Guy Courthieu, *l'Entreprise, société fédale*, Éditions du Seuil, Paris, 1975, 308 pages, 23 F.



(Dessin de Bertrand Cizek.)

Pouvoir centralisé, travailleurs dispersés

UNE telle distance entre le groupe et la collectivité de travail met cette dernière à la disposition du premier. Utilisant le droit des sociétés pour constituer son pouvoir financier, le groupe a besoin d'être libéré pour étendre son pouvoir économique ; le principe fondamental de la personnalité juridique des personnes morales fait d'une société le sujet du pouvoir de décision à l'intérieur duquel il détermine et les travailleurs : le premier est difficile à identifier et le second, de leur contrat de travail, voient leurs droits strictement maintenus dans le cadre de leur société. L'existence de « holdings » ne modifie pas cette analyse ; dans la mesure où elles sont composées de quelques hommes investis du pouvoir que leur donnent les capitaines et la puissance économique qu'ils représentent.

Ainsi, le groupe peut, sur un organigramme, paraître se réduire à aux sociétés qui le composent ; et, d'une certaine façon, c'est vrai, car il n'a rien de rien sans elles : mais, d'autre point de vue, il est bien une réalité autonome. Pour autant que le fossé sépare entre le pouvoir de décision qu'il détient et les travailleurs : le premier est difficile à identifier et le second, de leur contrat de travail, voient leurs droits strictement maintenus dans le cadre de leur société. L'existence de « holdings » ne modifie pas cette analyse ; dans la mesure où elles sont composées de quelques hommes investis du pouvoir que leur donnent les capitaines et la puissance économique qu'ils représentent.

longtemps à l'œuvre. Il se présente sous trois aspects différents :

— Les rapports entre les grandes firmes nationales ou multinationales, privées ou nationalisées, échappent pour l'essentiel et de plus en plus à toute espèce de droit judiciaire. Elles se présentent jamais devant un tribunal pour ce qui concerne leurs intérêts véritablement importants, et elles ne recourent à la justice et aux humains de loi que pour « authentifier » telle ou telle de leurs démarches, à la manière dont on recourt à la légalisation par un commissaire de police. Il est vrai que toutes les grandes firmes possèdent d'importants services juridiques, mais l'activité de ces services, beaucoup plus que la représentation en justice de la firme, consiste à assurer certains aspects de l'organisation et de la planification interne et externe de la firme. Le juge devient donc en cas un « ingénieur », selon le formule du célèbre juge américain Pound :

— Les rapports entre les personnes privées et les institutions publiques relèvent depuis longtemps, et de plus en plus, du droit administratif, « droit » qui n'est pas du droit, mais rien d'autre qu'une méthode d'interprétation et d'application des règlements. La justice à « faire des interrogatoires » disparaît : on n'a plus qu'un « administratif » qui résume à l'administration une application correcte et cohérente de son propre règlement. La procédure même du recours administratif est réduite à la vérification de la légalité de la procédure et de la légalité de l'application de la loi que pour « authentifier » telle ou telle de leurs démarches, à la manière dont on recourt à la légalisation par un commissaire de police :

— Les rapports entre les personnes privées et les institutions publiques relèvent depuis longtemps, et de plus en plus, du droit administratif, « droit » qui n'est pas du droit, mais rien d'autre qu'une méthode d'interprétation et d'application des règlements. La justice à « faire des interrogatoires » disparaît : on n'a plus qu'un « administratif » qui résume à l'administration une application correcte et cohérente de son propre règlement. La procédure même du recours administratif est réduite à la vérification de la légalité de la procédure et de la légalité de l'application de la loi que pour « authentifier » telle ou telle de leurs démarches, à la manière dont on recourt à la légalisation par un commissaire de police :

— Enfin, on assiste aux développements de pratiques consistant à détourner de leurs sens les rouages judiciaires traditionnels. Le fonctionnement de la justice civile et pénale est de plus en plus écartelé entre deux tendances apparemment contradictoires mais qui toutes deux altèrent gravement sa nature. L'une, particulièrement nette dans les juridictions pénales, conduit à une fusion de fait de la

police, du ministère public et du tribunal, les transforme en tribunaux d'exception à l'image des tribunaux militaires, des commissions de discipline ou des prétoires des prisons. L'autre tend à transformer les organes juridictionnels en organes de tutelle, tout en matière civile (affaires familiales, divorce, etc.) qu'en matière pénale, chargés de suppléer à la dépersonnalisation, à l'irresponsabilité croissante des justiciables (6). Le dernier congrès du Syndicat de la magistrature sur la partie délinquante parait refléter fidèlement cette tendance.

Ce dernier aspect du dépérissement du droit perd tout patricialement dans l'image des tribunaux militaires, des commissions de discipline ou des prétoires des prisons. L'autre tend à transformer les organes juridictionnels en organes de tutelle, tout en matière civile (affaires familiales, divorce, etc.) qu'en matière pénale, chargés de suppléer à la dépersonnalisation, à l'irresponsabilité croissante des justiciables (6). Le dernier congrès du Syndicat de la magistrature sur la partie délinquante parait refléter fidèlement cette tendance.

HENRI NALLET
et CLAUDE SERVOLIN.

(3) Il est à noter que cet espace rural a provoqué une réduction parallèle de l'appareil judiciaire, ce qui semble constituer un indice tout à fait direct du lieu qui les unissaient.

(4) Le « petit capitalisme » qui reste proche du petit capitalisme tend, lui aussi, à régresser.

(5) Cf. l'article de G. Vedel dans le *Monde* du 4 mai 1977. Cet article très intéressant semble cependant pecher par optimisme quant à la possibilité d'instituer des votes d'exécution relativement efficaces en matière administrative.

(6) Ces considérations ne sont pas seulement spéciales à l'Angleterre. B. Abel et B. Glavin dans leur livre « Lawyers and the Courts » (Hermann, Londres, 1967), démontrent les mêmes tendances à la décadence de l'appareil judiciaire britannique et traditionnel qu'ils attribuent au développement de l'État (l'État britannique et le Commonwealth) et à la multiplication des tribunaux spécialisés (qui supplacent le Grand-Bretagne à l'absence de jurisdiction administrative). Les auteurs exhorte pour venir à bout de ces tendances à l'adopter à la société moderne une vision différente mais comme assurant un service public « de la même manière que les hôpitaux, l'assistance publique ou les pompiers ». (Op. cit., page 463.)

Du droit révolutionnaire

au règlement bureaucratique

DANS ce processus apparaît la contradiction qui existe entre la propriété privée (qu'elle soit celle du petit producteur ou celle du capitaliste) et la généralisation de la marchandise. L'expansion intégrale des rapports entre les hommes et les choses, qui est le point d'aboutissement du capitalisme, s'exprime dans la planification de la société. Dans une société ainsi planifiée, l'individu tend à perdre son côté, à être décomposé en fragments correspondant aux divers rôles sociaux et économiques qu'il est appelé à jouer, à voir réglementer de plus en plus étroitement sa vie, afin que l'arbitraire des conduites individuelles ne vienne pas perturber ce qui a été planifié.

Au droit révolutionnaire pour qui « tout ce qui n'est pas défendu est permis » succède le règlement bureaucratique pour qui « tout ce qui n'est pas permis est défendu ».

Ces considérations nous permettent alors d'invocer une interprétation de la crise de la justice, du malaise du personnel judiciaire, fondée sur l'hypothèse du dépérissement du droit.

Ce processus de dépérissement est depuis

l'attention des illégalismes de la bourgeoisie et de ses alliés (3). La délinquance populaire est un désordre social apparent, indissociable de l'ordre qui l'a causée.

Cette délinquance, à l'occasion d'une vaste entreprise d'amplification idéologique, a visé profondément pédagogique et dont les finalités politiques sont assez claires. Sa répression est tout d'abord l'occasion de rappeler, à tous, les règles fondamentales ordonnant les rapports sociaux. En fait, cette inculcation permanente des fondements de l'ordre dominant s'adresse principalement à ceux dont on craint le passage à l'ilégalisme individuel ou collectif en raison de l'exploitation et de l'assujettissement qu'ils subissent.

D'un autre côté, la répression de la délinquance des classes populaires sert à la démonstration, constamment renouvelée, de la légitimité des pratiques d'ordre social : « Il faut réprimer le vol, cambriolage, le vol des voitures... » A ce niveau, le sens criminologique à Joné et Joué encore un rôle décisif en effectuant la démonstration scientifique (à base statistique, psychiatrique, psychologique) de la dangerosité de ce type de délinquance. En effet, la très grande majorité des travaux effectués en criminologie ont pour base la population pénale ou, c'est-à-dire les délinquants repérés, étiquetés et jugés. Ces analyses ont donc lieu sur un produit fini : un ensemble de cas, élaboré et sanctionné par le système policier et judiciaire. Or, au lieu d'utiliser ces cas pour comprendre la logique propre du système répressif, sa focalisation sur certaines populations exclut les différentes formes d'intervention selon ceux qu'il a pris en charge, les travaux classiques en criminologie ont toujours si bien supposé, du moins laissé croire que les délinquants condamnés constituaient un échantillon représentatif de la population délinquante ou déviante. Et donc qu'il était possible, sur cette base, d'en déduire sur la criminalité en général. On a découvrira ainsi en toute candeur que la criminalité la plus grave provient des « groupes sociaux les plus défavorisés », des milieux familiaux instables, etc. Confondant ainsi la logique de fonctionnement des appels répressifs et la logique de la délinquance, ils légitiment et renforcent la première, en démontrant avec force détails que la population dangereuse est bien celle qui s'occupe : « C'est dans les stéréotypes des délinquants, issus du processus d'inculpation précédent décris, se trouvent ainsi pleinement rationalisés.

Dans un contexte de crise économique et sociale comme celui que nous connaissons actuellement, où les rapports sociaux sont susceptibles de prendre un tour violent, la dramatisation des phénomènes de délinquance doit être regardée avec une attention toute particulière. On constate le développement sans diverses formes d'une campagne centrale sur la sécurité des citoyens. Thème qui, en pratique, dissimule de plus en plus mal la préoccupation essentielle de la sécurité de l'Etat.

La visée centrale semble orientée vers une criminalisation de la lutte politique et tend à une mise sous haute surveillance de « tout le territoire ». On peut distinguer différents niveaux dans le processus en cours :

— A un niveau général, le déplacement d'un sentiment d'insécurité à base épidémiologique sur un bon émissaire idéal, c'est-à-dire l'individu qui, la criminalité, tente de masquer la nécessaire inactivité des pouvoirs publics face aux conséquences de la phase actuelle de concentration du capital monopole :

L'accentuation actuelle des contradictions sociales étant susceptible de modifier la situation politique, le thème de la sécurité de l'Etat est particulièrement dans ce domaine. Outre le projet déclaré anti-constitutionnel des commissions du VIII^e Plan dirigé par le ministère de l'Intérieur était consacrée à ce thème. Elle fit ressortir pour les années à venir une « aggravation des risques », mêlant sa démonstration des atteintes croissantes à l'ordre public la délinquance urbaine, la délinquance politique (nommée « terrorisme ») et

La pénaliste du dix-neuvième siècle étaient moins hypocrites qu'un de nos derniers ministres de l'Intérieur qui déclarait : « Un contrôle plus étroit sera fait sur les catégories de la population d'où émanent les trois quarts de la criminalité... » Au siècle précédent, l'assassinat des « classes laborieuses » aux « classes dangereuses » se faisait sans ambiguïté, et c'est de là que nous vient l'essentiel de la définition tant légale qu'idéologique de la délinquance. Si le vocabulaire a évolué, la perspective fondamentale a-t-elle changé ? Rappelez quelques données simples et éloquentes, mais souvent enfouies sous de prétendus grands débats.

Comme par hasard, l'administration pénitentiaire ne possède pas de statistiques concernant la distribution en catégories socio-professionnelles de la population pénale... Elles nous apprend cependant que près de 10% des détenus sont reconnus totalement illétrés et que 80% au moins ont, dans le meilleur des cas, un niveau de formation primaire. Ce qui ne veut même pas dire qu'ils possèdent le certificat d'études primaires et encore moins une qualification professionnelle quelconque. Initiatif d'insister. La population envoyée en détention par la justice est essentiellement formée de membres des fractions les plus défavorisées du prolétariat et de membres des sous-prolétaires.

En ce qui concerne les condamnations pénales, on peut tandis que distinguant deux « populations-clés ». D'un côté, les petits patrons de l'industrie et du commerce, fraction de classe qui présente le taux de condamnation le plus important (34,8%), mais qui comparaissent en justice essentiellement pour des activités frauduleuses relatives à leur professionnel (chèques sans provision, infractions astucieuses contre les biens). Pour eux, l'essentiel des condamnations se résume à des peines d'amende (le taux de recouvrement très faible, 30% environ) ou d'emprisonnement, le plus souvent accompagnées de sursis. A l'égard de cette fraction de classe, l'appareil judiciaire semble intervenir essentiellement pour réguler les conditions de la concurrence, éliminer les « cartels boîteux » et, dans une certaine mesure, contribuer à l'élimination de secteurs économiques en voie de disparition : artisanat, commerce individuel, petites entreprises...

Cette première « population-clé » n'a pas cependant de visibilité spécifique, elle est massivement occultée par la seconde, à partir de laquelle sont idéologiquement constitués les principaux stéréotypes concernant la délinquance : elle est formée d'ouvriers, de salariés agricoles, de personnes de service et de certains inactifs [sous-prolétaires, chômeurs, marginaux, vagabonds...]. Cette population-clé, constituée donc de prolétaires et sous-prolétaires, se caractérise par un taux de condamnation assez élevé (31,6%). Ces condamnations concernent en très grande partie des infractions bancales et violentes contre les biens, principalement le vol.

La norme juridique

au service

du système capitaliste

Fétichisme du droit et mode de production

Par MICHEL MIALLE *

déterminer quelle est sa place et son rôle exacts dans une société donnée.

Pour tenter d'avancer, il est possible de poser comme hypothèse que la société capitaliste réalise le développement le plus abstrait et le plus général du droit dont les formes embryonnaires ou bloquées des sociétés pré-capitalistes ne manifestent que partiellement les possibilités. En cela, en abandonnant tout universalisme qui prend comme centre l'Europe occidentale, nous pouvons comprendre la nature des caractéristiques du droit

* Professeur à la faculté de droit de l'université de Montpellier-II.

bourgeois et, par opposition, celle des droits des sociétés non capitalistes. En tant que système de communication formulé en termes de normes pour assurer la production des rapports sociaux, le droit bourgeois exprime, portées à leur perfection, toutes les potentialités juridiques.

Si nous tenons le droit pour un des langages de la société, nous devons immédiatement nous rappeler que le langage n'est pas seulement formulation, mais aussi constitution de la pensée. A l'opposé des « théories » simplificatrices qui faisaient du droit une superstructure, « reflet » de la base économique, il faut tenir de comprendre le droit comme forme de la société civile. Cette proposition nous éloigne aussi radicalement des présentations

en termes d'« instance » qui courrent le risque de restaurer un structuralisme qui néglige l'essential marxien, c'est-à-dire le rôle central de la lutte de classes comme moteur de l'histoire et des sociétés (2).

L'essentiel du droit bourgeois ne peut être compris que par rapport à la nature des rapports sociaux qui se nouent dans la société capitaliste.

(Lire la suite page 18.)

(1) Sorte de métayage qui permet au propriétaire de ce laisser à la récolte au producteur direct (Algérie, en arabe, canne à sucre, etc.). (2) Ainsi, dans l'ouvrage de Lefebvre, « Les idéologies d'Etat, notes pour une recherche », *Le Pensée*, 1970. Voir également M. et R. Weyl, *la Porte du droit*, Editions Sociales, Paris, 1969.

EN abolissant les priviléges, le 4 août 1789, puis en votant la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen quelques jours plus tard, la bourgeoisie faisait creuser la structure socio-politique de la France de la fin du dix-huitième siècle. Elle donne au droit une fonction et un statut absolument nouveaux.

Un demi-siècle plus tard, dans des conditions toutes différentes, prenant pied en Algérie, le bourgeois du dix-neuvième siècle rencontre également le développement de structures juridiques propres à un monde de solidarités tribales. Elle bâtit ce monde archaïque par la force des armes, mais aussi par celle des lois qu'elle importe : substitution du salarié agricole au khâmès (1), « francisation » des terres,

assimilation au droit français permettant de transformer des espaces supports de solidarités familiales en biens disponibles pour l'achat et la vente, c'est-à-dire en marchandises. Droit de liberté et d'égalité, d'échanges et de volonté : les techniques juridiques nées du capitalisme apparaissent comme portées de libération et de modernisation ; mais peuvent-elles être réduites à cette apparence ? Ne doit-on pas dire plutôt qu'à chaque société correspond un mode de production de la vie sociale, et donc une forme juridique spécifique ?

Cette proposition n'est pas réductible, comme beaucoup l'ont fait, à un économisme vulgaire : le droit n'est pas l'ombre portée de l'économie qui, magiquement, expliquerait tout. Il faut

qu'il montrent : elles éborent le marché de travail littéralement « en catastrophie ». Sans qualifications, ou les ayant perdues, sans expérience de travail, sans encadrement (« à quarante ans, j'ai le genre de petit boulot qu'on a normalement à vingt-cinq »). Elles sont reléguées dans les emplois les moins payés, qu'elles ont encore moins le choix de repousser que leurs collègues jeunes et sans charges de famille. Mme Y..., qui avait fait Arts déco, a cessé de travailler pendant vingt ans de mariage ; elle gagne 2 500 F par mois ; son mari, qui gagne plus de 10 000 F par mois, verse une pension de 800 F pour leur fille.

Dix après vingt ans après, le mariage est plus nécessaire qu'au premier jour. En d'autres termes, il crée, par sa dynamique, les conditions de sa propre reproduction.

3) Le charge de l'élevage des enfants est l'obligation la plus importante inscrite de fait dans le contrat de mariage pour les femmes ; sa non-observation est très sévèrement sanctionnée par la loi, comme il approuve ou contre des procès en divorce. Il ne peut y avoir de forte pression pour une femme que d'être

pas assez de charge de travail financière des enfants passe du mari à la femme (cette charge est évidemment beaucoup plus lourde sur un revenu de femme — ayant été — mariée que sur un revenu d'homme).

On est ainsi tenté de conclure que le divorce n'est pas le contraire du mariage, mais un avantage du mariage caractérisé par une dégradation des conditions de vie des femmes, dégradations qui se justifient et pénalisent :

— La fois que la femme gagne sa vie par ses propres moyens ou lieu de recevoir sa pitié d'un homme ;

— La fois qu'elle ne sera plus de dommages à un homme.

(1) Pour une réflexion plus poussée, on consultera : G. Delphy, « L'ennemi principal », Partisan, octobre 1970 ; G. Delphy, « Mariage et divorce », *les Temps modernes*, mars-avril 1974, et G. Delphy et S. de Lessups, « Rapport sur le divorce pour le ministère de la Justice », 1973.

Le mariage provoque donc une mobilité descendante de la femme et une mobilité ascendante de l'homme, par rapport à leurs situations respectives antérieures au mariage. Les deux effets se conjuguent pour multiplier la distance initiale entre les conjoints. Après dix ou vingt ans de mariage, les femmes sont dans une situation bien pire qu'au moment du mariage, et les conditions de vie des divorcées

Un échange très inégal

MALAIS ce qui est sans doute le plus révélateur de la situation faite aux femmes par le droit, c'est que cette charge persiste après la dissolution du mariage. En effet, les femmes divorcées ent toujours la charge des enfants jaunes. Or, leur revenu, dès lors

les conflits sociaux : l'assimilation à la délinquance et la contestation sociale et de l'opposition politique est sur la point d'être accélérée. Ses prétextes d'une prétendue augmentation des formes de délinquance violente, on cherche surtout à rendre acceptable un quadrillage policier tous azimuts.

Le développement de la police et de la gendarmerie a donné lieu à un plan d'investissement pour lequel les dépenses budgétaires dépasseront 4 milliards de francs.

En outre, sur le plan légal, tout un arsenal de mesures a été élaboré renforçant de façon considérable les moyens répressifs et les prérogatives de l'exécutif dans ce domaine. Outre le projet déclaré anti-constitutionnel de la loi sur la sécurité intérieure (1976-1980) pour lequel les dépenses dépasseront 4 milliards de francs.

Ensuite, sur le plan régional, tout

l'accroissement de l'oppression dans le monde se trouve de plus en plus accélérée, pour faire évidemment à une vague connaissance (réponses négatives entre 82 et 87 % — question 27, questionnaire IFOP). Par contre, il provient essentiellement, nous dit-on, des informations transmises par les *mass media*. Pourquoi ont-ils accordé une telle place à ces phénomènes ? S'agit-il d'informations destinées à détourner l'attention d'autres sources de tensions sociales (situations économiques et sociale, scandales politiques) ?

On retrouve ici l'impuissance nécessaire de la délinquance, dans la mesure où, sous couvert de protection des citoyens par l'appel au front uni contre la criminalité, on tente de rassembler, dans une même peur, ceux qui s'opposent dans leur rapport de classe.

PIERRE LASCOUMES.

(2) Voir l'encadré intitulé : « Présques d'arrêtristes ».

Durée de la peine effectuée	% des condamnés effectuant une telle peine	Taux de récidive
- Moins d'un an	36,15 %	55 à 60 %
- de 1 à 3 ans	29,75 %	50 à 55 %
- de 3 à 5 ans	8,53 %	30 à 50 %
- 5 ans et plus	22,60 %	30 %

Deux autres éléments sont à ajouter dans la définition de ces fractions de classe trahies comme « dangereuses » : l'âge et l'origine nationale.

Cette population se caractérise par sa jeunesse. De façon générale, ce sont les catégories d'âge situées entre dix-huit et trente ans qui ont le taux de condamnation le plus élevé ; ce taux augmente significativement chez les jeunes prolétaires et sous-prolétaires, même lorsque, des statistiques de condamnation de la justice des mineurs permet de prolonger ce résultat aux catégories d'âge inférieures. Il est également que près d'un détenus sur deux ait moins de trente ans : 42,04 % des hommes en détention ont moins de vingt-cinq ans et, parmi les prévenus, la proportion est de 47,78 %. Or on sait que le taux de récidive est plus fort pour les jeunes détenus que pour leurs aînés : 72 % de récidive pour les seize-dix-huit ans, 63 % pour les dix-huit-vingt-cinq ans.

En ce qui concerne enfin la nationalité, il faut noter l'importance des Maghrébins, des Portugais et des Yougoslaves dans la population des condamnés.

Ainsi, le stéréotype du délinquant français se définit autour des axes suivants : c'est un homme, jeune de préférence, d'origine prolétaires ou sous-prolétaires, ayant commis un vol et condamné à une peine de prison ferme avec de fortes présomptions de récidive. S'il est étranger (Maghrébin, Portugal ou Yougoslav), cela jouera comme condition facilitante.

On retrouve là, sans peine, le « client-type » de la correctionnelle et des flagrants délit.

P. L.

en termes d'« instance » qui courrent le risque de restaurer un structuralisme qui néglige l'essential marxien, c'est-à-dire le rôle central de la lutte de classes comme moteur de l'histoire et des sociétés (2).

L'essentiel du droit bourgeois ne peut être compris que par rapport à la nature des rapports sociaux qui se nouent dans la société capitaliste.

(Lire la suite page 18.)

(1) Sorte de métayage qui permet au propriétaire de ce laisser à la récolte au producteur direct (Algérie, en arabe, canne à sucre, etc.). (2) Ainsi, dans l'ouvrage de Lefebvre, « Les idéologies d'Etat, notes pour une recherche », *Le Pensée*, 1970. Voir également M. et R. Weyl, *la Porte du droit*, Editions Sociales, Paris, 1969.

Le mariage consiste donc en un échange particulièrement inégal : le mari donne l'entretien des enfants contre le droit aux services limités de la femme (la disposition de la force de travail). Cet échange ne peut être rendu possible que si le mari a le rôle de l'entretien matériel et financier des enfants et n'incombe pas au droit ou mari. Ce n'est que parce que les femmes sont censées avoir l'intégralité de la charge des enfants que la participation partielle (partiellement florissante) du mari apparaît comme un cadeau, et donc être négocié, que le mari peut, pour le prix modique de la participation à l'entretien financier des enfants, exiger et obtenir les services gratuits de la femme. Nos conclusions débouchent donc sur une nouvelle hypothèse : c'est que l'exploitation domestique individuelle (par le mari) est rendue possible par, et favorisée par, l'propriété par la collectivité des hommes du travail d'élevage des enfants fourni par les femmes (1). Il serait fascinant d'examiner, à la lumière de cette hypothèse, le droit civil tout entier, en particulier le droit de la filiation et le droit de la succession : on y verrait que la responsabilité des hommes vis-à-vis des enfants y est facultative et toujours liée en droit à leur propriété des enfants, et à leur appropriation de la force de travail de la « mère ».

CHRISTINE DELPHY.

(1) Pour une réflexion plus poussée, on consultera : G. Delphy, « L'ennemi principal », Partisan, octobre 1970 ; G. Delphy, « Mariage et divorce », *les Temps modernes*, mars-avril 1974, et G. Delphy et S. de Lessups, « Rapport sur le divorce pour le ministère de la Justice », 1973.

Dans les revues...

LIBÉRATION publie sa première édition internationale sous forme d'un magazine hebdomadaire et bilingue illustré. Il est consacré à l' « affaire allemande »... C'est-à-dire à l'histoire des dix ans de terrorisme... et d'une « prévention » dont le résultat est moins vigoureusement dénoncé : le mal allemand ? Récit écrit sur trois « affaires » : envoiement de H.-M. Schleyer, Mogadiscio, mort de K. Strelak, dont il est fort à craindre qu'elles ne soient pas l'épilogue. Ce numéro est le reportage le plus important de ce triple événement. (Suppléments à « Libération », périodicité variable, ce numéro : 30 F., 30, 32, rue de Lorraine, 75019 Paris.)

Il. La crise dans la tête ? : ce titre annonce un numéro spécial de la revue **AEC** des intellectuels tels que François Furet, Michel Foucault ou Alain Touraine s'intéressant à l'actualité politique en France et le rôle des intellectuels. (N° 76, trimestriel, 20 F. — Diffusion : 75, bd Saint-Michel, 75006 Paris.)

Le dernier numéro de **La NOUVELLE CRITIQUE** (Cethe) consacré à la publication intégrale des « actes » du congrès de Nantes. Ces textes permettent de refléter sur ce qui était alors « la pensée communiste » : l'unité du programme commun... Et notamment pour les idées exprimées quant à son application dans le contexte international. (Ce même numéro, 12 F. — 12, cité Maisonneuve, Paris-16.)

Si l'APPF, seul « moyen d'expression des gaullistes authentiques », dont G. Germain-Thomas quitte la direction, n'aurait rien de positif des élections de mars, quel utile travail il a fait pour les combinaisons possibles, prévisibles ou improbables. Par ailleurs, une position très claire, exprimée par P. Gélyat, sur le territoire et l'empêchement en Allemagne occidentale, l'autonomie du mouvement et la complaisance que la droite lui montre. (N° 41, décembre, mensuel, 12 F. — 28, rue de Lille, Paris-17.)

Et Nouvelle contribution à l'université de Nantes, dans le journal de **CITÉ CRITIQUE COMMUNISTE**, avec une étude multiple de « dégénérescence » de la première « Union des Républiques socialistes soviétiques » : mais qui ne connaît pas ? (N° 1, v. 1, 1977.) Ainsi, une interrogation, non moins multiple, sur la pérennité des analyses de Trotsky et leurs prolongements par le mouvement trotskiste (mouvement spécial, extrémement étendu), dans un deuxième numéro double : 12 F. — 18, Impasse Guérinière, Paris-16.)

Un cahier de la **NOUVELLE CRITIQUE** intitulé : « L'URSS, et nous ? » Son auteur, Jean-Pierre Lévy, révèle « Comptes de la transition ». A. Adlar y aborde franchement et développe longuement la question de ce qu'il appelle la « continuité de Lénine à Staline ». (N° 18, octobre-novembre, mensuel, 12 F. — 12, rue du Temple, 3e.)

Et **LE HOMME ET LA SOCIÉTÉ**, « revue internationale de recherches et de synthèses sociologiques », publie un véritable volume de retrace, par deux études, critiques et de synthèse, et d'impressions immédias, l'historique philosophique et idéologique de Lukacs. (N° 43, 1977, trimestriel, ce numéro : 15 F. — Edit. Anthropos, 12, avenue du Maine, Paris-15.)

La Publication annuelle des collections et études documentaires et de la documentation française, **L'EUROPE DE L'EST** vient de paraître pour l'année 1976. On y trouvera une série de documents, dont la contribution, l'« économie et la planification, l'administration et les relations économiques négociations de Vienne sur les réductions de forces en Europe centrale, etc. ainsi que l'analyse résumée des événements de l'automne dans diverses pays de la région. (Ce même numéro, cahier à Notes et études documentaires, 17,50 F. — 31, quai Voltaire, 75009 Paris, Cedex 67.)

Et **ESPORE** donne la première d'une étude circulaire de M. Gérard, dont le titre devrait à permis dans le « livre militaire » entitulé : véritable histoire abrégée de l'organisation et de la capacité militaires russes, de 1917 à 1977. Cette étude, qui porte sur l'apport de la Russie à la politique soviétique, celle-ci ayant toujours fermement et jalousement « contenu » celle-là. (N° 357, octobre-novembre, mensuel, 12 F. — 12, rue du 4-Septembre, Paris-2e.)

Et l'analyse des négociations américano-soviétiques sur la limitation des armements stratégiques, dans la revue **DÉFENSE NATIONALE**, Marie-France Tardieu, dans le cadre de la politique intérieure américaine dans une entreprise qui limite encore les prises de position du président Carter en faveur des droits de l'homme. Dans la même numéros, Marc Goblet, sur les rapports de la bombe à naphtone, pour la stratégie de défense européenne. (Décembre 1977, mensuel, 12 F. — 1, place Jaffra, 75008 Paris.)

Et **NOTRE TEMPS** s'attache, cette fois, pour une bonne partie aux prévisions sur l'âge post-industriel : particulièrement en ce qui concerne l'Europe. (N° 12, automne 1977, trimestriel, 32 F. — 18, rue Cernuschi, Paris-17.)

S'ESPRESSO, cahiers du CEMPS, fait une large place aux problèmes de l'énergie et de la croissance, instant en évidence dans les rapports du force internationaux et dans les réflexions sur les réformes économiques. (N° 1, 1978, 12 F. — 1, place de l'Opéra, 75009 Paris.)

LE CRÉDITIN (Cethe), édition trimestrielle, présente un dossier initialisé par Carter sur l'imperialisme américain face à la crise. « On y trouve une intéressante confrontation entre un problème trop peu souvent traité à savoir comment les Etats-Unis. La question est de savoir si, avec Carter, un nouveau type de politique américaine peut apporter dans le coup la mise en place d'un nouveau mode de domination au niveau international. (G. Germain-Thomas, 18 F. — 14, rue de Nanterre, 75116 Paris.)

SI ÉCONOMIE ET HUMANISME se mobilise pour le tiers-monde. C'est-à-dire, « pour » que nous participions à son développement, sans doute moins pour que nous faisons plus exactement l'affaire de la faire vraiment la tiers-monde « nous ». Propos illustrés par divers témoignages rapportés par divers auteurs, dont un sur l'agronomie (« révolution verte ») ou la régulation des naissances. (N° 12, 18, rue de Savoie, Paris-6e.)

Le dernier numéro de **MONDOS EN DÉVELOPPEMENT**, dirigé par François Ferrer, regroupe d'importants articles sur le sujet : « Pour pour le nouvel ordre économique mondial », « Les accords (exclusivement en anglais) concernant les rapports du développement et des dépendances » (N° 18 et 19, trimestriel, 40 F. — Edit. Economica, 49, rue Héricart, Paris-14.)

SI DÉVELOPPEMENT DIALOGUE, qui s'attache à favoriser « un autre développement rural », revient sur le développement rural et l'agriculture tout entière consacrée à la définition d'une unité rurale centrée sur l'unité villageoise et les basins des paysans. Réflexion complète sur les descriptions d'expériences ayant cours en Asie, en Afrique, en Amérique du Sud, en Europe. (N° 26, novembre-décembre 1977, bimestriel, 5 F. — 4, rue Fénelon, 75003 Paris.)

Et **HERODOTE** pose, sous ce titre, le problème de la relation d'enquête, acte premier sur lequel se fonde toute la recherche historique. (N° 13, 14, et 15, trimestriel, 1977, bimestriel, 5 F. — 42, rue Fénelon, 75003 Paris.)

Et **LA NOUVELLE CRITIQUE**. Henri-Claude traite de l'expansion des sociétés multinationales — nouvelle version des vues tristes internationaux selon Lévinas — et en tire quelques conclusions pour l'avenir du mouvement ouvrier. (N° 16, décembre 1977, bimestriel, 2 F. — 2, place de l'Alma, Paris-16.)

Certains aspects spécifiques de la production alimentaire redéfinissent l'attention des pays, ceux de la P.A.C., en particulier le système de subventions visant à réduire les pertes alimentaires. L'autre part, Hans Singer montre les difficultés de l'appréciation de la dégradation de l'échange. (N° 6, novembre-décembre 1977, bimestriel, 10 F. — 12, avenue Fénelon, 75003 Paris.)

Et **LE MOUVEMENT SOCIAL** consacre une bonne partie de son numéro à l'Allemagne de l'Est, en Bourgogne et en Bretagne, aux Etats-Unis, en Hongrie et dans la République fédérale d'Allemagne. Pour la France, la C.G.T. et la C.F.D.T. ont l'objectif d'une égalité salariale, abonnement annuel : 8 francs. (M.G.O., 18, rue Fénelon, 75003 Paris.)

Et **ANNALES** (Économie, sociétés, civilisation...) consacre sa réflexion à la médecine et aux médecins dans la médecine et aux médecins dans la médecine. Elle s'agit d'une étude historique : elle étudie la médecine dans diverses époques et dans diverses régions. (Septembre-octobre 1977, bimestriel, 38 F. — Editions A. Colin, Paris.)

Et **LE troisième numéro de PROSPÉRITÉ ET SANTÉ** consacre, entre autres, l'expansion de la production de fruits et légumes : sur la longueur (cent vingt et une : et une table ronde, dirigée par Edgar Morin, mis en question de la « croissance et l'efficacité dans les plus grandes exploitations » (Vol. 14, n° 4, décembre 1977, bimestriel, 30 F. — 1, rue Troyon, Paris-17.)

Et **ESPACE ET SOCIÉTÉ** consacre tout un numéro au pouvoir local, en insistant sur l'intervention de l'état dans la politique d'urbanisation. « Ce n'est pas le rôle des élus locaux de faire leur travail », dit le petit paravau au Guernesiais. (N° 3, 1977, bimestriel, 12 F. — 12, avenue de la Bourgogne, 75016 Paris.)

Et **LE troisième numéro de NOSSES DU G.M.E.N.** (Gouvernement des relations économiques internationales) : la guerre du café, l'agriculture dans le Chili d'aujourd'hui, la Banque mondiale et le petit paravau au Guernesiais. (N° 3, 1977, bimestriel, 12 F. — 12, avenue de la Bourgogne, 75016 Paris.)

Et **ELIANCO** (éditions de la Fondation Charles) sous les auspices de la Fondation Charles, consacre une série d'articles sur la social-démocratie mondiale, consacrée une série d'articles sur l'éducation et culture. « Plan et travail » : essai de l'auteur uruguayen Eduardo Galeano sur la place de l'écrivain latino-américain dans la société dépendante et répressive. En effet, de deux études internationales sur la dette extérieure, deux études internationales sur la dette de Porto-Rico et sur les problèmes de l'Atlantique sud. (N° 34, novembre-décembre, bimestriel, abonnement annuel : 100 F. — 18, rue des Etats-Unis, 75016 Paris.)

Et **LA REVUE DU CINEMA** (image et son), un important dossier sur Costa-Gavras, une étude sur l'œuvre de Georges Lautner, et un article de Georges Sorel à propos de son dernier film New-York, New-York. (N° 32, décembre 77, bimestriel, 8 F. — 3, rue Fénelon, 75003 Paris.)

CINÉMA

Et les trois derniers films du réalisateur grec Thanos Angelopoulos font l'objet d'une étude dans **CINÉMAS** (Cethe). Cinéma qui analyse également le rapport entre l'œuvre et l'acteur : « Histoire d'amour » (N° 64, décembre 1977, bimestriel, 12 F. — 6, passage de la Bourg-Marché, 75012 Paris.)

Et Gabriel Bianco poursuit, dans **ESCRIT**, 77, la « psychanalyse du Chariot », cette fois sur le rapport à l'ordre et au personnage à l'ids de « dictature ». Dans ce même numéro : une intéressante étude sur les adaptations cinématographiques de l'œuvre d'Ivanovitch Ivanovitch. (N° 64, décembre 1977, bimestriel, 12 F. — 6, passage de la Bourg-Marché, 75012 Paris.)

Et **DANS LA REVUE DU CINEMA** (image et son), un important dossier sur Costa-Gavras, une étude sur l'œuvre de Georges Lautner, et un article de Georges Sorel à propos de son dernier film New-York, New-York. (N° 32, décembre 77, bimestriel, 8 F. — 3, rue Fénelon, 75003 Paris.)

Et **PIERRE FAURE** (éditions de la Fondation Charles) consacre une étude à l'œuvre de Georges Lautner, « l'idéologie est inhérente à l'homme : les grands classiques conservent ou retrouvent leur audience, les écrivains politiques d'aujourd'hui obtiennent parfois des succès remarquables. (N° 1, décembre, mensuel, 12 F. — 12, rue du Temple, 3e.)

Recherches universitaires

LES GRANDES IDÉOLOGIES TOUJOURS PRÉSENTES

« IN d'une extraordinaire carence » : ainsi Marcel Prelot « salutait-il, en 1954, l'entrée de l'histoire des idées politiques dans les facultés de droit. Qualifiée de « littérature de l'histoire des idées allemande du dix-neuvième siècle, la science politique pouvait encore paraître « introuvable » , voire « retrouvée » , pour d'autres, elle était désormais « découverte » , voire « retrouvée » .

Retrouvailles, dans l'œuvre de Georges Lautner, doyen de la faculté de droit de Paris-Nord, qui a refondu et profondément renouvelé le précis d'histoire des idées de Marcel Prelot, porte un regard ironique et lucide (1). Vingt-trois ans après la réforme de 1954, le statut de la science politique est-il assuré ? N'est-il pas plus menacé que naguère par les préoccupations de rentabilité économique et de prudence politique ? Rentabilité : s'il s'agit d'abord de former des spécialistes pour la société du consommation... si le préférence doit être donné aux « filières professionnelles » au détriment des « filières culturelles » , « évidemment qualifiées » parfois, par certains responsables, de « perdus », l'enseignement des idées politiques, c'est admis, une certaine critique de l'ordre établi. « La tolérance suppose la connaissance ; mais à quoi peut servir cette connaissance quand il apparaît que la tolérance n'est pas une étude du vingtième siècle ? L'échange à Zurich de Vladimir Boukovsky et de Luis Corvalan nous prouve assez que le message d'Erasme ne serait pas très bien compris de nos jours. »

Pourtant, les grandes doctrines politiques sont toujours présentes. Les années 60 furent, en partie, celles de l'illusion de la « fin des idéologies ». Nombre de sociologues constataient que le technique réduit considérablement le champ des idéologies, et que l'instruction largement diffusée rend difficile, sinon ridicule, l'adhésion à un système de pensée clos. Raymond Aron appela de ses voix « la mort de l'opposition » (2). Mais venus des sceptiques s'ils doivent éteindre les fanatismes ? Mais n'était-ce pas l'enfermer les idéologies dans leur acceptation péritive de sectarisme et de refus d'accepter les réalités ? Sur ce point,

le souhait de « dégagement » ne serait guère propre à notre temps : Napoléon déjà, mais aussi Gambetta, dont les compagnons opposaient leur positivisme républicain aux idéalistes survivants de 1848, ou encore Agathon qui donnait, pour sous-titre à son enquête sur les jeunes gens d'aujourd'hui, « le réalisme politique ».

Pour Georges Lautner, l'idéologie est inhérente à l'homme : les grands classiques conservent ou retrouvent leur audience, les écrivains politiques d'aujourd'hui obtiennent parfois des succès remarquables.

Par CHARLES ZORGIBBE

La technique peut modifier le contenu de l'idéologie, mais non la supprimer en elle-même ; elle tend à une démythification du monde de la politique, mais elle doit être ordonnée par le pensée politique, voire « remaniée » par cette doctrine politique qui, seules, « agissent » les hommes les uns aux autres et leur procurent l'élan des grandes circonstances. « Ils seront idéologues tant qu'ils penseront », écrivait Maxime Leroy. Et Georges Lautner de clôturer, pour conclure, le *Métaux des Antimétaux* : « Quelque chose d'émel demeure en l'homme, en l'homme qui pense... quelque chose que l'appellerai costume divin : c'est son aptitude à mettre le monde en question » (2).

À l'heure où certaines médias tiennent colloque sur la démocratie avec une ardeur sympathique, mais aussi une regrettable absence de rigueur conceptuelle, les spécialistes de science politique ont le plaisir de disposer d'un ouvrage monumental sur « la décision de majorité » de Pierre Favre, professeur à l'université de Clermont-Ferrand (3).

Champ d'étude en apparence immense. S'agit-il de retracer la genèse du principe de majorité dans les sociétés médiévales, puis les

conditions sociales de production d'une pratique qui se fait accepter d'emblée dans les siècles suivants ? D'examiner les œuvres doctrinaires qui, du Monarque et de John Locke à Nietzsche et à Maistre, exposent, justifient ou condamnent la décision de majorité ? D'analyser le discours des divers acteurs sociaux et ses références aux doctes justifications du principe ? Aux diverses approches sociologiques possibles, Pierre Favre préfère l'étude du principe de majorité sous le seuil ample du mode de décision collective.

Trois ordres de problèmes sont posés par l'auteur. La décision de majorité dans le groupe de ses membres est-elle bien « constituée », ne renferme-t-elle pas un vice logique qui le rend incertain, voire dépourvu de sens ? La seule attitude des préférances de cheval met en œuvre des processus partiels peu maîtrisables comme le rappelle le « paradoxe de Condorcet ». La décision majoritaire doit, ensuite, être analysée dans son mécanisme, à travers les étapes de sa procédure : le contenu de la décision est-il déterminé dès lors qu'un type particulier de procédure est adopté, ou est-il largement indépendant de la procédure mise en œuvre ? La décision majoritaire doit, enfin, être mesurée dans son effet réel. Pour les tenants de la démocratie pluraliste, le volume majoritaire est, à long terme, contraintif, et les dirigeants d'une institution démocratique ne peuvent que se fier à cette volonté collective. Pour les marxistes ou les théoriciens de l'élite, les voix de la majorité sont de peu d'effets et le fait du nombre n'est qu'une mystification libérale... Sans trancher ce débat, Pierre Favre en décrit les diverses expressions et en dit la signification.

(1) M. Prelot et G. Lautner, *Histoire des idées politiques*, Dalloz, Paris, 1977, 848 pages, 74 F.

(2) Dans le même sens, cf. l'article d'Henri Madelin, « Les idéologies portent bien », *Projet*, février 1977.

(3) P. Favre, *La Décision de majorité*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1976.

Correspondance

La gauche française

et les contestataires soviétiques

A propos de l'article sur la gauche française et les contestataires (notre numéro de décembre), MM. Henri Cartan et Laurent Schwartz, du Centre de mathématiques de l'École polytechnique, membres de l'Institut, nous ont adressé une lettre, dans laquelle ils réagissent à juste titre contre une présentation erronée de leur action. De son côté, M. Jean-Jacques Marie nous signale que, dans le même article, ses propos ont été incorrectement rapportés. Nous prions nos correspondants, ainsi que nos lecteurs, de bien vouloir nous en excuser.

C. J.

Voilà la lettre de MM. Henri Cartan et Laurent Schwartz :

Nous avons été étonnés en lisant l'article de Yves Hardy et Pascal Gabay dans le *Monde diplomatique* de décembre, pages 13 et 14, de voir écrit : « *O.C.I.* a mené une campagne tourmentante contre l'impérialisme, généralement favorable à l'Union soviétique, mais également favorable à l'Allemagne de l'Est, à l'Inde, à l'Algérie, à la Tunisie, etc. ». Nous avons été également surpris de voir que l'*O.C.I.* a mené une campagne tourmentante contre l'impérialisme, généralement favorable à l'Union soviétique, mais également favorable à l'Allemagne de l'Est, à l'Inde, à l'

L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ONU

Au Conseil de sécurité : résolution sur le Bénin.

Le Conseil de sécurité a adopté, le 24 novembre, une résolution d'opposition à une révolution sur l'agression contre le Bénin, terminant ainsi le débat ouvert le 23 novembre sur cette question. Le texte demande à la sécurité internationale de collaborer à l'établissement d'informations sur les mercenaires impliqués dans l'agression et note que le Bénin souhaite leur poursuite en justice. Il demande également aux Nations unies d'aider le Bénin à réparer les dommages subis lors de l'attaque.

...et création d'un comité pour veiller à l'application de l'embargo sur les armes destinées à l'Afrique du Sud.

Le 9 décembre, le Conseil de sécurité a décidé à l'unanimité d'instituer un comité pour veiller à l'application de l'embargo sur la fourniture d'armes à l'Afrique du Sud décrété le 4 novembre par le Comité de quinze membres, le comité évaluera les moyens de faire cet embargo plus efficace et demandera à tous les Etats de lui fournir tous renseignements sur les mesures prises à cette fin.

POURS DE L'ONU SUR LE CYPRUS ET A CYPRE. — Le 30 novembre, par 12 voix contre 0, le Conseil de sécurité a proposé de six mois la mandat de la Force des Nations unies chargée d'assurer la sécurité au Cyprus (P.N.U.C.). Trois pays n'ont pas participé au vote : le Bénin, la Chine et la Libye.

D'autre part, le Conseil a renouvelé pour six mois la mission de la Force des Nations unies au Cyprus. Date du 15 décembre. Tous les pays membres du Conseil ont voté en faveur du renouvellement, sauf la Chine, qui n'a pas pris part au scrutin.

Fin de la trente-deuxième session de l'Assemblée générale

L'Assemblée générale des Nations unies a terminé le 21 décembre les travaux de sa trente-deuxième session qui s'était ouverte à New-York le 20 septembre. Au total, cent quatre-vingt deux résolutions ont été adoptées et une question inscrite à l'ordre du jour ont été examinées. Deux cent quinze résolutions ont été adoptées.

Les textes essentiels votés depuis le 19 novembre (voir le *Monde diplomatique* d'octobre, novembre et décembre 1977) pour le résumé des travaux jusqu'à cette date) concernent les points suivants :

DESARMEMENT. — Des résolutions ont été adoptées à propos des conséquences économiques et sociales de la course aux armements, des projets de dénucléarisation régionale (création de zones exemptes d'armes nucléaires au Proche-Orient et en Asie du Sud), l'interdiction complète des essais nucléaires, la Déclaration du désarmement, la fabrication de nouvelles armes de destruction massive, la réduction des budgets militaires, le désarmement général et collectif, la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires, etc. L'Assemblée a adopté une résolution concernant la session extraordinaire, du 23 mai au 21 juillet à New-York.

PROCHE-ORIENT. — Un projet de résolution présenté par des pays non alignés a été adopté le 25 novembre par 102 voix contre 4 (Israël, El-Salvador, Etats-Unis et Canada). Le texte demande la « prompte convocation » de la conférence de Genève avec notamment la participation de l'O.L.P. Il insiste sur la nécessité d'une solution d'ensemble tenant compte des droits nationaux des Palestiniens, avec retrait des Israéliens des territoires occupés.

Deux textes ont été adoptés le 2 décembre sur la question de Palestine. Le premier (voté par 104 voix contre 12 et 26 abstentions) réaffirme l'appui de l'Assemblée au plan Globalisé par le comité pour les droits inaliénables du peuple palestinien. Le deuxième (95 voix pour 20 contre et 26 abstentions) prie le secrétaire général d'établir un service spécial des droits palestiniens au sein du secrétariat de l'ONU.

Sur les pratiques israéliennes dans les territoires occupés, trois résolutions ont été adoptées le 13 décembre. L'une d'elles condamne ces pratiques et charge le comité spécial compétent de poursuivre sa mission.

Par 120 voix (une abstention : celle d'Israël), l'Assemblée a décidé de prolonger de trois ans le mandat de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA). Une autre résolution demande le retour des personnes déplacées depuis 1967.

MAINTIEN DE LA PAIX. — L'Assemblée a notamment adopté à ce propos une résolution relative à la conclusion d'un traité mondial sur le non-recours à la force dans les relations internationales. Elle a aussi voté une déclaration sur la consolidation de la défense internationale.

PROBLÈMES ÉCONOMIQUES. — Les principales décisions de l'Assemblée en ce domaine concernent le nouvel ordre économique international. Dans un texte adopté sans vote, l'Assemblée demande notamment que toute négociation globale concernant l'instauration de ce nouvel ordre se déroule dans le cadre de l'ONU et décide de convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée générale en 1980 pour évaluer les progrès réalisés. Un comité plénier se réunira entre les sessions de l'Assemblée jusqu'à la session extraordinaire.

D'autres résolutions d'intérêt général portent sur le problème de l'inflation, l'endettement des pays en voie de développement, le transfert de techniques, etc. Par consensus, l'Assemblée a invité le 20 décembre les Etats généraux à nommer dans les meilleurs délais un directeur général pour le développement et la coopération économique internationale. Désigné pour quatre ans, il devra assurer une coordination des activités en matière de développement à l'intérieur du système des Nations unies.

Le secrétaire général a aussi été invité, dans un texte portant sur le financement du développement, à établir, avec l'aide d'un groupe d'experts, un rapport sur les pouvoirs de garantie des institutions financières internationales existantes et sur la possibilité de créer un organisme multilatéral d'assurance.

Parmi les nombreux autres textes concernant les activités économiques de l'ONU, signalons la décision de convoquer à Buenos-Aires du 30 août au 12 septembre prochains, la conférence des Nations unies sur la coopération technique entre pays en voie de développement.

DECOLONISATION. — Le 28 novembre, l'Assemblée a exprimé l'espoir (sans voter) qu'une solution juste et durable soit promptly trouvée au problème du Sahara occidental. L'examen de la question a été renvoyé à sa trente-troisième session. A propos de Timor, l'Assemblée a rejetté le 28 novembre, par 87 voix contre 26 et avec 47 abstentions, l'allégation

NATIONS UNIES ET INSTITUTIONS SPÉCIALES À VOCATION MONDIALE

dans un contexte économique nouveau où la stylé de la participation au travail est en évolution constante et continuera à changer.

F.A.O.

Les travaux de la dix-neuvième conférence générale

ROME à Rome du 12 novembre au 1er décembre, la dix-neuvième session de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.) a estimé que les progrès réalisés en agriculture étaient insuffisants bien que la production et les réserves alimentaires se soient accrus.

Comparant les progrès de la production vivrière aux régimes alimentaires réels des populations affamées du monde, la conférence a conclu que « peu de progrès ont été enregistrés depuis 1974 en ce qui concerne l'objectif de base de l'Organisation : l'amélioration de la nutrition et de la malnutrition. L'amélioration de la production de viande par habitant n'a guère modifié la situation nutritionnelle dans quantité de mètres ». Selon elle, le haut niveau des stocks est dû en partie au fait que les pays ne peuvent acheter des vivres en quantités suffisantes.

Un programme d'action pour la prévention des pertes alimentaires a été approuvé au cours de l'Assemblée. Il sera financé par un fonds placé dans le budget annuel de 1 milliard de dollars fourni à l'aide des réserves financières de la F.A.O. D'autre part, la conférence a invité les Etats membres à contribuer pour un montant de 25 % par rapport à l'exercice précédent.

Le Dr. Bakar Shabu (Nigéria) a été élu président du conseil de la F.A.O., dont le mandat de deux ans a été étendu de quarante jours à quarante-sept. La conférence a aussi prévu d'augmenter les effectifs de son comité permanent et de son programme financier.

Un budget de 212,35 millions de dollars a été approuvé pour financer les dépenses de l'organisation en 1978-1979.

CÉREALIS. — Selon un rapport publié le 20 novembre par l'Organisation mondiale des céréales, plus faible en 1977, mais elle devrait croître à taux moyen en 1978, une demande mondiale croissante et à maintenir les stocks mondiaux à leur niveau actuel. L'étude de la F.A.O. publie dans le même rapport, pour la première fois, des changements variés dans les perspectives agricoles pour 1977 et esquisse les perspectives pour 1978.

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL. — Une aide alimentaire d'une valeur de 5 851 000 dollars a été décidée ou mise au PAM en faveur du Liban, Cuba, Israël, Italie et Roumanie.

le 24 novembre dernier, pour contribuer au rapatriement de personnes déplacées dans le sud du pays.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE. — La commission internationale d'études des problèmes sociaux, créée en 1972 à l'initiative de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), a tenu sa première réunion à Paris, du 14 au 16 décembre.

— L'UNESCO a organisé, le 7 décembre à Paris, une conférence sur la situation des droits de l'homme en Afrique australe.

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique tripartite de l'extension sociale, convoquée par l'Organisation internationale du travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 12 au 16 décembre, a obtenu de rechercher une solution aux problèmes spécifiques qui posent les conditions d'emploi et de travail.

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE. — Après avoir pris connaissance des conclusions d'une conférence internationale d'experts médicalisés sur le sujet, le Dr. B. Mahler, directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.), a indiqué le 14 décembre à Dacca (Bangladesh) que la variété avait été supprimée en Asie. La commission a également recommandé l'adoption d'un programme de vaccination contre la variole dans les années à venir.

— L'O.M.S. a annoncé, au mois de novembre, qu'il allait devenir de moins à moins le projet essentiellement l'élaboration de plans directeurs pour l'apprentissage public en eux et l'execution des détachés urbains dans toute la province de Kosovo (Yougoslavie).

— L'I.M.S. a lancé, au début du mois de décembre, un appel à tous les Etats membres de la région européenne, les fédérations de la lutte contre la polio dans le pays.

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE. — Cent soixante-dix participants de trente-sept pays ont assisté à la réunion internationale se sont réunis le 21 et 22 novembre à Wapenasse (Pays-Bas) sous l'égide de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.), de l'I.A.E. et de l'O.M.S. La réunion avait pour objectif d'identifier les meilleures méthodes d'avenir d'une nouvelle méthode physique de conservation des denrées alimentaires : l'emploi des rayonnements ionisants émis par les radio-isotopes ou produits par des dispositifs électriques.

DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL. — Le comité permanent de l'Organisation des nations pour le développement industriel (O.N.D.U.), chargé d'examiner les programmes de l'Organisation, réuni à Vienne du 5 au 9 décembre, a approuvé diverses activités qui étaient destinées à l'évaluation et à l'amélioration de l'efficacité de l'application du nouveau fonds de développement industriel, qui doit permettre à l'Organisation de disposer de ressources accrues.

— Les représentants de plus de cinquante pays ont participé du 12 au 16 décembre, à Madrid, à un colloque international sur les problèmes mondiaux des huiles et graisses végétales, convoqué par l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (O.N.D.U.).

— Les gérances à donner aux pays en voie de développement, pour leurs opérations avec les pays industrialisés, ainsi que les systèmes d'assurance qui les protégeront contre le non-respect des obligations contractuelles par les partenaires étrangers, permettent les questions prioritaires que quelque cent cinquante spécialistes internationaux venus d'une vingtaine de pays ont examinées lors d'un séminaire à Lahore (Pakistan), du 25 au 29 novembre.

NAVIGATION MARITIME. — Le Groupe permanent de l'Organisation des nations pour la navigation maritime (O.N.C.M.), qui comprend 113 Etats membres de l'Organisation, a approuvé la convention internationale consultative de la navigation maritime (D.M.C.I.),

Six duplex dans la grande tradition de l'Avenue Foch



L'avenue Foch à la Belle Epoque, du temps de Boni de Castellane et de Proust.

A deux pas du Bois de Boulogne, appartenant témoigne d'une recherche très actuelle du plus grand confort. Là, tout est luxe, harmonie, noblesse, dans la conception comme dans les matériaux. Villa Foch, il n'y a que six duplex! *La Villa Foch*, à Paris, a été construite en 1904. Ses architectes étaient les frères Charles et Paul Bigot. *La Villa Foch* a été vendue à la vente publique en 1924. Depuis, elle a été restaurée et transformée en appartements luxueux. *La Villa Foch* a été vendue à la vente publique en 1924. Depuis, elle a été restaurée et transformée en appartements luxueux.

La Villa Foch a été vendue à la vente publique en 1924. Depuis, elle a été restaurée et transformée en appartements luxueux.

La Villa Foch a été vendue à la vente publique en 1924. Depuis, elle a été restaurée et transformée en appartements luxueux.

La Villa Foch a été vendue à la vente publique en 1924. Depuis, elle a été restaurée et transformée en appartements luxueux.

La Villa Foch a été vendue à la vente publique en 1924. Depuis, elle a été restaurée et transformée en appartements luxueux.

La Villa Foch a été vendue à la vente publique en 1924. Depuis, elle a été restaurée et transformée en appartements luxueux.

La Villa Foch a été vendue à la vente publique en 1924. Depuis, elle a été restaurée et transformée en appartements luxueux.

La Villa Foch a été vendue à la vente publique en 1924. Depuis, elle a été restaurée et transformée en appartements luxueux.

La Villa Foch a été vendue à la vente publique en 1924. Depuis, elle a été restaurée et transformée en appartements luxueux.

La Villa Foch a été vendue à la vente publique en 1924. Depuis, elle a été restaurée et transformée en appartements luxueux.

La Villa Foch a été vendue à la vente publique en 1924. Depuis, elle a été restaurée et transformée en appartements luxueux.

La Villa Foch a été vendue à la vente publique en 1924. Depuis, elle a été restaurée et transformée en appartements luxueux.

La Villa Foch a été vendue à la vente publique en 1924. Depuis, elle a été restaurée et transformée en appartements luxueux.

La Villa Foch a été vendue à la vente publique en 1924. Depuis, elle a été restaurée et transformée en appartements luxueux.

La Villa Foch a été vendue à la vente publique en 1924. Depuis, elle a été restaurée et transformée en appartements luxueux.

La Villa Foch a été vendue à la vente publique en 1924. Depuis, elle a été restaurée et transformée en appartements luxueux.

La Villa Foch a été vendue à la vente publique en 1924. Depuis, elle a été restaurée et transformée en appartements luxueux.

La Villa Foch a été vendue à la vente publique en 1924. Depuis, elle a été restaurée et transformée en appartements luxueux.

La Villa Foch a été vendue à la vente publique en 1924. Depuis, elle a été restaurée et transformée en appartements luxueux.

La Villa Foch a été vendue à la vente publique en 1924. Depuis, elle a été restaurée et transformée en appartements luxueux.

La Villa Foch a été vendue à la vente publique en 1924. Depuis, elle a été restaurée et transformée en appartements luxueux.

La Villa Foch a été vendue à la vente publique en 1924. Depuis, elle a été restaurée et transformée en appartements luxueux.

La Villa Foch a été vendue à la vente publique en 1924. Depuis, elle a été restaurée et transformée en appartements luxueux.

La Villa Foch a été vendue à la vente publique en 1924. Depuis, elle a été restaurée et transformée en appartements luxueux.

La Villa Foch a été vendue à la vente publique en 1924. Depuis, elle a été restaurée et transformée en appartements luxueux.

La Villa Foch a été vendue à la vente publique en 1924. Depuis, elle a été restaurée et transformée en appartements luxueux.

La Villa Foch a été vendue à la vente publique en 1924. Depuis, elle a été restaurée et transformée en appartements luxueux.

La Villa Foch a été vendue à la vente publique en 1924. Depuis, elle a été restaurée et transformée en appartements luxueux.

La Villa Foch a été vendue à la vente publique en 1924. Depuis, elle a été restaurée et transformée en appartements luxueux.

La Villa Foch a été vendue à la vente publique en 1924. Depuis, elle a été restaurée et transformée en appartements luxueux.

La Villa Foch a été vendue à la vente publique en 1924.

Groupe de la Banque mondiale

Cinq prêts de la BIRD

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale ou BIRD) a annoncé plusieurs prêts ces dernières semaines :

— Au Nicaragua (1er décembre) : 10,1 millions de dollars pour un projet d'adduction d'eau à Managua ; 3 millions de dollars pour un projet rural d'assainissement touchant cinq cent cinquante villages ;

— Au Botswana (8 décembre) : 6,5 millions de dollars pour un projet destiné à stopper la dégradation des pâtures et à favoriser l'introduction de méthodes de gestion améliorées ;

— A la Côte d'Ivoire (15 décembre) : 28 millions de dollars pour un projet d'entretien de routes de desserte et de routes à grande circulation ;

— A la Jamaïque (15 décembre) : 30 millions de dollars pour l'amélioration de matières premières et de biens d'équipement pour les productions industrielles et agricoles ;

— Au Paraguay (15 décembre) : 6 millions de dollars pour la construction de réseaux d'adduction d'eau.

CRÉDITS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT. — L'Association internationale de développement (IDA) a annoncé des crédits en faveur des pays subvenus :

— Pakistan (24 novembre) : 3 millions de dollars pour des services techniques qui aideront à mettre en œuvre les projets de développement économique de l'Asie du Sud-Est ;

— Kenya (30 novembre) : 15 millions de dollars pour la partie industrielle ;

— Bangladesh (30 novembre) : 15 millions de dollars pour l'importation des éléments industriels, matières premières, produits chimiques et pièces détachées nécessaires au fonctionnement des industries hautement prioritaires ;

— Haïti (15 décembre) : 6,6 millions de dollars pour la construction ou l'amélioration de polders dans les plaines marécageuses qui bordent le fleuve Niger ;

— Egypte (8 décembre) : 2 millions de dollars pour le financement d'une étude économique qui servira de base à la préparation d'un projet régional d'adduction d'eau dans des zones rurales et de petites villes ;

— Pakistan (8 décembre) : 70 millions de dollars pour un projet de matière première de l'eau et de l'assèchement des vallées dans deux régions du Punjab et 17 millions de dollars pour une étude de pré-investissement d'un projet forestier dans la province frontalière du nord-ouest ;

— Inde (8 décembre) : 1,5 millions de dollars pour aider la Banque d'investissement de l'Asie à faire face à ses besoins en denrées étrangères d'ici à 1980 ;

— Inde (12 décembre) : 6,2 millions de dollars pour la réalisation et l'exploitation de réseaux d'adduction d'eau dans sept villes de province ;

— Inde (15 décembre) : 87 millions de dollars pour l'amélioration des services urbains dans le district métropolitain de Calcutta.

SOCIEDÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE. —

La Société financière internationale (IFI), filiale de la Banque mondiale, a annoncé, le 21 décembre, un second investissement d'environ 1,5 million de dollars dans la Banque nationale pour le développement (B.N.D.E.) du Maroc. La S.F.I. avait déjà versé 1,5 million de dollars dans le capital de la B.N.D.E. en 1972. Ce nouveau financement représente la part de la S.F.I. d'une offre qui est faite aux actionnaires de donner 10 millions de dollars supplémentaires à cette-ci de continuer ses emprunts à long terme dont elle reprend le produit aux entreprises.

EMPRUNTS DE LA BIRD. — La Banque mondiale a annoncé, le 24 novembre, un emprunt à moyen terme d'un montant de 300 millions de francs suisses auprès d'un groupe d'importantes banques suisses.

D'autre part, une offre publique de 50 milliards de francs (20 millions de dollars), en montant principal d'offre initial, a été lancée par la BIRD, et a été annoncée le 23 novembre à Tokyo.

Les obligations « Obligations à 5,8 % et d'échéance annuelle de 1977 à huitième série » ont été vendues au public. Leur échéance finale était le 5 décembre 1982 et les obligations servent d'obligations au cours des versements égaux de 5 milliards de francs pour chacune des années 1983 à 1982 et un versement final de 23 milliards de francs en 1982.

CONFÉRENCE SUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES CARAÏBES. — La Banque mondiale a organisé à Port-Louis, les 14 et 15 décembre, une conférence sur les besoins liés au développement des pays de la région des Caraïbes et sur l'éventualité de la mise en place d'un mécanisme formel de concertation pour les questions liées au développement des Caraïbes.

MEETING DU CONSORTIUM POUR LE BANKE-TAN. — Les gouvernements et organisations concernés par l'aide au développement au Pakistan se sont réunis à Paris le 18 décembre, sous la présidence de la Banque mondiale.

Banque arabe pour le développement économique en Afrique

Session du conseil des gouverneurs

Le conseil des gouverneurs, composé des ministres des finances des dix-huit pays membres de la Banque arabe de développement économique en Afrique (BADEA), s'est réuni à Khartoum le 3 décembre, pour sa troisième assemblée annuelle ordinaire. Le conseil a notamment fixé le capital du Fonds arabe spécial d'aide à l'Afrique à un niveau de 350 millions de dollars, qui devront être incorporés au capital de la Banque. Il a aussi accepté la politique de prêt : la participation de la Banque dans le financement des projets, quand elle est accompagnée d'un taux de participation de 50 % au moins, et à 10 % de dollars, a été plafonnée à 40 % du coût total du projet (contre 50 % précédemment) et à 60 % (contre 50 % antérieurement) quand cette participation est inférieure à 1 million de dollars. Le conseil a recommandé au président de la Banque d'envisager les démarches auprès de la Ligue des Etats arabes afin que les ressources du Fonds arabe d'aide technique soient affectées à l'assistance technique et l'assistance technique et l'assistance technique et l'assistance technique de la BADRA. Au cours de cette session, le conseil a approuvé de nouveaux engagements de prêts au bénéfice du Cameroun, du Madagascar et du Libéria, pour un montant total de 23,25 millions de dollars. Un don de 30 000 dollars, pouvant se résoudre en avance sur prêt, a été accordé aux Comores.

Banque asiatique de développement

Prêts à six pays

La Banque asiatique de développement a annoncé l'octroi de prêts en faveur de six pays :

— Corée du Sud (31 octobre) : 41,5 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque) pour vingt-trois ans et à 8,50 % destinés à l'amélioration du réseau routier ;

— Népal (3 novembre) : 4,5 millions de dollars (à l'aide des ressources du fonds spécial, pour quarante ans et à 1 %) affectés à un programme de formation professionnelle ;

— Malaisie (8 novembre) : 15,3 millions de dollars pour financer l'adduction d'eau dans les villes de Kota Kinabalu et de Tawau ; ce prêt est assorti d'un don d'assistance technique d'un montant de 160 000 dollars. Le 29 novembre, ce pays s'est également vu accorder un prêt de 18 millions de dollars pour le financement du programme de développement régional

OPÉATIONS FINANCIÈRES DANS LES DÉSERTS D'AFRIQUE

Banque interaméricaine de développement

Prêts à onze pays

La Banque interaméricaine de développement (BID) a annoncé le 15 novembre, un prêt en faveur de onze pays :

— Indonésie (25 novembre) : 30 millions de dollars (pour quinze ans et à 8,50 %) dont trente-sept pour la Banque Pétro-gazière Indonésienne (BAPINDO), une des trois plus importantes matières premières du pays ;

— Philippines (29 novembre) : 35 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque) pour quinze ans et à 8,50 % accordés à la Banque de développement des Philippines ;

— Afghanistan (29 novembre) : 5,7 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires du fonds spécial pour quarante ans et à 8 %) pour financer la réalisation d'installations de pompage pour les fertilisants et les produits chimiques et vétérinaires.

RÉCENTES PUBLICATIONS

• *Euro-Asia Challenge and Opportunity* (l'Asie russe et ses perspectives) : étude réalisée à la demande de la Banque par une équipe d'experts internationaux pour préparer les politiques à appliquer dans les pays d'Asie dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de la BID au cours des prochaines années (voir page 1 *l'Actualité de Paris* de ce mois).

Banque européenne d'investissement d'investissement

Octroi de vingt prêts dans les pays de la CEE, dont treize à l'Italie

La Banque européenne d'investissement (BEI) a annoncé, aux mois de novembre et de décembre, l'octroi de plusieurs prêts :

— Le 29 novembre, cinq prêts d'un montant total équivalant à 83,5 milliards de livres (848 millions d'e.u.c.) pour contribuer au financement de deux projets industriels dans le Mexicogolfo Italien : la mise en valeur de deux sites miniers dans le sud de l'Asie, ainsi que la construction d'un terminal d'hydrocarbures à Pecito. Le prêt le plus important (24 milliards de livres), d'une durée de huit ans, au taux d'intérêt de 7,7 % l'an, a été octroyé solidairement à l'EPMI (Ente Partecipazioni e Finanziamenti Industriali Manifatturieri) et à l'ENI (Ente Nazionale Idrocarburi) ; l'équivalent de 20 milliards de livres a été accordé à l'ITMI (Ente Italiano Mobiliare Italiano) pour dix ans au taux de 8 % ;

— Le 9 décembre, un prêt d'une contre-valeur de 17 millions de livres (16 millions d'e.u.c.) pour le développement des télécommunications en Irlande ; ce prêt est assorti d'une durée de vingt ans et d'un taux d'intérêt de 8,6 % ;

— Un prêt à la Société lorraine de laminer continu (SOLLAC) d'une contre-valeur de 110 millions de francs (19,8 millions d'e.u.c.) pour une durée de quinze ans, au taux de 9,7 % l'an, pour le financement de la première étape de la modernisation de l'aciérie de Serémange (Moselle) ;

— Le 16 décembre, un montant d'une contre-valeur de 20 millions de livres (19 millions d'e.u.c.) pour contribuer au combat contre la pollution pétrolière en Méditerranée, dans les Abruzzes, où une courte de formation des techniciens des télécommunications et le financement de divers investissements industriels, le pluspart également dans le Mexicogolfo Italien ;

— Le 20 décembre, un prêt d'une contre-valeur de 27 millions de francs (26 millions d'e.u.c.) pour la modernisation et le renforcement des télécommunications internationales en France ; d'une durée de quinze ans et au taux d'intérêt de 9,35 % l'an, ce prêt a été accordé à la Caisse nationale des télécommunications à Paris ;

— Un prêt d'une contre-valeur de 50 millions de francs (47 millions d'e.u.c.) en faveur de la construction d'un rapport à l'Etat danois (ministère des finances) pour une durée de quinze ans au taux de 8,4 % l'an ;

— Le 21 décembre, un prêt d'une contre-valeur de 18,1 millions de livres (20 millions d'e.u.c.) pour contribuer au financement du plus de quarante améliorations et aménagements du réseau routier national irlandais ; ce prêt a été consenti pour une durée de vingt ans au taux de 9,6 % l'an.

Signaleons aussi que l'aide d'urgence de 160 millions de francs (15 millions d'e.u.c.) offerte par la Communauté économique européenne au Portugal sous forme de prêt à long terme de la BEI a pris fin le 31 décembre avec l'octroi d'un prêt de 18 millions d'e.u.c. pour le financement d'initiatives de petite et moyenne dimension.

Prêts dans le cadre de la convention de Lomé

En application de la convention de Lomé, la BEI a annoncé l'octroi des prêts suivants :

— Le 7 décembre, un prêt de 4,9 millions d'e.u.c. pour le financement d'une usine de tissage qui sera aménagée à Morogoro, à 180 kilomètres à l'ouest de Dar-es-Salam (Tanzanie), d'une durée de vingt ans et au taux de 9,50 % l'an.

— Le 19 décembre, un prêt d'équivalent de 2 millions d'e.u.c. pour contribuer au financement du plus de quarante améliorations et aménagements du réseau routier national trianadien ; ce prêt a été consenti pour une durée de vingt ans au taux de 9,6 % l'an.

Signaleons aussi que l'aide d'urgence de 160 millions de francs (15 millions d'e.u.c.) offerte par la Communauté économique européenne au Portugal sous forme de prêt à long terme de la BEI a pris fin le 31 décembre avec l'octroi d'un prêt de 18 millions d'e.u.c. pour le financement d'initiatives de petite et moyenne dimension.

EDITIONS A. PEDONE

A la session annuelle : mise en garde contre le protectionnisme

— L'ouverture de la session annuelle des parties contractantes à l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), le 5 et 6 décembre, a été marquée par une séance d'assurances, après avoir renouvelé l'engagement de l'accord à commercier à des taux vitaux.

La principale question soumise aux assauts des participants a été celle de l'application du programme intégré ; le comité a envisagé une reprise éventuelle de la conférence de négociation sur un fonds commun suspendue le 1er décembre (voir page 1 *l'Actualité de Paris* du 20 novembre dernier) et a approuvé un nouveau calendrier pour les réunions sur divers produits de base.

COMMISSION DES INVISIBLES. — La commission des invisibles et des financements liés au commerce a été créée dans le cadre de la conférence de la huitième session, du 5 au 9 décembre, aux Nations unies à Genève.

La commission des invisibles et des financements liés au commerce a été créée dans le cadre de la conférence de la huitième session, du 5 au 9 décembre, aux Nations unies à Genève.

— La principale question soumise aux assauts des participants a été celle de l'application du programme intégré.

— La session a duré deux jours et a été essentiellement consacrée aux difficultés actuelles du commerce international, à la lumière d'une

étude publiée le 28 novembre par le secrétariat de GATT et selon laquelle les fortes pressions protectionnistes devraient en effet persister.

Le rapport met, lui aussi, en garde contre cette « politique instable, querelleuse et en définitive incontrôlable » qu'est le néo-protectionnisme.

Accord sur le renouvellement de l'accord multilatéral

Les négociations au comité du textile du GATT ont abouti le 14 décembre à un accord sur un protocole renouvelant l'accord multilatéral (AMF) de 1973 pour une nouvelle période de quatre ans. Le protocole est entré en vigueur le 1er janvier pour les Etats qui l'avaient signé.

Ce texte constitue une sorte de mode d'emploi pour le nouvel AMF. Il est assorti de considérations qui ouvrent la voie à toutes les interprétations. Les pays ayant de graves problèmes d'importations pourront espérer certaines dérogations temporaires. Toutefois, les pays exportateurs sont opposés à une interprétation large du texte.

O.C.D.E. — *Perspectives d'expansion peu favorables pour 1978*

SELON le rapport intitulé *Les perspectives économiques pour 1978*, publié le 28 décembre par le secrétariat de l'Organisation pour l'coopération et le développement (OCDE), « les perspectives immédiates d'expansion économique se sont assombries » depuis la réunion du conseil ministériel, en juin dernier.

Le croissance des pays membres pourraient, si les politiques actuelles restent inchangées, être que de 3,5 % en 1978 et, comme en 1977, se ralentir en cours d'année. Le taux annuel de progression du P.N.B. de la zone O.C.D.E. passe de 2,5 % au cours du dernier mois de 1978, mais pour retomber à 2 % pendant les mois suivants.

CHOMAGE DES JEUNES. — Le problème du chômage des jeunes a été discuté au cours d'une conférence ministérielle qui s'est tenue à Paris les 5 et 6 décembre sous la présidence du ministre du travail, Jean-Pierre Chevènement. Un point a été priorisé : l'emploi des jeunes.

— George Model (Népal), président de l'organisation, a lancé le 29 novembre dernier une nouvelle mise en garde contre le protectionnisme.

La session a duré deux jours et a été essentiellement consacrée aux difficultés actuelles du commerce international, à la lumière d'une

étude publiée le 28 novembre par le secrétariat de GATT et selon laquelle les fortes pressions protectionnistes devraient en effet persister.

Le rapport met, lui aussi, en garde contre cette « politique instable, querelleuse et en définitive incontrôlable » qu'est le néo-protectionnisme.

COMITÉ D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT. — Dans le chapitre introductif de son rapport annuel, intitulé *Coopération pour le développement*, ex-

EDITIONS A. PEDONE

LA BONNE FOI EN DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

de E. ZOLLER

Un volume de 400 pages

13, rue Sentier, 75005 PARIS

Téléphone : 033-05-97

80 F.N.T.

men 1977, publié en décembre, le président du conseil d'aide au développement de l'OCDE insiste sur la nécessité de réorienter les politiques économiques pour définir le cadre à l'intérieur duquel s'effectueront les mesures propres à assurer l'utilisation optimale des ressources humaines et matérielles « au profit de l'ensemble de la population du tiers-monde ».

AGENCE POUR L'ENERGIE NUCLEAIRE — L'Agence de l'OCDE pour l'énergie nucléaire (A.E.N.) a organisé du 5 au 9 décembre, à Luxembourg, en collaboration avec l'agence nationale de l'énergie atomique, un symposium international sur la sûreté des nucléaires nucléaires.

RECENTES PUBLICATIONS

• *Où va le marché et pratiques commerciales mondiales*, rapport rédigé par le comité de la politique énergétique des consommateurs de l'OCDE; 44 pages, 1976.

• *Examen des politiques sectorielles des pays membres de l'OCDE, 1974-1976* : nouvelle publication qui présente un examen permanent des politiques sectorielles dans tous les domaines, et qui examine aussi les problèmes d'actualité et l'évolution des politiques agricoles des pays membres; 124 pages.

• *Système d'observation permanente des migrations*: Cinquième rapport (MVT) du système d'observation permanente des migrations (SOEM), qui retrace les développements dans quinze pays membres et édité sous la direction du professeur Bernard Koenig.

• Dans la série « Etudes économiques » :

Association latino-américaine de libre-commerce

Dix-septième session ordinaire de la Conférence

La dix-septième période de sessions ordinaires de la conférence de l'Association latino-américaine de libre-commerce (ALALC) s'est tenue à Montevideo, du 5 au 27 novembre. Ses travaux ont essentiellement porté sur les négociations commerciales.

En total, mille soixante-seize concessions tarifaires ont été négociées en vertu du programme d'intégration des échanges réglé par les accords de complémentarité industrielle, les listes nationales et les listes d'avantages non généralisés (ces dernières prédominant notamment aux pays les moins développés). La plupart des concessions, dans le cadre des accords de complémentarité industrielle, portent sur les machines de bureau, les produits chimiques et pharmaceutiques, les industries électroniques dérivées du pétrole, l'industrie photographique, les matières colorantes et les pigments, ainsi que sur les équipements électriques et électroniques.

En dehors des négociations commerciales, la conférence s'est penchée sur les dispositions en matière de changes et de financement du commerce, ainsi que sur les pratiques commerciales qui affectent le développement des échanges à l'intérieur de la zone. Une conférence extraordinaire, prévue pour le troisième trimestre de l'année 1978, se tiendra de ces questions. En outre, la conférence a reconduit jusqu'au 31 décembre 1978 l'actuel régime sur l'origine des marchandises.

La conférence a aussi examiné le rapport annuel du comité d'audit permanent et établi le programme de ses activités pour 1978. Celui-ci prévoit notamment la convention, pour la première fois, du conseil administratif des affaires étrangères, organe suprême de l'Association. Enfin le budget de fonctionnement de l'Association pour la prochaine année fiscale a été approuvé. La dix-huitième période de sessions ordinaires de la conférence aura lieu du 6 au 29 novembre à Montevideo.

COOPÉRATION AVEC L'INSTITUT LATINO-AMÉRICAIN DE ROME — L'Institut central de l'ALALC s'est réuni en séance extraordinaire, le 28 novembre dernier, à Montevideo, afin d'examiner avec les représentants de l'institut italo-américain de Rome le programme d'activités communiques pour 1978, et l'accord de coopération soumis par les deux organisations en juillet 1976.

Groupe andin

Programme de promotion des exportations

LES directeurs des offices nationaux de promotion des exportations des pays membres se sont réunis à Bogota le 7 au 12 décembre pour mettre au point le premier programme de promotion des exportations du Groupe andin. Les nouvelles dispositions

prévoient que les cinq pays mèneront en commun une série d'actions portant notamment sur la diffusion de l'information commerciale, la participation générale aux foires et expositions à l'étranger, la création d'entreprises de commercialisation, la promotion de biens des industries faisant l'objet des programmes sectoriels de développement, etc.

PARTICIPATION AUX NEGOCIATIONS DU GATT — Organisée par le Comité de l'accord de l'OCDE en collaboration avec le CEPAL, la réunion a été suivie dans la capitale péruvienne, du 7 au 11 décembre, de la dernière réunion d'experts gouvernementaux sur les négociations commerciales multilatérales qui se déroulent à Genève dans le cadre de l'accord général sur les tarifs (ou le GATT).

PROJETS TECHNOLOGIQUES — La neuvième réunion du comité chargé des projets andins de développement technologique dans le domaine des ressources des forêts tropicales (PADD-BREPORT) s'est tenue à Bogota du 12 au 15 décembre. Les experts ont fait le point sur les travaux menés dans le cadre d'une étude visant à l'industrialisation du bois et à la généralisation de son emploi dans la construction de maisons économiques.

Organisation des pays exportateurs de pétrole

Maintien du prix actuel

Le prix du pétrole restera inchangé jusqu'à nouvel ordre : telle est la conclusion de la conférence des ministres de l'organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), qui s'est réunie à Caracas les 20 et 21 décembre. Le communiqué publié à l'issue de la conférence ne précise pas si ce maintien sera temporaire ou définitif. Il indique seulement que la conférence a examiné « la question des réajustements de prix ». Mais les pays membres n'ont pu parvenir à un consensus commun sur ce sujet.

Le secrétaire général de l'organisation, M. Ali Jaidah, a précisé que cette absence d'accord se traduirait par un maintien des prix du pétrole de référence à son niveau initial de 12,70 dollars par baril. Le communiqué indique également que les pays membres se consultent pour faire de nouveaux efforts afin de renforcer leur solidarité à l'égard des pays en voie de développement.

ASSOCIATION EUROPÉENNE DE LIBRE-ECHANGE — Le comité de partenariats des pays de l'Europe de l'Est (A.E.L.E.), réuni pour la première fois à Genève le 25 novembre, a adopté une résolution sur la situation économique dans laquelle il indique que les prix actuels sont trop élevés et proposent que le comité constitutif de concevoir une conférence tripartite des pays d'Europe occidentale sur les politiques économiques. Le plein emploi et la stabilité financière.

Les trois dernières périodes de négociations entre les pays de l'A.E.L.E. et l'Espagne se sont déroulées d'accord commercial multilatéral et sont terminées à Genève le 5 au 9 décembre.

COMMUNAUTE DES CARAÏBES — Le groupe des officiers militaires de l'armée des Caraïbes, de défaut une stratégie pour le développement industriel des pays les moins développés de la zone et d'établir, en conséquence, un programme d'assistance technique, a voté pour renouveler pour deux ans la mission de l'armée des Caraïbes à Georgetown (Guyana). Son mandat devrait prendre fin le 31 décembre.

CONSEIL INTERNATIONAL DU BIE — Le conseil international du BIE, réuni à Londres les 13 et 14 novembre, a pris en compte les résultats de la récente « bourse des créances et de la dette » de 1977 et examiné les prévisions pour 1978-1979. Le conseil a également pris connaissance d'un rapport sur les résultats de l'opération de versement concernant la négociation d'un nouveau accord qui pourrait remplacer l'accord international sur le bie en 1974.

CONSEIL OBLIGATOIRE INTERNATIONAL — Le conseil obligeatoire, réuni à Bruxelles les 22 et 23 novembre dernier, pour l'actuelle campagne obligatoire internationale 1977-1978, a conseillé de prévoir une production mondiale d'huile d'olive équivalente à la moyenne des deux dernières campagnes (1.440.000 tonnes métriques).

Les travaux du conseil ont surtout porté sur les mesures propres à favoriser une amélioration de la consommation d'huile d'olive dans le monde. Il a décidé de continuer à étudier l'application d'un quota sur l'huile d'olive (soit jusqu'au 31 décembre 1979), dans la perspective d'une renégociation de cet accord au cours de l'hiver 1979 dans le cadre de la conférence internationale sur le commerce et le développement (CNUCED).

MARCHÉ COMMUN CENTRAL AMÉRICAIN — La deuxième réunion consultative des maîtres d'œuvre centraux a eu lieu à San José (Costa Rica) le 10 et 11 décembre. Elle a été consacrée à l'examen des résultats de l'application des mesures de libéralisation du commerce de l'Amérique centrale, dont la création a été décidée par la déclaration de Guatimalteco, le 14 octobre dernier.

Marché commun

Bilan du Conseil européen de Londres

Le conseil européen, réuni les 5 et 8 décembre à Bruxelles, a permis de résoudre une série de questions importantes pour l'activité de la CEE :

— Contribution britannique au budget de la Communauté pour 1978;

— Augmentation des ressources du Fonds régional;

— Lancement d'un emprunt communautaire destiné à financer les industries européennes en crise.

Les chefs d'état ou de gouvernement ont décidé de renforcer la pression européenne sur le Japon afin que Tokyo réduise son excédent commercial avec la CEE, qui est de 5 milliards de dollars.

En revanche, ils se sont contentés d'un accord de principe assez vague sur la relance de l'union économique et monétaire européenne, qui est en veilleuse depuis 1973. Ils sont toutefois tombés d'accord pour renforcer la solidarité financière entre les Neuf et aider ainsi les pays de la CEE à faire face à des difficultés de balance des paiements (Italie, Irlande et Grande-Bretagne).

M. Helmut Schmidt, chancelier de la R.F.A., a également insisté sur la crise actuelle du dollar qui favorise l'expansion de l'économie américaine au dépens de l'économie européenne.

Enfin, la proposition du président français, M. Valéry Giscard d'Estaing, de créer un « serpentin judiciaire européen », à l'intérieur duquel l'extradition des terroristes serait automatique sera examinée plus en détail par le conseil des ministres de la justice de la CEE. Tout en manifestant leur intérêt pour cette proposition, les partenaires de la France ont rappelé qu'il existait déjà une convention européenne sur le terrorisme dans le cadre du Conseil de l'Europe, trois conven-

tions de sécurité aérienne dans le cadre des Nations unies et qu'un groupe d'experts de la CEE travaille sur ce sujet depuis plusieurs mois.

Octroi d'une aide à certains pays en voie de développement

Le conseil des ministres des Neuf chargé des questions de développement s'est terminé le 26 novembre avec l'octroi d'une aide de 46 milliards d'unités de compte (1,14 dollar ou 5,7 F.F.) aux pays en voie de développement non associés à la Communauté européenne (dont l'Inde et le Pakistan, et plusieurs pays d'Amérique latine).

Le conseil a approuvé la proposition de la Commission européenne de répartir cette somme de la façon suivante : 78 % pour l'Asie et 22 % pour l'Amérique latine. M. Robert Gallo, ministre français des finances de la R.F.A. à l'issue du conseil des ministres des finances de la CEE.

Les pays du « serpent » (Allemagne de l'Ouest, Béneux et Danemark), a-t-il ajouté, disposent de réserves monétaires importantes et suffisantes pour faire face à la spéculation. Lors des dernières réunions, le « serpent » tiré vers le haut par la force du dechtemark, a subi de fortes pressions.

En outre, les ministres des finances des Neuf ont approuvé le doublement du concours

financier à moyen terme destiné à aider les pays membres de la CEE qui éprouvent des difficultés de balances de paiement. Ce concours passe donc de 2,7 à 5,45 milliards d'unités de compte européennes, soit plus de 30 milliards de francs français.

D'autre part, les ministres ont demandé à la Commission européenne de présenter dans les plus brefs délais ses propositions concernant l'amélioration d'un emprunt communautaire destiné à aider les industries européennes touchées par la crise.

Les ministres ont accepté l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 1978 du système de ressources propres de la CEE qui comprend les droits de douane, les prélevements agricoles ainsi qu'un pourcentage pouvant aller jusqu'à 1 % des recettes nationales de T.V.A.

Nouveau régime d'importation des textiles

Le conseil des ministres des affaires étrangères des Neuf a approuvé le 20 décembre les résultats des négociations bilatérales menées par la Commission européenne avec une trentaine de pays exportateurs de textiles à bas prix de revient. En conséquence, un nouveau régime d'importation de produits textiles a été mis en place le 1^{er} janvier, dans la CEE.

Le conseil des ministres a aussi approuvé le renouvellement de l'accord intermédiaire (accord multilatéral) dont le texte avait été mis au point à Genève, sous réserve que les accords bilatéraux conclus avec les pays exportateurs soient appliqués.

La décision du conseil permettra à l'Europe des Neuf de stabiliser dans un premier temps les importations de textiles au niveau de 1976, c'est-à-dire 1 000 000 de tonnes, avec ensuite un taux de progression modéré selon la sensibilité des produits à l'intérieur du Marché commun.

La France autorisée à dévaluer son franc vert

Le conseil des ministres de l'agriculture du 13 décembre a autorisé la France à dévaluer son « franc vert » de 2,5 % à partir du 1^{er} février prochain. Concrètement, cette décision signifie que les agriculteurs français bénéficient de cette date d'une hausse de 2,5 % de leurs revenus. En revanche, les montants compensatoires monétaires appliqués dans les échanges agricoles de la CEE baissent de 16,9 % à 14 %.

Cette réduction favorisera les exportations de produits agricoles vers les autres pays du Marché commun en les rendant plus compétitives.

PRIX AGRICOLES : PROPOSITIONS DE LA COMMISSION — La Commission de la CEE a proposé, le 8 décembre à Bruxelles, d'augmenter de 2 % en moyenne les prix agricoles européens pour l'année 1978. Le prix minimum français pour le blé est de 5,5 % sur la Commission de la CEE, a modulé comme les années précédentes, à savoir 5 % sur le marché communautaire. C'est ainsi que les pays de la CEE bénéficient d'une hausse moyenne plus importante (Italie 4,04 %, Grande-Bretagne 3,55 % et Irlande 2,3 %).

En revanche, les pays à moindre forte dépendance (Béneux, Islande et Allemagne occidentale 0,8 %).

AU CONSEIL DE L'ENERGIE — Le conseil de la CEE n'a pas pris le 13 décembre, que peu de décisions, sur la plupart des dossiers discutés, la Grande-Bretagne a confirmé qu'elle se réservait à prendre des mesures contrariantes.

C'est ainsi qu'en raison de la capacité des raffineries dépassant de plus de 35 % la demande actuelle, — ce qui doit être l'objectif du rapport le 1^{er} mars — et de la forte demande britannique, composée de hauts fonctionnaires, les Britanniques ont déjà exprimé leurs réserves quant à des mesures de contrainte ou de contrôle.

Le conseil a adopté une directive sur l'utilisation de l'énergie dans les industries et l'isolation des bâtiments et celles portant sur les génératrices de charbon. Un amendement britannique a été adopté excepté de ces normes les types de hauts et de grand gabarit.

LUTTE CONTRE LA FAUVETE — Le conseil de la CEE a pris le 13 décembre une directive sur la lutte contre la fauvette, à laquelle il a donné le nom de « fauvette europeenne ». Un amendement britannique a été adopté excepté de ces normes les types de hauts et de grand gabarit.

REUNION DES MINISTRES DE LA SANTE — Pour la première fois, les ministres de la santé de la CEE se sont réunis le 13 décembre à Bruxelles.

Ils ont décidé de demander à la Commission européenne d'étudier des mesures d'harmonisation des politiques de lutte contre le tabac et des légumes à feuilles.

M. Verdecq, commissaire européen chargé des affaires sociales, a rappelé aux ministres que la CEE dépense chaque année, dans le domaine de la santé, 100 milliards d'euros, soit 20 % de son budget total, qui revient essentiellement à la France.

À cela deux raisons, a-t-il expliqué : le vieillissement de la population et l'accroissement de la consommation de médicaments dont le coût est de plus en plus élevé.

POUR LES TELECOMMUNICATIONS — L'harmonisation des tarifs postaux dans l'Europe des Neuf n'est pas pour demain, a-t-on constaté à l'issue de la réunion du 15 décembre à Bruxelles des ministres des postes et télécommunications du Marché commun.

Les habitants des six pays fondateurs de la CEE continueront d'affranchir leurs lettres (de moins de 20 grammes) ou leurs cartes postales à un tarif unique.

Par contre, le troisième membre adhérente (l'Irlande) continuera à appliquer un tarif différent entre leurs deux types et les six précédents.

La Commission européenne a néanmoins été chargée d'étudier les implications financières et techniques d'un tarif postal unique.

ENVIRONNEMENT — Les ministres de l'environnement des Neuf ont décidé, le 12 décembre à Bruxelles, une réduction progressive en dix ans de la pollution par les fumées et bouses rouges, dans les régions de fabrication de dicoupage de viande.

CECA — Des droits compensatoires seront perçus provisoirement sur l'acier importé.

A PRES une longue période d'hésitation, la Commission européenne et le conseil des ministres des Neuf ont finalement opté pour une formule de protection de l'acier européen assez différente de celle qui a été retenue aux États-Unis. Tandis que Washington et Washington DC ont adopté le principe de l'accord Carter sur le principe d'un prix universel de référence de l'acier importé (5 % de plus que l'acier japonais) au-dessous duquel toute importation entraînerait une procédure antidumping automatique et rapide, les Neuf ont craint que cette procédure ne entraîne les grands producteurs d'acier dans une escalade protectionniste contraire à l'esprit du GATT.

Aussi ont-ils préféré une formule plus conforme à celui-ci, qui consiste à proposer aux principaux fournisseurs d'acier de l'Europe des Neuf de négocier pour l'acier vendu aux Neuf. Pendant ces négociations — dont la durée est fixée forfaitairement à trois mois — la Commission appliquera (de janvier à mars) des droits compensatoires qui seront automatiquement appliqués sur tout acier livré en Europe à un prix inférieur aux prix de base que la CEE va fixer pour chaque caté-

gorde de métal. Pour permettre l'application de ce système, les livraisons d'importation précédemment accordées ont été supprimées.

assurent 9,3 % de la production d'acier des Neuf, ce qui lui assurera la quatrième place dans la CEEA. L'opération aura trois aspects : les entreprises françaises Châtillon (contrôlée par Perbiac), Neuves-Maisons (Perbiac et Frère) et Châtillon (Perbiac et G.S.L.) seront conservées dans une société unique dénommée Compagnie industrielle Châtillon-Châtillon qui sera placée sous le contrôle de Perbiac et de la Française du Ruisseau, en vue de créer un groupe régionalisé à la production diversifiée entre les deux unités de Châtillon, Neuves-Maisons et les produits plats de Châtillon ; simultanément sera constitué un holding (Fidelco) par G.S.L., Perbiac et Frère, qui détiennent ensemble 55 % du capital de Châtillon, enfin, la nouvelle structure sera placée dans un autre holding belge qui détient de nombreuses participations financières dans des entreprises sidérurgiques belges et françaises qui sont confédérées, jusqu'à présent, par Perbiac et Frère.

AIDE À LA RECHERCHE — Bruxelles a accordé 220 millions d'euros de compte européen pour aider au programme pour l'université de Bruxelles (Université) concernant les causes des explosions provoquées par le contact du métal en fusion avec l'eau.

AIDE À LA READAPTATION — La Commission européenne a accorde 3,6 millions de francs l'aide au programme de réadaptation pour les travailleurs d'Ustica, touchés par la fermeture définitive de l'aciérie Thomas, des tissus Blooming, des trains lumineux et des services auxiliaires menés par la compagnie Italimpianti. Quatre jours sur cinq de l'aciérie Martin de l'usine de Donau et de deux trains lumineux de l'usine de Luzzadri.

BÉGUEUL DE LA PRODUCTION CHARBONNIÈRE — Durant les dix premiers mois de 1977, l'extraction houillère a reculé de 47 % en Allemagne, de 29 % en France, de 12 % en Italie et de 10 % en Espagne. Concernant les stocks sur le territoire des mines ont augmenté de 12 % en un an (33,7 millions de tonnes au lieu de 29,6).

AUTRES ORGANISATIONS POLITIQUES TECHNIQUES ET SOCIALES

Agence spatiale européenne

Accord sur les programmes

REUNI à Paris du 12 au 14 décembre, le conseil de l'Agence spatiale européenne (ASE) a procédé à un accord sur les programmes futurs de l'Agence, après de nombreuses réunions infructueuses (dont la dernière les 22 et 23 novembre).

Alors, le conseil a adopté, à l'unanimité, une résolution indiquant que des participants à l'actual arrangement Ariane ont l'intention de mettre en œuvre la production de six Ariane pour les besoins de l'Agence et les marchés extérieurs tournés vers des applications pacifiques de l'espace. L'Agence aura la direction d'ensemble et la charge des relations avec les utilisateurs extérieurs ; la matrice d'œuvre du projet sera confiée, comme pour le développement au Centre national d'études spatiales (CNES).

Une seconde résolution, qui n'a obtenu que la majorité (la République fédérale d'Allemagne, l'Espagne et l'Italie votant contre) fixe les prix des lancements pour les besoins de l'Agence.

Pour le programme de télécommunications, tous les Etats (sauf la R.F.A. et l'Irlande) ont adopté une « déclaration d'intention de participer à un ou plusieurs des quatre éléments » (ECS, H-SAT, MAROT, technologie). Cette déclaration mentionne, pour chacun des pays, l'ordre de grandeurs de sa contribution au programme.

Une troisième résolution a aussi été adoptée qui prévoit le lancement d'un satellite météorologique sur le quatrième tir de qualification du lanceur Ariane à la fin de 1980. Une autre résolution confirme les décisions précédemment adoptées par le comité des programmes scientifiques : elle décide d'affecter un des six lanceurs Ariane au satellite scientifique Enosat et de faire lancer le second modèle de Geos par la NASA, en juillet prochain.

Les délégués ont abordé les questions budgétaires. Ils n'ont pu voter le budget général et le budget scientifique de l'agence, qui demandent un accord unanime. Le conseil a finalement approuvé le financement de la première mission du Spacelab et donné son accord de principe pour deux missions ultérieures.

SATELLITE METEOROGIC — Le satellite européen de météorologie Meteosat a été lancé le 21 novembre depuis Cap-Canaaveral (Floride). Il a atteint la 7ème orbite à position définitive en orbite géostationnaire.

MISION SPACELAB — L'Asie a désigné le 22 décembre les quatre candidats européens sélectionnés pour la première mission du Spacelab en 1980, où l'un d'entre eux volera à bord du Spacelab alors qu'il effectuera des charges utiles (expériences) pour l'agence spatiale européenne. Les quatre candidats sont de nationalités italiennes, suisse, allemande et néerlandaise.

Conseil de l'Europe

Au comité des ministres : déclaration sur le droit d'asile

Le comité des ministres du Conseil de l'Europe a rendu public le 5 décembre une déclaration relative à l'asile territorial, réaffirmant la nécessité de protéger le droit d'asile. La déclaration indique notamment que :

« 1) Le développement de leurs devoirs humanitaires, les Etats membres du Conseil de l'Europe réaffirment leur intention de maintenir leur attitude libérale à l'égard des personnes qui cherchent asile sur leur territoire ; 2) Les Etats membres du Conseil de l'Europe, parties à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, réaffirment leur droit d'accorder l'asile à toute personne qui, craignant une persécution pour des raisons de race, de religion, de nationalité ou de ses opinions politiques, remplit également les autres conditions requises pour bénéficié de ladite convention, ainsi qu'à toute autre personne qu'ils jugeraient digne de recevoir l'asile pour des raisons humanitaires ; 3) Les Etats membres du Conseil de l'Europe reconnaissent que l'asile territorial est un acte pacifique et humanitaire qui ne devrait être considéré comme tranchant à l'égard d'un autre Etat, et qui devrait être respecté par tous les autres Etats. »

Précédemment, l'entrée de l'Espagne au Conseil de l'Europe, les progrès de la coopération européenne, la réunion de Belgrade sur la mise en œuvre de l'acte final de la conférence d'Helsinki, ainsi que les travaux de l'assemblée générale des Nations unies avaient été au centre des travaux de la soixante-septième session du comité des ministres du Conseil de l'Europe, réuni le 24 novembre à Strasbourg.

D'autre part, plusieurs résolutions ont été adoptées à la fin du mois de novembre et au mois de décembre par le comité des ministres, recommandant notamment : le dédommagement des victimes de crimes par l'Etat, dans les cas où l'auteur de l'infraction est inconnu ou sans ressource ; le recours au droit pénal à l'encontre des pollueurs quand les autres mesures

Parlement européen

Vote du budget 1978

DEVANT le Parlement européen réuni à Strasbourg le 14 décembre, M. Ray Harris Jenkins (Grande-Bretagne), président de la Commission de la CEE, s'est déclaré déçu par le choix fait le 13 décembre par la Chambre des communes sur le mode de scrutin en Grande-Bretagne pour l'élection du Parlement européen.

Le 15 décembre, le Parlement européen a voté en deux séances, l'une le budget des Communautés pour 1978 qui s'élève au total à 25 milliards d'unités de compte européennes en deux parties sensiblement égales de crédits de paiements et de crédits d'engagements.

Les premiers sont en hausse de 23,54 % par rapport au budget précédent et les seconds de 28,77 %. La première partie d'initiatives présentées a également été approuvée à 170 et 85 millions d'ues. Ce budget a été arrêté à la majorité simple, les communistes votant contre. Pour 1978, le secteur agricole mobilise à lui seul près des trois quarts des crédits.

D'autre part, le Parlement européen a demandé à la Commission de prendre un certain nombre de dispositions pour sauver l'industrie textile. Il a également proposé de réduire la dépendance de la CEE à l'égard des sources d'énergie et de limiter à 50 % au plus les importations d'énergie.

Le 16 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 17 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 18 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 19 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 20 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 21 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 22 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 23 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 24 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 25 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 26 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 27 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 28 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 29 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 30 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 31 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 32 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 33 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 34 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 35 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 36 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 37 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 38 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 39 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 40 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 41 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 42 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 43 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 44 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 45 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 46 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 47 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 48 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 49 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 50 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 51 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 52 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 53 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 54 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 55 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 56 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 57 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 58 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 59 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 60 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 61 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 62 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 63 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 64 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 65 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 66 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 67 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 68 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 69 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 70 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 71 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 72 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 73 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 74 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 75 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 76 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 77 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 78 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 79 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 80 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 81 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 82 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 83 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 84 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

Le 85 décembre, le Parlement européen a voté à la majorité simple la loi sur les élections au sein des conseils de quartier.

LE MONDE diplomatique

Index des articles publiés en 1977

AGRICULTURE - PROBLÈMES

AGRICULTURE : Les problèmes de l'agriculture africaine et différente à un Rwanda. Jacques Chevret (AVRIL). — Bientôt de la France économique et sociale de l'Afrique. François Léonard (Etude bibliographique, JUIN). — La place et le rôle économiques et politiques de la paysannerie dans l'économie et dans la lutte des classes. Jean-Pierre Petras (Le capitalisme déformé et la nouvelle question agraire : l'exemple du Guatemala) (cf. dossier à K. Vergopoulos, AVRIL). — Des solutions au problème de la famine en Afrique : la mobilisation des masses paysannes et la formation de cadres aux méthodes africaines. Régis Ravignan (AVRIL). — Plaidoyer pour une agriculture rattachée à l'ordre. Christophe Battach (The Farming of Africa) (cf. dossier à J. T. Judge, OCTOBRE). — Un village au cœur devant les experts occidentaux. François de Ravigean (NOVEMBRE). — La révolution de la production agricole au Vietnam. Nayam Chanda (NOVEMBRE).

AGRO-BUSINESS : En Amérique latine : les nouvelles formes d'exploitation des paysans par les capitalisants. Jean-Pierre Petras (JUIN). — L'agro-business et la faim dans le monde. Michèle Faure (Etude bibliographique, JUIN).

APARTHEID-RACISME-PROBLÈME NOIR : Bridget Cleaver : le racisme et l'apartheid. Jacqueline T.D. Allman (FEVRIER).

Les moyens du changement en Afrique du Sud. Denis Martin (JANVIER). — L'Afrique du Sud entre la dictature raciste et la révolte. Claude Milliaux (cf.). — De l'Afrique du Sud à Zimbabwe : le rôle des multinationales. Martin Bailey (SEPTEMBRE). — La condition des travailleurs immigrés. André Gide (SEPTEMBRE). — L'Afrique du Sud et la survie d'un ancien régime. Howard Schleser (Etude bibliographique, OCTOBRE). — La conscience noire et la non-violence à l'interdiction. René Lefort (NOVEMBRE).

ARMEMENT-ARMEMENT NUCÉAIRE-ÉNERGIE ATOMIQUE : Le Chili dans la course atomique (JANVIER). — La multinationale et la métropolisation de la guerre. Michael T. Klara (FEVRIER). — Concurrence d'Etats éléphants des Etats-Unis dans le domaine de l'industrie militaire (encadré). FEVRIER. — L'industrie atomique américaine de multinationale et de l'environnement à des fins militaires. Michel Vincenzo (AVRIL). — Les armes du massacre à Timor-Oriental. Sébastien Colom (JUILLET). — M. Carter et la limitation des livraisons d'armes à l'étranger. Michael T. Klara (NOVEMBRE).

DESARMEMENT : Pour une activité pacifique à l'opposé de la course aux armements. Jean Kanapa (MARS). — Information réciproque entre l'Est et l'Ouest sur la réduction des tensions. Michel-Yves Ghislain (cf. dossier à JUIN).

ASSOCIATION INTERNATIONAUX DES PAYS EXPORTATEURS DE BAUXITE : La solidarité de l'Association des pays exportateurs de bauxite et leur évolution face aux multinationales. Marie-Claude Céleste (NOVEMBRE).

BREVETS : voir Transfert des techniques.

CAPITALISME : voir Idéologies.

CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALE : La Chambre de commerce internationale et les échanges commerciaux. Odile Kalisz et Hervé Freyheit (voir Schröder (JUIN)).

CHRÉTIEN (militantisme) : voir Églises-Religions.

COLONIALISME - DECOLONISATION - PROBLÈMES ISSUS DU COLONIALISME : Au Portugal : une diplomatie ambiguë à la recherche d'un équilibre entre les intérêts de rentières avec les grandes puissances et les grandes colonies. Ernesto Malo Antunes : Interaction entre le Portugal et les puissances mondiales. Georges Bernaud (cf. dossier à JUIN). — L'extension du droit humanitaire en cas de guerre. Yves Sandoz (OCTOBRE).

COMMISSION TRILATERALE : Deux rôles et réserves de talents et pour le nouveau présent : le rôle de la Commission et la Brookings Institution (encadré, JANVIER). — La politique et stratégique de M. Zbigniew Brzezinski. Jean-Pierre Cot (SEPTEMBRE).

COMMUNAUTÉ DE L'AFRIQUE ORIENTALE : La situation de la Communauté de l'Afrique orientale. Reginald Major (OCTOBRE).

COMMUNAUTÉ ECONOMIQUE EUROPÉENNE : Le rôle de la C.E.E. dans le dialogue Nord-Sud. François Léonard (cf. dossier à JUIN). — La Grèce : le patronat et l'Etat devant l'adhésion à la C.E.E. Kostas Vergopoulos : Pour l'entrée dans l'Europe unie et l'avenir des choses. A. Samouras, Georges Marot (cf. dossier à NOVEMBRE).

CRISE - PROBLÈMES MONÉTAIRES : La partie communiste italienne et la crise économique. François Léonard (cf. dossier à JUIN). — La crise en Grande-Bretagne. Ralph Milliband (MARS). — Les querelles dans l'engrenage schéma. Howard Schleser (JUIN). — Les conséquences des forces fluctuantes du marché au sein des puissances-développeuses exportatrices. Edmond de Clairmont (JUIN). — La solidarité de l'Association des pays exportateurs de beauté : l'épreuve aux deux multinationales. Marie-Claude Céleste (NOVEMBRE).

ÉCONOMIE INTERNATIONALE : voir Economie internationale.

ÉNERGIE : voir Complément : Énergie.

ÉTAT : voir Complément : États.

FEDERALISATION : voir États.

FRANCE : voir Complément : France.

GOUVERNEMENT : voir Complément : Gouvernement.

GUERRILLE : voir Complément : Guérilla.

HISTOIRE : voir Complément : Histoire.

INDUSTRIE : voir Complément : Industrie.

INSTITUTIONS : voir Complément : Institutions.

INTERNATIONALISATION : voir Complément : Internationalisation.

JOINT-VENTURE : voir Complément : Joint-venture.

LAOS : voir Complément : Laos.

MIGRATION : voir Complément : Migration.

MINÉRALISATION : voir Complément : Minéralisation.

MONDIALISATION : voir Complément : Mondialisation.

MONTRÉAL : voir Complément : Montréal.

DOSSIERS

● LA DROITE EN EUROPE (JANVIER)

Refus des institutions historiques et traditionnelles au profit de la droite française, Gilbert Comte. — *En Allemagne : changement radical dans les cours et les esprits*, August Von Kaven. — *Les voies vers le socialisme espagnol*, Philippe Marcovici. — *En Grande-Bretagne : vitalité du conservatisme dans une société en crise*, Peter Golding. — *La droite politique des démocraties populaires et des U.R.S.S.*, François Rejou. — *Ramifications diverses de la crise en Europe : l'avenir des racines idéologiques communistes*, Bernard Bruguière. — *L'extrême droite en France*, Jean-Pierre Mourouzis. — *Une doctrine tirée au village*, Paul Thibaudeau.

● CUBA DANS LA TOURMENTE (FÉVRIER)

Les couleurs contre la grisaille, Jean-Claude Gantet. — *Solidarité révolutionnaire et aide au tiers-monde*, Marie-Claude Céleste. — *Les accords de renégociation entre la France et le nouveau régime cubain*, Antoine Blanca. — *Rerudescence des attentats anticubains*, Bertrand Cassan. — *Les accords de Paris et la révolution en Afrique*, Jean-Pierre Mourouzis. — *Les nouveaux cercueils de la révolution castriste*, Michèle Matelart (Etude bibliographique).

● LE TIERS-MONDE ET L'ORDRE INTERNATIONAL (MARS)

Les étapes de la lutte pour le développement depuis Bandung, Edmond Jouva. — *Vers un ordre social par la négociation*, André Gide. — *Le rôle de l'imperialisme colonial dans l'épanouissement de l'humanité*, Mohammed Reza Ojjallil. — *Le rôle de la C.E.E. dans le dialogue Nord-Sud*, Jean-Claude La Serre. — *L'Union soviétique devant les relations entre l'Ouest et le Sud*, Charles Zorgbile. — *Le rôle des transnationales*, Philippe Landau.

● LE PORTUGAL OU LA REVOLUTION DOMESTIQUE (AVRIL)

La partie socialement au cœur des contradictions, Bruno Brederode Santos. — *Problèmes professionnels, évolution psychologique et rôle politique*, de l'ordre, Pedro Pinto, Pierre Correa. — *Interaction entre décolonisation et lutte pour le pouvoir*, Luís Gonçalves. — *Le rôle politique des organisations syndicales*, Joaquim Lopes da Silva. — *La crise, Luis Salgado da Mata*. — *Une diplomate ambiguë à la recherche d'un nouveau type de relation avec les grandes puissances et les autres colonies*, Ernesto Meio Antunes. — *Une Eglise en trois images*, Lulu de Prada. — *Une société perlée au bout d'un siècle*, après l'affaiblissement des structures politiques, Adriano Moreira. — *L'effacement des aspirations après la « révolution des cellules »*, Iván Hardy (Etude bibliographique).

● LA DEMOCRATIE TRAHIE PAR LA CONCENTRATION DES MOYENS D'INFORMATION - PRESSE A L'ENGAN ET ETOUFFEMENT DES LIBERTES (MAI)

La cause de la concentration en France, André Gide. — *Aux États-Unis : un système d'information totalitaire dans une dématérialisation*, Georges-Albert Astier. — *En Grande-Bretagne : empêchement à la presse et au travail industriel*, Peter Golding. — *En Italie : l'impossible rôle de médiateur des grands quotidiens entre le public et le pouvoir*, Piero Allasia. — *En Allemagne de l'Est : naissance d'une presse à alternative à certains récents*, Jorge Becker. — *En Suède : aides publiques pour empêcher les situations de monopole*, Rüpert Liljenroth. — *Rupert Murdoch patron et mondialisateur mondialiste de l'information*, J.-C. Tardieu. — *L'importance des usages institutionnels*, Jean-Pierre Mallet. — *L'utilisation de l'information pour la guerre*, Yves Hardy (Etude bibliographique). — *La puissance du plan cinématographique*, L. R.

● L'EUROPE D'HELSINKI A BELGRADE : UN DIALOGUE DIFFICILE ET NECESSAIRE (JUIN)

Les droits de l'homme et la circulation des idées : point commun dans le débat entre l'Europe et l'Ouest, Alain Masson. — *Deux cotisations européennes lentes à l'Ouest : classique confrontation entre deux conceptions de la liberté*, Raymond Wiel. — *La question de la sécurité sociale : une réforme de l'Etat*, Charles Zorgbile. — *Les moyens de consolider et d'élargir l'Europe*, Marian Dobrovolski. — *L'avenir prévisible des deux alliances en Europe*, Pierre Bassani. — *La sécurité allemande au cœur de la sécurité européenne*, Paul Thibaudeau.

● LA CRISE DU POUVOIR EN UNION SOVIETIQUE (JUILLET)

Complexité du système, organisation et extension des compétences, Marc Ferro. — *Une nouvelle ère : révolution industrielle et souveraineté économique*, Eric Vigne : le rôle d'ADIF (Etude bibliographique). — *La chute de l'URSS et le renforcement de l'autorité dans l'U.R.S.S. que l'on voit bien dans l'U.R.S.S. que dans le camp socialiste et le mouvement communiste*, René Girault. — *La persécution des frères musulmans en Egypte*, Dr André Adam-Rabat. — *Un autre siècle pour l'Afrique noire : distorsion et colonialisme*, J.-P. Chauvel (cf. dossier à l'Etat). — *La crise économique devant les relations entre l'Ouest et le Sud*, Charles Zorgbile. — *Le rôle des classes ouvrières dans l'U.R.S.S.*, de Charles Bittelheim).

● ISLAM ET POLITIQUE (AOUT)

Les frères musulmans et la puissance coloniale dans les Etats musulmans, R. R. R. Khan. — *La révolution islamique et l'empêchement de l'humanité*, Mohammed Reza Ojjallil. — *Le rôle de la C.E.E. dans le dialogue Nord-Sud*, Jean-Claude La Serre. — *L'Union soviétique devant les relations entre l'Ouest et le Sud*, Charles Zorgbile. — *La révolution islamique et l'islam en Union soviétique*, Blaise Carrère d'Encausse.

● LA CONDITION DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS (SEPTEMBRE)

Intérêt et devoirs du pays d'accueil, Paul Djoudi. — *Influence de la formation professionnelle*, André Jeanon. — *L'assimilation des immigrés*, Philippe Veruetti. — *Les besoins de santé des migrants*, Or Robert de Montvalois. — *Les objectifs de l'Office de protection culturelle*, Stéphane Bessy. — *Les loisilles de la politique d'immigration de la France*, André Leconte. — *Insecurité et racisme de type*, Albert Levy.

● RELEVE POLITIQUE DANS LE SOUS-CONTINENT INDIEN (OCTOBRE)

En Inde, une équipe mal souhaitée partage entre ses engagements et ses intérêts la puissance et la force d'une minorité, Deniz Patrik. — *Le Parti communiste : persistance de la popularité de Ma. Bhutto et aspiration à la modernisation*, Eshai Ahmed. — *Fin d'une stratégie de « passage politique au socialisme » à Sri-Lanka*, Motah Ram.

● LA GRECE ENTRE LE SCEPTICISME ET L'INQUIETITUDE (NOVEMBRE)

Mutations profondes des structures politiques et économiques, Constantine Tsoukalas. — *Le rôle des forces armées dans la vie politique*, Th. Psaraou. — *Le rôle de l'Etat dans l'économie et l'industrie*, G. Tsakos. — *L'importance des usages institutionnels*, Jean-Pierre Mallet. — *L'utilisation de l'information pour la guerre*, Yves Hardy (Etude bibliographique). — *La puissance du plan cinématographique*, L. R.

● GRANDE-BRETAGNE : VITÉ DE LA CONSERVATION DANS LES AFFAIRES ELÉCTORALES (DÉCEMBRE)

En Irlande, une équipe mal souhaitée partage entre ses engagements et ses intérêts la puissance et la force d'une minorité, Deniz Patrik. — *Le Parti communiste : persistance de la popularité de Ma. Bhutto et aspiration à la modernisation*, Eshai Ahmed. — *Fin d'une stratégie de « passage politique au socialisme » à Sri-Lanka*, Motah Ram.

● SPAGNE : LA GRANDE-BRETAGNE ET L'ESPAGNE (DÉCEMBRE)

La situation des affaires électorales, M. Anthony Street ; transports : M. Peter Golding. — *La situation des affaires électorales*, M. Douglas Anthony. — *Industries et services*, M. Reginald Withers ; travail et relations industrielles : M. Anthony Street ; transports : M. Peter Golding. — *La situation des affaires électorales*, M. Douglas Anthony. — *Education et recherche*, John Gaskins. — *Relations internationales*, M. Andrew Peacock ; défense : M. James Killen ; sécurité sociale :

PARIS, A LOUER AU MARAIS PRESTIGEUX...

dans notre part, appr. 105 m² dans 2 étages. Salle à manger, 2 chambres, grand confort, 4 500 F mois, exceptuellement.

PASTEUR

L'Antiquaire en immeubles 26-32-34 le matin.

ESPAGNE (Elections législatives de 15 juillet 1977)

Nombre d'électeurs inscrits : 3 746 850 ; nombre de bureaux de vote : 1 641 850. Répartition des voix et des sièges entre les différentes parties : Unia del centro démocratique : 744 800 voix soit 22,25 %, 12 sièges ; parti socialiste ouvrier espagnol :

EUROPE

La droite en Europe (cf. dossier à JANVIER). — Débat entre les P.C. d'Europe de l'Est et de l'Europe capitaliste à propos des perspectives contemporaines de passage au socialisme. Bill Micallef (JANVIER). — Une autre histoire de la révolution industrielle au Royaume-Uni et au-delà de l'Europe, Jean Danhier (Etude bibliographique, FEVRIER). — Défense et sécurité dans l'Europe des contradictions a, Xavier Salancin (MARS). — L'avenir prévisible des deux alliances en Europe, Pierre Bassani (cf. dossier à JUIN). — Les multinationales européennes et le capitalisme mondial, Georges Bassaid (cf. The European Multinationals à l'Etat). — France : les voies vers l'avenir de l'Etat, Charles Zorgbile (MARS). — L'avenir prévisible des deux alliances en Europe, Pierre Bassani (cf. dossier à NOVEMBRE).

EUROPE - MARCHE COMMUN

Le rôle de la C.E.E. dans le dialogue Nord-Sud, Françoise de La Serre (cf. dossier à MARS). — Mexico et l'intégration européenne, Charles Zorgbile (Recherches universitaires, JUIN). — En Grèce : le patronat et l'Etat devant l'adhesion à la C.E.E., Konstantinos Pourtsides (MARS). — Pour l'entrée dans l'Europe, un rôle à jouer des travailleurs migrants, Martine Charlet (OCTOBRE). — Le rôle des P.C. dans les sociétés européennes en crise, Daniel Singer (Etude bibliographique).

EUROPE - L'EST

Décomposition au renversement de la sphère soviétique, Marc Ferro (cf. dossier à NOVEMBRE).

CONFITURE GRECO-TURC : voir Chypre.

— CANADA : Minorité suédoise au Canada : Nord des Acadias entre l'agriculture et la pauvreté, Jacques Courte et Pascal Mallet (MARS). — Progrès et limites de la réforme linguistique au Canada, Keith Spicer (SEPTEMBRE).

— ETATS-UNIS : Le champion de M. Jimmy Carter, Schotfield Corry (cf. dossier à JANVIER). — Deux à réservoir de talents à pour le nationalisme et l'individualisme, Charles Zorgbile (Etude bibliographique, FEVRIER). — L'Amérique latine : l'économie mondiale et les obstacles à l'avenir des travailleurs migrants, Martine Charlet (OCTOBRE). — Le rôle des P.C. dans les sociétés européennes en crise, Daniel Singer (Etude bibliographique).

— ALBANIE : L'Albanie à contre-courant : révolte ou révolution ? Yves Leterrier : indépendance nationale et souveraineté économique, Eric Vigne : le rôle d'ADIF (ADUT).

— ALLEMAGNE (REPUBLIQUE FÉDÉRALE) : Changement radical dans les cours et les esprits, August Von Kaven (cf. dossier à JUIN). — OTAN et l'OTAN : le rôle de l'Allemagne dans le dialogue Nord-Sud, Charles Zorgbile (Etude bibliographique, MARS). — Les raisons de l'opposition à l'U.R.S.S. que l'on voit bien dans l'U.R.S.S. que dans le camp socialiste et le mouvement communiste

— IRLANDE : Les deux irlandaises dans l'Europe, Nicolas Baby : une incertitude guerre à l'opérette (MARS).

— ITALIE : Le parti communiste italien et la crise économique, Ferdinandina Scrima (JANVIER). — Les raisons de l'opposition à l'U.R.S.S. que l'on voit bien dans l'U.R.S.S. que dans le camp socialiste et le mouvement communiste dans les îles de l'Adriatique, Jean-Michel Faure (cf. dossier à NOVEMBRE).

— CHYPRE : La révolution à contrainte : l'avenir face à la révolution, Jean-Pierre Cot (cf. dossier à JUIN).

— PORTUGAL : La perte de l'Etat pour le renversement (cf. dossier à AVRIIL).

— PORTUGAL : Le Portugal et la révolution domestique (cf. dossier à MARS).

— ROMANIA : Socialisme à autoritarisme en Roumanie, Maurice T. Maschino et Padèle M'Babé (cf. dossier à JANVIER).

— ROMANIA : L'avenir face à la révolution, Jean-Pierre Cot (cf. dossier à NOVEMBRE).

— ROMANIA : La révolution roumaine et l'avenir de l'Europe, Charles Zorgbile (Etude bibliographique, SEPTEMBRE).

— ROMANIA : La révolution roumaine et l'avenir de l'Europe, Charles Zorgbile (Etude bibliographique, OCTOBRE).

— ROMANIA : L'avenir face à la révolution roumaine, Jean-Pierre Cot (cf. dossier à NOVEMBRE).

— ROMANIA : La révolution roumaine et l'avenir de l'Europe, Charles Zorgbile (Etude bibliographique, DÉCEMBRE).

— ROMANIA : La révolution roumaine et l'avenir de l'Europe, Charles Zorgbile (Etude bibliographique, JANVIER).

— ROMANIA : La révolution roumaine et l'avenir de l'Europe, Charles Zorgbile (Etude bibliographique, FÉVRIER).

— ROMANIA : La révolution roumaine et l'avenir de l'Europe, Charles Zorgbile (Etude bibliographique, MARS).

— ROMANIA : La révolution roumaine et l'avenir de l'Europe, Charles Zorgbile (Etude bibliographique, AVRIL).

— ROMANIA : La révolution roumaine et l'avenir de l'Europe, Charles Zorgbile (Etude bibliographique, MAI).

— ROMANIA : La révolution roumaine et l'avenir de l'Europe, Charles Zorgbile (Etude bibliographique, JUIN).

— ROMANIA : La révolution roumaine et l'avenir de l'Europe, Charles Zorgbile (Etude bibliographique, JUILLET).

— ROMANIA : La révolution roumaine et l'avenir de l'Europe, Charles Zorgbile (Etude bibliographique, AOÛT).

— ROMANIA : La révolution roumaine et l'avenir de l'Europe, Charles Zorgbile (Etude bibliographique, SEPTEMBRE).

— ROMANIA : La révolution roumaine et l'avenir de l'Europe, Charles Zorgbile (Etude bibliographique, OCTOBRE).

— ROMANIA : La révolution roumaine et l'avenir de l'Europe, Charles Zorgbile (Etude bibliographique, NOVEMBRE).

— ROMANIA : La révolution roumaine et l'avenir de l'Europe, Charles Zorgbile (Etude bibliographique, DÉCEMBRE).

— ROMANIA : La révolution roumaine et l'avenir de l'Europe, Charles Zorgbile (Etude bibliographique, JANVIER).

— ROMANIA : La révolution roumaine et l'avenir de l'Europe, Charles Zorgbile (Etude bibliographique, FÉVRIER).

— ROMANIA : La révolution roumaine et l'avenir de l'Europe, Charles Zorgbile (Etude bibliographique, MARS).

— ROMANIA : La révolution roumaine et l'avenir de l'Europe, Charles Zorgbile (Etude bibliographique, AVRIL).

— ROMANIA : La révolution roumaine et l'avenir de l'Europe, Charles Zorgbile (Etude bibliographique, MAI).

— ROMANIA : La révolution roumaine et l'avenir de l'Europe, Charles Zorgbile (Etude bibliographique, JUIN).

— ROMANIA : La révolution roumaine et l'avenir de l'Europe, Charles Zorgbile (Etude bibliographique, JUILLET).

— ROMANIA : La révolution roumaine et l'avenir de l'Europe, Charles Zorgbile (Etude bibliographique, AOÛT).

— ROMANIA : La révolution roumaine et l'avenir de l'Europe, Charles Zorgbile (Etude bibliographique, SEPTEMBRE).

— ROMANIA : La révolution roumaine et l'avenir de l'Europe, Charles Zorgbile (Etude bibliographique, OCTOBRE).

— ROMANIA : La révolution roumaine et l'avenir de l'Europe, Charles Zorgbile (Etude bibliographique, NOVEMBRE).

— ROMANIA : La révolution roumaine et l'avenir de l'Europe, Charles Zorgbile (Etude bibliographique, DÉCEMBRE).

— ROMANIA : La révolution roumaine et l'avenir de l'Europe, Charles Zorgbile (Etude bibliographique, JANVIER).

— ROMANIA : La révolution roumaine et l'avenir de l'Europe, Charles Zorgbile (Etude bibliographique, FÉVRIER).

— ROMANIA : La révolution roumaine et l'avenir de l'Europe, Charles Zorgbile (Etude bibliographique, MARS).

— ROMANIA : La révolution roumaine et l'avenir de l'Europe, Charles Zorgbile (Etude bibliographique, AVRIL).

INDEX

AFRIQUE

PROCHE-ORIENT

Deux solutions au problème de la famine en Afrique : la mobilisation des masses paysannes et la formation de cadres ruraux efficaces. François de Navarre (AOÛT). — En Afrique noire : désastre et déclinisme à l'égard des deux groupes du monde islamique. Pierre Alexandre (cf. dossier à AOÛT). — Les organisations et l'Afrique. Denis Martin (étude bibliographique. OCTOBRE).

— AFRIQUE AUSTRALE : Le projet de pacte militaire dans l'Afrique sud et ses conséquences dans les relations entre Pretoria et l'Union soviétique. François de Navarre (MARS). — Les moyens de changement en Afrique australie. Denis Martin (étude bibliographique. JULIET). — L'économie en Afrique : l'établissement de colonies blanches d'Afrique australie en Amérique du Sud. Armand et Michèle Masse (étude bibliographique. NOVEMBRE). — Les économies et intérêts de l'Afrique en Afrique australie (SEPTEMBRE).

— NAMIBIE : Les enjeux économiques de l'indépendance de Namibie. Robert A. Manning (JANVIER).

— AFRIQUE DU SUD : L'Afrique du Sud et la culture et la révolution. Claude Chevallier (étude. NOVEMBRE).

— CONGO (Rép. pop. du) : Lutte pour le pouvoir. Eugène Bertin (MARS).

— ETHIOPIE : L'Ethiopie, chef des novices égyptiens en mer Rouge. Gérard Chaliot (étude. NOVEMBRE). — La guerre éthiopienne face au pouvoir militaire. Oleg Kapelouk (étude bibliographique. OCTOBRE).

— KENYA : Le Kenya, plan ou allié de l'Occident ? Denis Martin (étude. NOVEMBRE).

— MAROC : voir rubrique Sahara occidental.

— MAURITANIE : voir rubrique Sahara occidental.

— NIGER : Un village du Niger devant les experts occidentaux. François de Navarre (NOVEMBRE).

— NIGERIA : Tournant stratégique dans les relations entre Washington et Jérusalem. Georges Duranne Croix (étude. OCTOBRE).

— RWANDA : Les problèmes d'une Afrique différente à un Rwanda. Jacques Chevallier (AVRIL).

— SAINT-CHRISTOPHE : La Mauritanie dans l'envers saharien. Howard Schlesel (JUIN).

— TANZANIE : Resserrage des liens entre le continent et les îles. François de Navarre (étude. NOVEMBRE).

— ZAIRE : La fiction africaine. Internationalisation du conflit. Robert A. Manning : Effondrement de l'économie et aménagement en pouvoir. Jean-Baptiste Impanala : Les différentes organisations d'opposition. René Lefort : Bilan diplomatique de l'intervention française. C. L. P. : La guerre éthiopienne et d'une dictature. Micheline Fauret (cf. Zaire, le pouvoir à la périphérie de C. Ramatoulline) : Les opérations d'endettement ; L'attitude des Etats-Unis dans la nouvelle guerre du Shaba. Les organes du pouvoir et l'armée égyptienne après l'annonce d'une aide militaire du Caire au régime prosoviétique. Marie-Christine Aulio (JUIN).

— ZIMBABWE (Rhodesie) : De la Rhodesie au Zimbabwe : le rôle des multinationales. Martin Bailey (SEPTEMBRE).

— ZAMBIE : La guerre économique au Zimbabwe du point de vue des dépenses militaires et des emprunts (NOVEMBRE).

REPORTAGES ET ENQUÊTES

— Guerre contre les élites en Amérique latine. Hugo Noro (étude. JANVIER).

— L'Argentine sous la botte : le rôle des militaires dans la stratégie américaine pour l'Amérique sud (étude. JANVIER).

— Eldridge Cleaver : le retour de l'enfant prodigue. T.D. Allman (étude. FEVRIER).

— Les églises catholiques et le pouvoir militaire en Amérique latine. Jean-Pierre Clerc (étude. FEVRIER).

— Le Kenya, pion ou allié de l'Occident ? Denis Martin (étude. NOVEMBRE).

— Le capitalisme contre la démocratie. Marie-Claire Machin (étude. MARS).

— Le rôle politique et économique de l'Arabie Saoudite dans le monde arabe. Marie-Christine Aulas (étude. AVRIL).

— Les Palestiniens dans l'état. T.D. Allman (AVRIL).

— En dépit d'une relance des négociations, renforcement de la partition de fait de Chypre. Marcel Baratz : Reconstitution des événements de 1963. Dimitri Andréou (étude. JUIN).

— La Martinique : une société morbide et ses pulsions. Edouard Ghezant.

Nationalisme et révolution dans le monde arabe : bilan d'un échec. Tahar Ben Jelloun (étude bibliographique. JULIET).

— CONFLIT ISRAËL-ARABE : PALESTINIENS.

Les Israéliens face à l'O.L.P. Amnon Kapelouk : Le gouvernement de M. Rabin et la réunion du Conseil national palestinien de Caïre. Amos Kenan (encadré. MARS). — Les Palestiniens dans l'état. T.D. Allman (étude. NOVEMBRE). — Les Palestiniens et le Proche-Orient. Noam Chomsky (AVRIL). — Politique des « faits accomplis » dans le Proche-Orient. Amos Kenan : Amos Kenan (étude. NOVEMBRE). — Les Palestiniens et la révolution. Amnon Kapelouk (OCTOBRE).

— RWANDA : Les problèmes d'une Afrique différente à un Rwanda. Jacques Chevallier (AVRIL).

— SAINT-CHRISTOPHE : La Mauritanie dans l'envers saharien. Howard Schlesel (JUIN).

— TANZANIE : Tournant stratégique dans les relations entre Washington et Jérusalem. Georges Duranne Croix (étude. OCTOBRE).

— ZAIRE : Socialisme du ventre et socialisme des îles. François de Navarre (étude. NOVEMBRE).

— ZAMBIE : La fiction africaine. Internationalisation du conflit. Robert A. Manning : Effondrement de l'économie et aménagement en pouvoir. Jean-Baptiste Impanala : Les différentes organisations d'opposition. René Lefort : Bilan diplomatique de l'intervention française. C. L. P. : La guerre éthiopienne et d'une dictature. Micheline Fauret (cf. Zaire, le pouvoir à la périphérie de C. Ramatoulline) : Les opérations d'endettement ; L'attitude des Etats-Unis dans la nouvelle guerre du Shaba. Les organes du pouvoir et l'armée égyptienne après l'annonce d'une aide militaire du Caire au régime prosoviétique. Marie-Christine Aulio (JUIN).

— ZIMBABWE (Rhodesie) : De la Rhodesie au Zimbabwe : le rôle des multinationales. Martin Bailey (SEPTEMBRE).

— ISRAËL : Crise économique au Israel en raison du poids des dépenses militaires et des emprunts (NOVEMBRE).

— ARABIE SAOUDITE : Le rôle politique et économique de l'Arabie Saoudite dans le monde arabe. Charles H. Keppler (étude. AVRIL). — Les relations franco-saoudiennes dans le Golfe : une conséquence de la doctrine stratégique américaine. Marc Perlas (étude. JULIET).

— THAÏLANDE : La Thaïlande et l'Asie du Sud-Est. Marcel Baratz (étude. NOVEMBRE).

— CAMBODGE : Premiers signes d'une nouvelle ouverture au monde extérieur. Nayan Chanda (MARS).

— CHINE : Le sens de la crise chinoise. R. B. Wylie (étude. NOVEMBRE).

— L'évolution des rapports entre la Chine et les Etats-Unis. Banning Garrett (JANVIER). — Comment penser la Chine ? Jean-David Charlot : L'impératif du redressement économique. Jean Daubier (SEPTEMBRE).

— GUINÉE : L'instabilité de l'Etat. Daniel Peña (étude. DECEMBER).

— CAMBODGE : voir URSS. CHINE page 25.

— COREE (Rép. pop. de) : La Kimilimite (encadré. MARS).

— COREE (Rép. de) : Révision de la politique américaine en Corée. Alain Solon (JUIN). — Transfert partiel d'agences américaines en Corée du Sud (étude. NOVEMBRE).

— GOLFE : voir rubrique Arabie Saoudite.

— INDIA : Une équipe mal soutenue pour faire évoluer la situation et l'évaluation de la pauvreté et les privilégiés d'une élite minoritaire. Deniz Petris (cf. à dossier à OCTOBRE).

— INDONÉSIE : Le régime de la terreur. Jean-Guy Gobert (étude. NOVEMBRE).

— LE DÉVELOPPEMENT EN Indonésie. Jean-Jacques Grignheim (AVRIL).

— IRAK : La fiction de l'autonomie en Kurdistan irakien. Chris Kotsopoulos (AVRIL).

— IRAN : Les rivalités transcaucasiennes dans le Golfe : une conséquence de la doctrine viscérale américaine. Marc Perlas (étude. JULIET).

— LA FRONTIÈRE ET LE DEVELOPPEMENT EN Indonésie. Jean-Jacques Grignheim (AVRIL).

— JAPON : La malaise de la gauche japonaise. Philippe Pons (AVRIL).

— PAKISTAN : Persistance de la popularité de Bhutto et aggravation des antagonismes ethniques. Ehsan Ahmad (cf. à dossier à OCTOBRE).

— SAINT-MARIN : La guerre des montagnes dans le Golfe (étude. NOVEMBRE).

— SINGAPOUR : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— TUNISIE : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU CONGO : Numéro de mai (étude. NOVEMBRE).

— YÉMEN ARABIQUE POPULAIRE OU

INTERROGATIONS

Le monde aujourd'hui est plein de certitudes. Toute pensée est affirmatrice, tout discours constitutif. Impossible de parler, d'écrire, sans être supposé savoir. Le droit d'expression se transforme en devoir d'assurance. On préfère les réponses, même sans questions, aux questions, même sans réponses. Quelle force dans le contraste social qui oblige à se faire marchand de vérités tout au courant dont la profession est de penser, et l'oblige à endosser à chaque instant les costumes intellectuels de rigueur ! A voir certains se hâter de certitude en certitudes contradictoires, il vient le désir de proposer, ou bien de dialectiques roublardes et précipitées, une métaphysique naïve et patiente.

Car il n'est pas de réflexion véritable qui ne finisse par poser plus de questions qu'elle n'en résout. Une activité de pensée,

J'AI peur des centrales nucléaires, beaucoup moins à cause des dangers d'accident que de leur possible fonctionnement normal. J'ai peur, non tant parce qu'elles menacent de ne pas marcher, mais parce qu'elles pourraient bien marcher — et que je ne comprends pas pourquoi. Devant des systèmes complexes et gigantesques, intégrant des tonnes de béton et de cuivre, de multiples transistors, des milliers de tubes, émettant des flux d'électricité de vapeur et d'argent, reposant sur le travail de milliers d'ouvriers et ingénieurs, les déclinaisons de centaines de politiciens et technocrates, le vertige me prend. Je ne comprends pas pourquoi « ça marche », parce que je ne comprends pas comment. Physicien, je connais pourtant les principes de l'énergie nucléaire, ceux de la thermodynamique, ceux de l'électrodynamique, ceux de la physique théorique du fonctionnement d'une centrale nucléaire. Théorie que seulement : c'est qu'il y a loin des principes à leur mise en œuvre, des livres de physique et leurs équations aux réacteurs et leurs barres de contrôle. De la physique théorique à la physique expérimentale, déjà un hiatus ; de la physique à la technologie, un gouffre. Que sais-je de la métallurgie, des techniques de l'hydroélectricité, appartenant sans parler à la planification et de la macroconomie — qui se réalisent dans une centrale nucléaire au même titre que la physique fondamentale ? Comment donc parler de compréhension lorsqu'il s'agit d'une prise aussi unilatérale (du côté de la théorie) et partielle (du point de vue de la physique) sur la réalité ?

Ce qui pourrait n'être qu'anxiété personnelle, due à l'insuffisance de mes moyens individuels, se transforme en interrogation universelle lorsque je réalise que personne ne possède cette compréhension qui me manque. Les plus impliqués dans une entreprise de cette ampleur n'ont aucun qu'une vuc entièrement limitée : l'ingénieur métallurgiste ne connaît rien sur les normes de sécurité du béton, le spécialiste de la radio-protection ne connaît pas les problèmes d'échange de chaleur à haute température, et les administrateurs du projet n'en maîtrisent que l'organigramme de papier. Il n'y a plus de perception globale possible.

PRINCIPES théoriques, réalisation pratique, organisation sociale, autant d'espaces séparés. Bien le qui soit particulier à l'espace séparé, il y fait que porter à un degré supplémentaire la socialisation machinique de la technologie inaugurée au dix-neuvième siècle par le capitalisme. C'est sans doute avec les voies ferrées puis les réseaux de distribution de l'électricité qu'apparaissent pour la première fois des objets techniques d'échelle proprement surhumaine. Les machines à vapeur, les automobiles elles-mêmes (en leurs débuts au moins), restent à portée de main individuelle, mais leur fonctionnement, nécessite réparation, (sous leur production), peuvent encore être maîtrisé par l'artisan ou l'amateur facile. Mais l'énergie spatiale et la complexité organisationnelle du chemin de fer, de l'électricité ou du téléphone, avant même leur sophistication technique, en font des systèmes directement sociaux. La maîtrise et la connaissance des processus y échappent au travailleur individuel, sans que personne ne les récupère : à la différence de la manufacture ou même de l'usine traditionnelle, elles se diluent dans la structure collective et perdent jusqu'à leur signification propre.

scientifique ou artistique, peu importe, ne prend sens que par les constituants qu'elle réfute, par les préjugés qu'elle ruine — fassent-ils cause sur lesquels elle est fondée. Nombre de chercheurs sont, tôt ou tard, confrontés à des interrogations redoutables, souvent obscures et élémentaires, longtemps tenues pour réglées, qui jellissent à nouveau du cœur même de travaux locaux et spécifiques, pour remettre en cause toute une vision du monde. Métaphysiques ou politiques, il est d'usage de s'avouer ses perplexités qu'à l'abri des réponses, mêmes provisoires, que leur fournit tel ou tel système de prêt-à-penser. Oserez-vous avancer à découvrir retrouver le questionnement, avouer l'ignorance et revendiquer l'incertitude ?

J.-M. L.L.

La compréhension alors fait place à l'apprentissage. On a déjà exprimé ailleurs devant le développement de ces nouvelles technologies, les mêmes craintes, les mêmes refus que devant le nucléaire. En apparence, peur des risques, et des dangers : en réalité peut-être, peur du succès. A cet égard, les partisans du nucléaire n'ont pas tort, qui assimilent leurs adversaires écologiques à ceux, négatifs, du chemin de fer. Ils pensent même, avec raison, qu'ils affirment que, comme le chemin de fer, le nucléaire saura surmonter ses problèmes de sécurité et devenir fiable. Mais on peut accepter cette argumentation pour la retourner : si le chemin de fer n'a pas

coupables. Quand le barrage de Malpasset se rompt, on peut déclarer une faute professionnelle chez l'architecte, ou quand la varappe d'Etkofek déverse son pétrole dans la mer du Nord, impliquer un technicien maladroit. Mais la disproportion entre l'effet et sa cause prémisse rend l'imputation proche de la conjuration magique : le bouch émissaire est toujours la pourpre en charge et consentant la mort. L'efficacité et confuse du corps social. Autant dire que, si l'avenir devant les tribunaux la paillie dans l'acier, ou la faille dans le béton. Comment éviter d'une machine humaine un fonctionnement sans défaillances qu'on n'espère d'aucun

CEST une caractéristique des systèmes complexes que leur relative immunité par rapport à leurs déficiences, mieux la nécessité du rôle qu'elles y jouent. Ce qu'ils perdent, un peu en fiabilité et en sécurité, ils le gagnent en complexité, en complexité et en adaptabilité. Aucun fonctionnement ne peut fonctionner s'il ne dispose d'un certain jeu. Tout système complexe ne fonctionne que par ses écarts à ses normes propres. Nos analyses théoriques n'ont pas encore envisagé dans toute son ampleur cette efficacité de la défaillance, cette fonctionnalité du dysfonctionnement.

Notre système social dans son ensemble en effet peut-être la meilleure preuve. Ainsi voici quand même plus d'un siècle que Marx l'a démontré : le capitalisme ne peut durer, il est condamné à court terme. Devant l'évidence, la faillite de la conclusion, on a essentiellement critiqué la démonstration. Et s'il fallait plutôt incriminer sa présomme, et reconnaître que le système social actuel n'est pas le capitalisme, pas tout à fait. Mais même qu'aujourd'hui, héritières que le capital a acceptées pour se maintenir (telle la planification statique), le pense aux diverses formes sociales extérieures ou antérieures au règne du capital et qui jouent néanmoins un rôle majeur dans sa stabilité, comme, au premier chef, le travail domestique non rétribué des femmes. Il faudrait alors reconnaître que, malgré son extension continue, la sphère du capital n'est pas homogène, mais comprend des groupes et des familles nécessaires à sa réalité. La pensée et la réforme doivent se composer d'archaïques au sein du système capitaliste s'expliqueraient ainsi par la nature fonctionnelle qu'elles y trouvent (on gagnerait sans doute beaucoup à envisager sous cet angle la situation d'un pays comme l'Italie). Inversement, l'échec des tentatives socialistes jusqu'à présent ne serait pas dû à leur volontarisme hégémonique, si l'immobilité de leurs sociétés à l'impossibilité d'assurer le contrôle absolu d'une machine sociale en fonctionnement effectif (1) ? On comprendrait alors que le marxisme n'est d'efficacité que critique. Sur un plan moins théorique, et à titre d'exemple, le refus d'affronter ce problème explique peut-être aussi la résistance des travailleurs devant cette forme suprême de la critique sociale pratique, la grève du siècle. C'est que, en démontrant l'impossibilité d'assurer le trafic aérien dans le respect absolu des usages de sécurité, les aiguilleurs du ciel subvertissent la notion de contrôle social en général, bien au-delà de l'ordre capitaliste momentanément mis en cause.

MAIS les organisations syndicales ou politiques aspirent moins à la destruction qu'à la partie qui va se prendre. A ce titre, elles ont besoin de s'appuyer sur un projet idéal de réorganisation sociale : il s'agirait de substituer à l'ordre capitaliste, malvrais car insuffisamment ordonné (certains parlent volontiers de son « anarchie »), un ordre nouveau, plus rigoureux. Un renforcement des contraintes qui régissent la machine sociale, un meilleur contrôle, seraient nécessaires et possibles. Mais les grèves du siècle réfutent par l'absurde cette illusion, d'où la nécessité d'envisager. Enfin, la même nécessité d'envisager la faille — ne va-t-elle pas pour les systèmes de pensée ? Plutôt que d'ironiser sur les contradictions et déficiences de telle théorie, on devrait alors reconnaître qu'elles seules lui assureront un fonctionnement productif. On accepterait aussi l'hétérogénéité intrinsèque de toute doctrine, et on écrirait de la critique en lui imposant une homogénéité artificielle, visant ainsi une cible trop facilement atteinte. Nous en sommes là, peut-être. Une nouvelle parole se cherche. La rhétorique deviendrait alors l'éthique ? une forme essentielle de la politique. Il s'agirait de pratiquer une dialectique sans récusation, une tolérance sans passivité, une pluralité sans éclectisme, une rigueur sans cohérence.

(1) Naturellement la conclusion logique de ces développements est la remise en cause de l'action même de système social, et plus généralement de toute pensée systémique.

Sans savoir quand ni comment...

Par JEAN-MARC LEVY-LEBLOND *

étouffé les voyageurs dans ses tunnels ni provoqué de pleurniches dans ses wagons, qui oseraient affirmer que son coût social fut nul ? C'est tout le tissu national qui en a été bouleversé, les relations ville-campagne, le poids économique des régions, l'organisation interne des cités, etc. — sur une échelle certainement imprévue par les plus visionnaires des apôtres du progrès technique.

La distribution généralisée de l'électricité, la circulation automobile, le téléphone individuel, la télévision à domicile : autant d'exemples analogues, où les technologies nous ont entraînés toujours plus occidentaux, les traits les plus marquants de la société qui les met en œuvre : distinction de la production et de la consommation, atomisation de la vie sociale en activités disjointes (travail, loisir, repos), distension des liens historiques et géographiques, perte de toute autonomie personnelle et aggravation de la dépendance institutionnelle, etc. Il s'agit donc moins de refuser le progrès ou de le nier que de le considérer comme purement tactique : la route de l'histoire avance certes, mais dans la direction très particulière déterminée par l'ordre social.

CE fonctionnement dégénère machinement de tout système socio-technique, tel l'électronique, entraîne la dissolution de toute notion de responsabilité. Puisqu'il n'y a plus de vrai ensemble du projet, plus de contrôle global, les décisions ne sont plus que ponctuelles (politiques ou économiques ou techniques, séparément) et deviennent automatiquement irréversibles : chacun peut s'abriter derrière un ordre, ou une instance, venue de plus haut, ou d'en bas. Les ouvriers obéissent aux ingénieurs, les ingénieurs appliquent les décisions administratives, les politiques s'en réfèrent aux experts, les experts s'orientent par eux-mêmes, et il devient impossible de comprendre et d'enchaîner de s'opposer à l'inertie d'un système dont l'existence est le seul argument pour sa perpétuation et sa croissance.

Dès lors, les accidents inévitables n'ont jamais de responsables, tout au plus des

engins mécaniques ? Et voici que l'on est conduit au fatalisme, plus inacceptable encore que l'escroquerie. C'est pourtant bien cette absence de réaction qui est désormais la notre, par exemple devant les dizaines de milliers de victimes annuelles de l'automobile : à personne n'y peut rien. C'est vrai. Et n'est-ce pas une raison largement suffisante pour refuser toute extension du réseau socio-technique qui nous entoure ? Chaque innovation technologique que nous acceptons, nous la percevons sans scrupule, mais nous avons désormais la certitude de son existence au moins. Devant l'inévitabilité des accidents, l'attention pourra prendre le pas sur le fatalisme et l'on en viendrait à espérer les catastrophes majeures qui, enfin, révéleraient la vraie nature de ce progrès et le condamneraient. Il faudrait alors se réjouir de la disparition progressive du contrôle social sur la technostucture et de l'accroissement corrélatif de sa vulnérabilité. Plus élevée au contraire, plus nombreuses les causes de défaillance, plus imprévisible leur nature. Que tel réacteur nucléaire de puissance soit gravement endommagé et demande des mois de réparation à cause d'un incendie provoqué par la vulgaire boîte utilisée par un technicien pour vérifier les circuits dans un recoin obscur ne démontre-t-il pas l'inévitable fragilité des monstres techniques condamnés à mort par leur gigantisme même, comme les grands reptiles de l'ère secondaire ? Mais cet optimisme symbole est inacceptabil. La politique du pure n'est pas seulement inefficace en pratique, elle est également inconsciente en théorie. Car les défaillances du système font des hommes ou défaillir des machines, et elles provoquent, de temps à autre, la catastrophe, sont aussi et d'abord ce qui en assure le fonctionnement normal. Au niveau de complexité atteint, le respect absolu de toutes les contraintes imposées, limites de tolérance techniques ou normes d'organisation administratives, entraîne immédiatement le blocage de la machine.

* Maître assistant de physique à l'université de Paris-VII.

Dans ce numéro :**PAGE 2 :**

L'eurocommunisme et la crise de la gauche, par Lilly Marcou. Suite de l'article de Jean Ziegler sur la social-démocratie.

PAGE 3 :

LA CONVENTION EUROPÉENNE POUR LA REPRESSEMENT DU TERRORISME : Recul du droit et « vestiges d'inculture ». — Le glas du droit d'asile ? par Hélène Golombok.

PAGE 4 :

Pouvoir militaire et sécurité nationale en Amérique latine (un livre de Joseph Comblin), par Jean-Pierre Clerc. « L'acteur et le système », ou l'art d'évacuer les rapports de classes, par Jacques Capdevielle.

PAGE 5 :

LA JUNTE CHIENNE EN QUÊTE DE LEGITIMITÉ, par Armando Uribe.

PAGES 6 & 8 :

VERS UN NOUVEL ORDRE REGIONAL AU PROCHE-ORIENT : Résidences arabes et perspectives de règlement séparé. Les points de vue d'un député israélien : Amnon Rubinstein ; d'un intellectuel égyptien : Mohamed Siad Ahmed ; d'un Palestinien de Cisjordanie : Bachir Barghouti. — L'alliance conflictuelle entre la Syrie et les Palestiniens, par Sélim Tarquia.

PAGE 9 :

POLITIQUE ET LITTÉRATURE : La poésie palestinienne, par Tahar Ben Jelloun.

PAGES 10 et 11 :

Le Soudan, grenier du monde arabe ? par Christophe Batsch. L'intégration économique des pays arabes est-elle possible ? par Xavier Graffé. — Suite de l'article de Patrice de Bear sur les échecs d'une politique antisubversive en Asie.

PAGE 12 :

La Guinée-Bissau après le III^e congrès du PALG.C., par Howard Schlesel. L'« Internationalisme libéral » à la conquête de l'Afrique australie, par Micheline Pannet.

PAGES 13 à 18 :

LA JUSTICE EN QUESTION : Le juge, le marchand et le débiteur, par Yves Deshay. — Le patron introuvable, ou le règne de l'irresponsabilité, par Bernard Rattenbach. — La délinquance, un ordre nécessaire et bien utilisé, par Pierre Lascombes. — Féodalisme du droit et mode de production, par Michel Mialhe. — Le développement de la société bourgeoise et le dépréciement du droit, par Henri Wallon et Claude Servolin. — Le mariage et le travail non rémunéré, par Christiane Delphy. A quoi à qui servent les prisons ? par Maurice T. Maschinio.

PAGE 19 :

Les grandes idéologies toujours présentes (recherches universitaires), par Charles Zorgbo. — Correspondance. — Dans les revues.

PAGE 20 :

Les livres du mois.

PAGES 21 à 24 :

L'activité des organisations internationales.

PAGES 25 à 27 :

Index des articles publiés en 1977.

Le numéro du « Monde diplomatique » de décembre 1977 a été tiré à 115 000 exemplaires. Comme toutes les publications du « Monde », « le Monde des philatélistes », « le Monde diplomatique » est interdit au Maroc depuis la fin du mois de janvier 1977.

RIVES
LA GRANDE MAROQUINERIE
DE PARIS



sa toujours prestigieuse collection de
SACS EN CROCODILE

156, rue de Rivoli, 156
Boulevard Malesherbes, 75001 Paris
Téléphone : 53 15 15 15
Sous-sol du métro Louvre

Janvier 1978